

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉTAT BOOKMAKER

L'EXPLOITATION OFFICIELLE DES PARIS AUX COURSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 21 février 1907, à 1 heure

PAR

Jules MIHURA

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
TRUCHY, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉTAT BOOKMAKER

L'EXPLOITATION OFFICIELLE DES PARIS AUX COURSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 21 février 1907, à 1 heure

PAR

Jules MIHURA

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
TRUCHY, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026



INTRODUCTION

DU JEU ENVISAGÉ COMME PASSION.

DANGERS MORAUX ET SOCIAUX DES COURSES DE CHEVAUX

On a beaucoup écrit sur les conséquences démoralisantes et antisociales du jeu : il est un fléau si funeste que jamais on ne le flétrira avec excès.

Ce qui rend le jeu malsain, odieux, c'est le sentiment de cupidité qui presque toujours l'accompagne. On joue, on parie, on risque sa fortune dans des combinaisons de pur hasard, fasciné par l'appât d'un gain facile, rapide, considérable; le jeu devient alors une passion tyrannique, obsédante que les moralistes considèrent comme la plus dangereuse des passions.

Très dangereuse en effet, car, puissance terrible et aveugle, elle ne lâche plus sa proie ; elle s'attache à ses victimes toujours plus dévorante, toujours plus exigeante.

La passion du jeu n'est pas bridée, arrêtée, neutralisée par cette autre force qui bride, arrête toutes les autres passions : cette force en sens contraire, c'est la satiété. Au jeu il n'y a pas de satiété. On l'a souvent et très justement fait remarquer, au jeu l'arrêt ne s'impose jamais. Il n'y a d'autre arrêt que le manque d'argent, ou, pour mieux dire, que l'impossibilité de s'en procurer. C'est à cet arrêt fatal que les joueurs aboutissent : il s'appelle la ruine.

N'oublions pas cette maxime profondément exacte de Buffon : « Le jeu est une passion avide dont l'habitude est ruineuse. »

Des misères, des ruines, des crimes, des folies, des suicides, tels sont les trop fréquents effets du jeu sur ceux qui s'y adonnent éperdument, sans mesure. La famille, la société sont sérieusement menacées par cet agent de malveillance et de corruption. Les jeux publics surtout exercent sur l'ensemble de la société une influence on ne peut plus néfaste. « Ils excitent la cupidité à poursuivre des gains immodérés, suspects et ne reposant sur aucune base morale (1) ».

(1) G. Poloni, *Du jeu et du pari au point de vue pénal*, Paris, 1900, p. 51.

Parmi les jeux publics dont l'action dissolvante paraît être lamentablement violente, il faut citer les jeux qui se pratiquent sur les champs de courses de chevaux.

C'est aux jeux sur les courses, ou plus exactement et plus juridiquement aux paris aux courses, que nous allons consacrer cette étude en nous plaçant au double point de vue descriptif et critique. Mais pour bien apprécier la situation telle qu'elle est, pour bien établir les responsabilités et les utilités, il convient que l'on soit édifié sur les ravages moraux et sociaux qui peuvent être imputés aux jeux sur les courses.

Les paris aux courses tels qu'ils se pratiquent aujourd'hui sont de vrais jeux ; la plupart des habitués du « turf » ne se préoccupent guère de l'élevage, de l'amélioration de la race chevaline, ils n'ont malheureusement que trop en vue le gain, la fortune rapide et facile.

Gagner de l'argent sans se donner de peine, en se promenant sur la pelouse des hippodromes est vraiment bien commode, si commode que ceux que le hasard a favorisés font de nombreux jaloux, des envieux et, ce qui est plus grave, des imitateurs. On est entraîné à suivre l'exemple, on veut aussi devenir riche et l'on se lance avec acharnement à la poursuite de la fortune. Le travail honnête donne trop peu et trop lentement : le jeu est la voie rapide et agréable et elle apparaît irrésistible.

Le sentiment de l'envie violemment excité, bien des

travailleurs consciencieux, qui auraient pu rester dans une honorable situation désertent leurs ateliers, négligent leurs laborieuses occupations pour s'en aller aux courses.

C'est effrayant la quantité de gens qui vont aux courses ! et qui de nous n'a pas éprouvé un sentiment de pitié mélangé de révolte et d'indignation à la vue de ces lourdes, encombrantes et tapageuses tapissières qui les jours de courses font le service des hippodromes ! Qu'y transportent-elles ?

Des quantités de petites gens qui devraient travailler pour vivre et qui vont exposer leurs modiques ressources à l'aveugle hasard, car la plupart du temps les parieurs mettent leur argent sur des chevaux, sans calcul, sans direction, au petit bonheur comme ils prendraient un numéro de loterie.

Ils gagnent ou ils perdent, mais qu'ils gagnent ou qu'ils perdent les conséquences sont funestes.

Dans le premier cas, le joueur heureux va être gâté, corrompu par la possession de la richesse. Elle va développer chez lui des besoins qu'aucun travail honnête ne pourra plus apaiser. L'argent ne coûte guère quand on n'a pas la peine de le gagner, on le dépense avec une espèce de furie, sans penser au lendemain, ou plutôt en se disant que la chance de la veille reviendra. Comme le dit si justement M. Guillot dans son remarquable ou-

vrage *Les prisons de Paris* : « en une nuit dans les cabarets borgnes, dans les maisons mal famées, des sommes énormes sont englouties ; il n'est pas de prodigue qui dépense plus follement son argent que ne le font ces rôdeurs de barrière après avoir touché le montant de leur pari (1). »

Les richesses, fruit du jeu, par le fait seul de la brusquerie de leur acquisition, sont presque toujours mal employées. Tarde affirmait avec infiniment de raison que « l'enrichissement trop brusque est une sorte de déclassement supérieur, non moins dangereux que l'autre pour le déclassé et bien plus dangereux pour le public ».

Le riche a des devoirs spéciaux, des obligations auxquelles il ne doit pas se soustraire. Sans doute dans la notion juridique pure, le droit de propriété apparaît avec tous les caractères de l'absolu, mais il importe que la consommation des richesses ne se fasse pas d'une façon aveugle et la morale, la religion, l'utilité sociale exigent que cette consommation obéisse à certaines règles.

C'est ce qu'oublient trop souvent les joueurs, honteux dissipateurs !

Et s'ils ne sont pas favorisés par la chance, s'ils perdent, les joueurs sont presque inévitablement entraînés

(1) Ad. Guillot, *Paris qui souffre. Les prisons de Paris et les prisonniers*. Paris, 1890, p. 130.

dans la voie des indécitesses, souvent des vols, et parfois même des assassinats.

Ici encore, écoutons M. Guilloit : « Il est certain, dit-il, qu'il existe à Paris un nombre considérable d'individus qui se dispensent de tout travail, grâce aux gains qu'ils font sur les hippodromes ; ils ne deviennent assassins ou voleurs que le jour où la chance cesse de les favoriser : c'est ce qu'ils appellent la fatalité... Quand on demande à un individu sur lequel on trouve une somme d'argent dont la provenance est suspecte d'où elle vient, il répond tranquillement qu'il l'a gagnée en pariant et toutes les fois qu'un patron vient se plaindre au commissaire de police que son employé ait filé avec la recette, la première question qu'on lui fait est celle-ci : va-t-il aux courses (1) ? »

Etant donnés les désordres graves dont les jeux aux courses sont trop souvent l'occasion, il faut se demander ce qu'ont fait les pouvoirs publics en face de cette situation.

Le jeu étant surtout dangereux par sa force de propagande, par la puissance énorme de la contagion, le devoir du législateur semble consister, n'est-il pas vrai, à rechercher tous les moyens possibles de diminuer la tentation, les occasions de s'y adonner. L'a-t-il fait ?

(1) Ad. Guilloit, *op. cit.*, p. 129.

C'est ce que nous nous proposons d'examiner.

Pour pouvoir expliquer l'attitude des pouvoirs publics en face des paris qui se pratiquent à l'occasion des courses de chevaux, il est tout d'abord, croyons-nous, utile d'exposer les principes généraux sur les jeux et paris au double point de vue civil et pénal.

Ayant rappelé ces principes, nous verrons dans quelle mesure on arrivait à les appliquer à l'espèce particulière de paris qui nous occupe avant la loi du 2 juin 1891 qui régit aujourd'hui la matière et nous montrerons à l'aide de la jurisprudence des tribunaux et des décisions de l'autorité administrative quelle était la situation de ces paris avant la réglementation actuelle. Ce sera l'objet de notre premier titre.

Puis après avoir insisté comme il convient sur les précédents de la loi du 2 juin 1891, nous étudierons, dans une deuxième partie, les dispositions particulières de cette loi qui déterminent les conditions d'exploitation du pari aux courses et nous définirons avec quelques détails le régime d'exception fait à une catégorie de paris, le pari mutuel. Nous présenterons l'institution du pari mutuel légalement consacrée par l'Etat, fonctionnant sous le contrôle de l'Etat et à son profit. Ainsi donc, nous qui voulions savoir si les pouvoirs publics s'étaient préoccupés de réfréner la passion du jeu, nous serons amenés à constater que l'Etat français, dans un but d'intérêt soi-

disant agricole, a consenti, comme on l'a dit avec une certaine violence, à « prendre en mains le râteau du croupier » et a pu mériter de se faire traiter de « bookmaker » (1).

(1) Nous savons bien que, juridiquement et exactement parlant, l'Etat dans l'organisation actuelle des paris sur les courses n'agit pas comme bookmaker : seul peut être exploité le pari mutuel et dans son fonctionnement l'Etat n'intervient pas comme partie, il n'est pas engagé dans la convention ; simple tenancier d'une maison de jeu, ou plus proprement concédant d'une exploitation de jeu, il se contente d'en tirer des bénéfices et d'alimenter la cagnotte. Mais, comme nous l'expliquerons quand nous présenterons la critique de l'état de choses existant, l'Etat, en spéculant sur la passion du jeu, en en profitant largement, a l'attitude d'un bookmaker ; si juridiquement l'assimilation n'est pas parfaite, l'appréciation morale est malheureusement trop vraie.



Un parieur malheureux.



PREMIÈRE PARTIE

LES PARIS AUX COURSES ET LEUR SITUATION AVANT 1891

CHAPITRE PREMIER

LA LOI CIVILE ET LES PARIS.

Jouer et parier, c'est-à-dire lutter contre le hasard, contre cette force aveugle qui nous environne, qui se mêle à tous les événements de la vie a toujours été dans l'instinct de la race humaine. C'est un fait d'une universalité incontestable dont l'ancienneté ne peut être non plus révoquée en doute. « En vain s'est-on livré à des conjectures pour en rechercher l'origine, elle se perd dans la nuit des temps (1). »

(1) Poloni, *op. cit.*, p. 63.

Tous les peuples de l'antiquité ont joué et certains, surtout les Germains (1), s'y sont livrés avec une ardeur singulière, parfois même sauvage. Le pari était aussi très en usage et s'il faut en croire M. Schuster, il était pratiqué avec une violence telle que souvent l'enjeu consistait dans le droit de donner la mort au vaincu (2).

A Rome le développement de la passion du jeu devint si intense que le législateur dut intervenir. Il fut défendu de jouer de l'argent à quelque jeu que ce fût, excepté à ceux qui tenaient à l'exercice du corps (3). La conséquence de cette prohibition fut le refus de toute action directe à l'effet de réclamer ce qui avait été gagné au jeu. Et même le sénatus-consulte alla plus loin encore en accordant au perdant une action directe pour répéter contre le gagnant ce qu'il avait payé pour prix du jeu.

La législation romaine si rigoureuse à l'égard du jeu a été beaucoup moins sévère en ce qui concerne le pari (4). Elle ne le prohiba pas d'une manière absolue. Au contraire, en principe il était valable, la convention n'étant interdite qu'autant qu'elle intervenait à l'occasion des jeux illicites : « In quibus rebus ex lege Titia et Publicia et Cornelia etiam sponsionem facit licet, sed ex aliis ubi

(1) Tacite, *De moribus Germanorum*, § 24.

(2) Dr H. Schuster, *Das Spiel und seine Entwicklung und Bedeutung im Deutschen Recht*, 1878.

(3) Sénatus-consulte mentionné par Paul dans la loi 3, § 1, ff. *De aleat.*

(4) Paul Pont, *Petits contrats*, t. I, n° 599.

pro virtute certamen non fit non licet. » (L. 3, ff. De aleat.)

Notre ancienne législation française eut aussi à s'occuper des jeux et paris ; nos ancêtres, descendants des Romains et des Germains, ne mentirent pas à leur origine en ce sens que, également, ils eurent pour les jeux de hasard un goût effréné qui rendit nécessaire l'intervention de l'autorité tant spirituelle que civile, et on peut dire qu'elle s'est inspirée des dispositions de la loi romaine. Étaient illicites tous les jeux, à l'exception de ceux propres à développer les forces physiques, tandis que le pari était une convention parfaitement valable, toutes les fois que les causes n'en étaient pas immorales ou contraires à la loi (1).

Donc, en un mot et pour résumer, soit en droit romain, soit dans notre ancien droit, le jeu et le pari étaient soumis à des traitements fort différents ; le jeu n'existait pas comme contrat et, sauf certaines catégories de jeux spécialement désignés, la prohibition était absolue ; le pari, au contraire, était considéré comme une convention valable, sanctionnée en justice, pourvu qu'il ne fût pas contraire à la loi, à la morale ou à l'honnêteté publique.

Étant donné que le pari présente la plupart des caractères du jeu et participe de tous ses vices, cette différence notable de régime consacrée par notre législation ancienne n'était guère justifiable. Les rédacteurs de nos

(1) Voy. Loiseau, *Déguerpissement*, liv. IV, chap. III, n° 15 ; Denizart, v° *Gageure* ; Chardon, *Dol et fraude*, t. III, n° 566.

Codes l'ont parfaitement compris. M. Siméon, au Tribunal, a dit que « la gageure ou le pari a les mêmes vices originels et les mêmes dangers que le jeu », en conséquence assimilation complète a été faite entre le jeu et le pari et aujourd'hui les deux conventions sont placées sur la même ligne.

Nous disons « conventions » car, en effet, dans le Code le jeu et le pari sont élevés au rang de contrats civils ; cela résulte de leur insertion même au titre des contrats aléatoires. C'est là le premier caractère que nous devons retenir ; le pari est un contrat, mais il convient d'ajouter tout de suite, pour ne pas se méprendre sur sa vraie physionomie, que c'est un contrat qui n'est sanctionné par aucune action. Par conséquent, le législateur a refusé de reconnaître le contrat de jeu ou de pari comme source légale d'une obligation. Néanmoins, s'il est vrai que la loi généralement refuse toute action au gagnant (art. 1965), le paiement une fois effectué ne peut jamais donner lieu à répétition (art. 1967) et, d'autre part, il existe des cas où l'action est accordée pour réclamer le montant du pari (art. 1966).

Arrêtons-nous sur chacun de ces différents articles qui demandent quelques explications.

ARTICLE 1965. — *Le pari est un contrat
dépourvu d'action.*

Pourquoi, après avoir formellement dit que le jeu et le pari forment des contrats, le législateur refuse-t-il de les sanctionner par aucune action ?

Les travaux préparatoires du Code civil nous renseignent clairement sur les raisons explicatives de cette règle. Les rapporteurs se sont en effet exprimés en des termes très nets, très précis et qui ne laissent aucun doute sur la façon de penser du législateur.

Il a refusé la sanction au jeu et au pari parce que à ses yeux ils ne constituent pas une cause légalement suffisante.

« Nul engagement valable sans cause, la maxime est incontestable, dit Portalis, dans l'exposé des motifs. Or quelle est la cause d'une promesse ou d'une obligation contractée au jeu ? L'incertitude du gain ou de la perte ; il serait impossible d'assigner une autre cause.

« Nous savons que des événements incertains sont une matière licite à contrat et que les espérances et les risques peuvent recevoir un prix, mais nous savons aussi qu'il faut quelque chose de plus solide et de plus réel que le désir bizarre de s'abandonner aux caprices de la fortune pour fonder des causes sérieuses d'obligation entre les hommes... Les obligations contractées au jeu n'étant fondées sur aucun motif utile ni raisonnable, ne peuvent appeler sur elles la protection du législateur. »

Que font deux joueurs qui traitent ensemble ? Ils se promettent respectivement une somme déterminée ; ils en laissent la disposition à l'aveugle arbitrage du hasard, où est donc la cause de l'engagement ?

On ne peut donc trouver dans les promesses et les contrats dont nous parlons une cause capable de les rendre vraiment obligatoires.

Sans doute le jeu peut n'être qu'un délassement et dans ce cas il n'a rien d'odieux ni d'illicite, mais il est également vrai que sous ce rapport, il ne saurait être du ressort des lois, il leur échappe par son objet et son peu d'importance.

« Le jeu dégenère-t-il en spéculation de commerce, nous retombons dans la première hypothèse que nous avons posée, car dès lors si les obligations et les promesses présentent un intérêt assez grave pour alimenter une action en justice, elles offrent une cause trop vicieuse pour motiver et pour légitimer cette action » (1).

Et ces considérations strictement juridiques ne sont pas les seules qui ont amené les rédacteurs du Code à édicter la prohibition de l'action de jeu. Le point de vue économique et social a été également envisagé et le législateur s'est rendu compte que le jeu ne fournissait aucun enrichissement à la société ; qu'il n'y avait que des déplacements de richesses stériles et aveugles, « aucune réciprocité de service : chaque joueur n'espère que de sa fortune et ne se repose que sur le malheur d'autrui ; à la différence des contrats ordinaires qui rapprochent les hommes, les promesses contractées au jeu les divisent et les isolent ».

Donc, dans l'intérêt général comme dans l'intérêt du joueur lui-même, il importait de ne pas favoriser une

(1) V. Fenet, *Exposé des motifs au Corps législatif*, t. XIV, p. 537 et s.

passion aussi funeste et aussi démoralisante et par suite il fallait lui refuser la protection de la loi.

C'est ce qu'exprimait le tribun Duveyrier avec une superbe violence : « Le jeu, le jeu proprement dit, ce ministre aveugle et forcené du hasard, qui place entre deux hommes sur un tas d'or la plus épouvantable alternative, le bonheur ou l'adversité, la fortune ou la misère, le délire de la joie ou du désespoir qui dévore la substance des épouses, des enfants, qui tarit toutes les sources de la tendresse, de l'amitié, de la reconnaissance, de la probité, qui engendre, alimente, exalte, justifie toutes les passions, tous les vices, tous les excès et qui n'a pour remplacer tout ce qu'il engloutit que des prisons ou des poignards ; ce monstre antisocial, bien qu'il affecte la figure et le maintien d'un contrat, ne mérite pas sans doute la protection que la loi doit aux conventions ordinaires (1). »

C'est par suite de toutes ces considérations que l'action a été refusée par la législation civile au joueur gagnant. Le perdant à qui est réclamé le montant d'une dette de jeu ou le paiement d'un pari est donc autorisé à opposer ce qu'on appelle l'exception de jeu. Et on doit même dire que cette exception est d'ordre public, ce qui signifie qu'elle peut être suppléée par le juge et qu'elle peut être invoquée pour la première fois en appel et même en cassation (2).

(1) V. Fenet, t. XIV.

(2) Fuzier-Hermann, *C. civ. annoté*, article 1965, nos 39 et suiv., 44.

Et l'action en justice devra être rejetée non seulement lorsqu'elle est intentée directement pour l'exécution d'une dette de jeu ou le paiement d'un pari, mais encore si elle est intentée pour le paiement de billets à ordre souscrits en représentation d'avances ou prêts faits pour le jeu ou le pari, pour le remboursement d'avances, frais et salaires réclamés par un mandataire (1).

ARTICLE 1967. — *Le pari peut faire l'objet
valable d'un paiement.*

Puisque le pari ne peut engendrer qu'une obligation légalement insuffisante pour donner naissance à une action en réclamation, il semblerait logique de donner au perdant une action directe pour répéter contre le gagnant ce qu'il a payé.

Et cependant d'après notre loi (et cette règle se retrouve dans les différents Codes étrangers) le paiement fait volontairement par le perdant n'est pas susceptible de répétition. Le tribun Siméon faisait au Corps législatif cette déclaration : « Si le joueur, plus sévère à lui-même que la loi, s'est tenu pour obligé, si fidèle à sa passion et délicat dans son égarement il a acquitté ce qu'il avait témérairement engagé, il ne sera pas reçu à répéter ce qu'il a payé. »

Quelle est la justification de cette décision ?

Elle se trouve tout d'abord dans cette considération

(1) Jacques Cellier, *Des paris sur les courses de chevaux*, p. 44.

d'ordre moral qu'il est du devoir d'un homme d'honneur d'acquitter ses dettes de jeu et « ce devoir est d'autant plus strict que la loi ne permet pas d'en demander le paiement en justice » (1).

Duveyrier envisageant le privilège de répétition affirmait que sa reconnaissance aurait cette conséquence (qu'il ne pouvait admettre) entre deux hommes coupables de la même faute de punir l'un et de récompenser l'autre. « Vous savez bien que le droit de propriété est la faculté absolue pour tout homme libre de sa volonté et de son jugement d'aliéner, de vendre, d'échanger, de donner, de dépenser tout ce qui lui appartient. La loi civile n'est pas là pour interdire ou réparer les folles spéculations, les libéralités indiscretes, les dépenses exorbitantes. Elle n'a pas promis d'empêcher et de révoquer les dilapidations volontaires ou simplement imprudentes. Ce qu'un homme a perdu au jeu et payé il aurait pu le perdre dans toute autre spéculation inconsiderée, il aurait pu le donner.

« Ce qu'il a perdu, ne voulait-il pas le gagner, ce qu'il a payé n'avait-il pas l'intention de l'exiger, s'il l'eut reçu aurait-il eu la volonté de le rendre, aurait-il admis l'obligation de le restituer.

« Comment donc réformer ce jugement volontaire et juste du perdant, puisque le résultat en est de s'être imposé lui-même le traitement qu'il voulait subir ? »

(1) J. Cellier, *op. cit.*, p. 46.

Ainsi, il semble que la cause de la validité de l'exécution volontaire doit être trouvée dans la satisfaction d'un sentiment particulier de délicatesse et d'honneur.

Dans l'exécution volontaire du perdant il faut voir le désir de ne pas s'enrichir aux dépens d'autrui, de ne pas garder un bénéfice sur lequel un gagnant avait dû légitimement compter, et on a pu dire, en s'appuyant sur cette idée, que ce paiement constituait un acte à titre onéreux (1).

Et pour ceux qui voient dans l'obligation résultant du contrat de jeu ou du pari une obligation naturelle, la validité de la libération bénévole s'explique par le fait même.

ARTICLE 1966. — *Cas où l'action est accordée pour réclamer le montant du pari.*

La règle générale d'après laquelle la convention du pari n'est pas sanctionnée et ne peut donner ouverture à une action en justice comporte une exception importante qui nous intéresse tout particulièrement, puisqu'elle trouve son application dans la matière qui nous occupe.

En vertu de l'article 1966 du Code civil : « Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps sont exceptés de la disposition précé-

(1) Cellier, *op. cit.*, p. 52.

dente », ce qui veut dire qu'à leur égard la loi accorde sa sanction.

Il faut tout de suite se demander quel est le fondement de cette exception établie par le législateur relativement aux paris engagés à l'occasion des jeux d'adresse et propres à développer les forces physiques.

Portalis dans son exposé des motifs au Conseil d'Etat s'explique à ce sujet et donne comme raison à l'exception l'utilité de ces jeux : « Ces sortes de jeux sont utiles : on les a peut-être trop négligés dans nos temps modernes... On conçoit que des citoyens qui jouent à un jeu d'adresse ou d'exercice peuvent pour soutenir entre eux l'émulation et l'intérêt stipuler un prix pour le plus adroit ou le mieux exercé... »

Le tribun Siméon disait aussi : « Les jeux d'exercices, ceux qui ne sont pas fondés sur le pur hasard et auxquels se mêlent des calculs et des combinaisons, ces jeux sont utiles, les uns à développer les forces physiques, les autres à exercer les forces intellectuelles, ils offrent un délassement avantageux et quelquefois nécessaire. »

Parmi les jeux qui ont la sympathie du législateur et qui ont obtenu de lui un régime de faveur, nous trouvons les courses à cheval, mais le Code civil ne dit pas courses de chevaux.

Et dès lors, comment convient-il d'apprécier la disposition de l'article 1966 ?

Peut-elle s'appliquer aux paris sur les courses de chevaux tels qu'ils sont pratiqués actuellement ?

Comme fort justement on en a fait l'observation, « il est bien entendu que les rédacteurs du Code n'ont pu prévoir ces paris ni leur importance, ni même leur existence puisque les courses de chevaux n'existent, officiellement du moins, que depuis 1805 et que les conditions économiques de l'élevage sont absolument transformées » (1).

La conséquence de ceci est la nécessité d'une interprétation extensive, prétorienne, des dispositions du Code : elles doivent s'appliquer aux institutions qu'elles prévoient, dans les transformations que subissent ces institutions. Et l'expression de cette idée se trouve claire et nette dans un arrêt de la Cour de Rouen qui pose en axiome indiscutable : « Les paris sur les courses de chevaux sont reconnus légitimes et sanctionnés par les dispositions de l'article 1966 du Code civil » (2).

Et cette extension du régime d'exception aux courses de chevaux apparaît d'autant plus légitime que le motif de l'adoption des dispositions de l'article 1966 ayant été l'utilité des jeux, nous pouvons ici invoquer doublement cette raison, car dans les courses de chevaux, à côté du développement des forces physiques des cavaliers, il y a aussi et surtout le développement des qualités les plus sérieuses du cheval.

Et comme la puissance agricole du pays est intéressée à la prospérité des courses, qui permettent d'apprécier

(1) J. Cellier, *op. cit.* p. 65.

(2) Rouen, 3 août 1889, S. 90.1.101.

les chevaux pour des mieux doués en faire des reproducteurs, en appliquant à cette institution les dispositions de la loi, nous restons tout à fait dans l'esprit du législateur : nous ajoutons même une explication de plus pour justifier l'exception.

Mais si le principe de l'application de l'article 1966 à l'occasion des courses de chevaux est admis sans difficulté, il reste à savoir quels sont ceux qui en peuvent profiter.

Ne faut-il pas dire que la loi réserve une action à ceux-là seuls qui font preuve d'adresse et de courage, à ceux-là qui ont personnellement et directement pris part au jeu, c'est-à-dire, dans l'espèce, à la course ?

La question est délicate, car, dans les conditions actuelles des courses de chevaux, il y a une complexité de détails qui doivent méthodiquement être examinés.

Et, en premier lieu, rarement le propriétaire monte son cheval : il a un jockey. Dès lors, à qui la loi accorde-t-elle l'action civile : « Au jockey qui monte le cheval et dont l'habileté assure l'avantage de la course, ou au propriétaire de ce cheval, dont l'effort contribue à l'amélioration de la race chevaline » ?

L'interprétation restrictive de l'article 1966 conduirait à ne donner l'action, à raison des paris qu'ils auraient faits, qu'aux jockeys qui, seuls, prennent part à la lutte. Mais cette interprétation restrictive serait absolument contraire à l'équité et nous sommes tout à fait d'accord

avec M. J. Cellier (1) pour déclarer qu'il est juste que le propriétaire soit récompensé de sa clairvoyance, en ce qui concerne le choix de ses étalons, de ses poulinières, de ses produits ; ou même, s'il n'est pas éleveur et qu'il achète ses poulains, qu'il trouve dans ses paris une compensation équitable aux sacrifices pécuniaires souvent considérables qu'il a faits et aux risques qu'il assume dans son entreprise.

Quel est en effet le but de la loi ? Que veut-elle favoriser et encourager ? Incontestablement dans un intérêt d'ordre général des efforts louables sont faits pour la propagation des races les plus propres à améliorer l'espèce. On cherche à encourager les propriétaires et l'Etat et les communes ont imaginé de créer des primes auxquelles les maîtres des chevaux ont droit. Or, comme le dit Paul Pont dans son traité des *Petits Contrats*, « le pari après tout concourt tout aussi bien que la prime à entretenir l'émulation des éleveurs » (2).

Et la jurisprudence, consacrant cette doctrine, s'est prononcée dans ce sens, dont voici un exemple : « la faveur accordée par l'article 1966 aux jeux et aux paris sur les courses de chevaux a pour but de donner aux propriétaires et éleveurs le moyen d'ajouter à l'honneur du succès des ressources pécuniaires résultant du pari » (3).

(1) J. Cellier, *Des paris sur les courses de chevaux*, p. 66.

(2) Paul Pont, *Petits contrats*, t. I, p. 243.

(3) Paris, 31 décembre 1874.

Aussi nous concluons que, étant donné le fondement de la faveur de l'action accordée dans une considération d'intérêt général, cette action doit appartenir et au jockey et au propriétaire qui prennent tous deux une part à la course et qui peuvent être regardés comme contribuant à la prospérité nationale, l'un par le développement des forces physiques pour le cavalier, l'autre par l'amélioration de l'espèce pour le cheval (1).

Cette opinion paraît aujourd'hui généralement admise ; où la solution devient beaucoup plus délicate et discutée, c'est lorsque l'on prend en considération les tiers restés étrangers aux jeux mêmes, mais qui s'y intéressent en engageant des paris sur leur résultat. En ce qui les concerne, la disposition de l'article en question s'applique-t-elle, ont-ils le bénéfice de l'action civile pour la réclamation du montant de leurs paris ?

D'après une première opinion, qui a pour elle l'apparence d'une stricte conformité aux principes généraux du droit, l'action est refusée aux tiers étrangers aux jeux : ils ne peuvent faire de paris valables civilement parce que, simples spectateurs, ils ne servent, semble-t-il, en rien le but que s'est proposé le législateur ; celui-ci en effet n'a introduit une dérogation au principe du refus de sanction qu'en faveur de certains jeux, parce que

(1) Voy. Cass., ch. crim., 18 juin 1875, arrêt de principe et le rapport de M. le Conseiller St Luc-Courborieu, D. 75.1.445, S. 75.1.386. — Voy. en ce sens Frérejouan du Saint, *op. cit.*, n° 158 ; Laya, n°s 29 et 30 ; H. Lenoble, *Les courses de chevaux et les paris aux courses*. Paris, 1899, p. 192.

par eux s'exerce l'adresse et se développent les forces physiques, et cela intéresse la prospérité nationale ; il est en conséquence logique que les tiers parieurs qui se bornent à s'enrichir ou à se ruiner, ne puissent se prévaloir de l'article 1966 qui constitue une exception, et comme toutes les exceptions, elle ne doit être interprétée que restrictivement.

Un grand nombre de jurisconsultes se sont prononcés pour ce système rigoureux et la jurisprudence l'a aussi suivi.

Malgré ce patronage et l'adhésion de la jurisprudence, nous croyons qu'il faut le rejeter pour déclarer que sont valables tous les paris faits par une personne quelconque à l'occasion d'un jeu rentrant dans l'énumération de l'article 1966 du Code civil. Cette interprétation qui peut de prime abord paraître trop large se défend très juridiquement.

Et en effet, en principe les conventions sont libres entre les parties et les obligations qui en naissent sont sanctionnées par la loi. Par exception la convention de jeu ou de pari n'a pas d'effets civils ; sauf au cas de libération volontaire, aucun moyen coercitif pour obtenir exécution. Néanmoins, la loi, reconnaissant l'utilité générale de certains jeux qu'elle énumère, a fait à leur égard disparaître cette mesure : dès lors, ces jeux sont rentrés dans le droit commun et par voie de conséquence, toutes les conventions faites à leur occasion sont redevenues libres et doivent reprendre, comme toutes les autres conventions, le caractère exécutoire par la loi sanctionné.

Le législateur n'a d'ailleurs nullement manifesté l'intention de limiter l'application de l'article à telle ou telle catégorie de joueurs à l'égard de ces jeux. Il excepte ces jeux de la disposition précédente, et rien de plus. Et il les excepte parce qu'ils sont considérés comme présentant un intérêt d'ordre public.

La recevabilité de l'action de jeu est déterminée par l'utilité générale du jeu et partant de ce critérium, en la matière qui nous occupe surtout, pour ce qui concerne les courses de chevaux, il est difficile de soutenir que seules les personnes qui prennent une part à la course peuvent jouir de l'action civile. Le but du législateur, c'est de favoriser ces jeux, or comme, malheureusement, mais il nous le faut reconnaître, ce sont les paris qui les soutiennent et leur permet le développement, nous restons dans les vues de la loi en accordant le bénéfice de la sanction civile aux tiers parieurs, quelle que soit leur capacité et quelle que soit la façon dont ils aient parié, pourvu, bien entendu, qu'ils n'aient pas pratiqué de paris illicites.

Nous avons dit avec intention, quelle que soit leur capacité, parce que, d'après une théorie, si les parieurs gagnants peuvent intenter une action en justice au perdant pour réclamer le paiement, ce droit ne leur est acquis qu'à la condition qu'en pariant ils aient fait preuve d'intelligence.

Dans ce système, la seule condition pour la recevabilité de l'action du gagnant est que l'opération dont il poursuit

l'exécution ait été pour lui un acte raisonné et intelligent et non une spéculation de pur hasard.

Mais cette doctrine n'est pas admissible, car elle méconnaît absolument le fondement des dispositions de la loi civile. Ce qui justifie le droit à l'action c'est la considération d'intérêt général et non l'adresse ou l'intelligence nécessaires pour prendre au jeu une part directe ou indirecte.

La distinction entre les jeux de hasard et ceux où les combinaisons de l'intelligence prédominent se trouve dans les dispositions pénales, mais elle n'a pas sa place dans le domaine civil. Qu'on consulte les travaux préparatoires, aucune allusion en ce sens n'a été faite.

Du reste la jurisprudence a rejeté cette manière d'apprécier et elle a motivé un de ses jugements par ce considérant significatif : « Attendu qu'il importe peu que R... fut à même d'apprécier les chevaux, et leurs chances bonnes ou mauvaises, choses étant de nature à dépouiller le pari de son caractère aléatoire, mais non à le rendre susceptible d'exécution » (1).

Donc, sans distinction, nous en arrivons à conclure que la loi accorde à tout parieur une action pour le paiement des frais faits sur les courses de chevaux.

Cette solution a le grand avantage d'établir de l'égalité et une égalité de traitement qui est strictement commandée par l'équité. Sans elle, la justice serait amenée

(1) Jugement du Tribunal de la Seine, 4 janvier 1893, *Journal Le Droit*, 28 décembre 1892 et 6 janvier 1893.

parfois à rendre des décisions absolument iniques. Il est certain que si l'on adopte la doctrine restrictive et si l'on ne reconnaît l'action qu'à ceux qui ont pris part au jeu, « dans le cas où un pari aurait été fait entre un jockey, un entraîneur ou un propriétaire et un tiers étranger à la course, il faudrait déclarer valable au cas de gain la créance des personnes directement intéressées à la course et nulle celle du parieur étranger en fait à la course (1) ». N'y aurait-il pas là quelque chose de choquant (2) ?

Et disons enfin, pour rassurer ceux qui pourraient être effrayés par cette interprétation large que nous croyons devoir donner à l'article 1966, que la loi apporte elle-même une importante restriction en disposant que « le tribunal peut rejeter la demande quand la somme lui paraît excessive ».

Telles sont les règles qui régissent les rapports des parieurs entre eux au point de vue civil. La loi du 2 juin 1891 qui réglemente le pari aux courses et que nous étudierons dans la suite ne les a modifiés en aucune façon.

Cependant faisons observer dès maintenant que si elles n'ont pas été modifiées, ces règles ont reçu par la législation nouvelle de grandes limitations : en effet, nous verrons que le pari ne peut être licitement pratiqué que

(1) J. Cellier, *op. cit.*, p. 72.

(2) Arrivent à cette conséquence avec leur théorie : Guillouard, *Des contrats aléatoires et du mandat*, n° 54 et Pilette, *Revue critique*, 1863, n° 586.

dans certaines conditions ; dès lors, si le pari intervient dans des conditions prohibées par cette loi, il est illicite et délictueux et par conséquent ne peut plus faire la base d'une action civile. Et ce qui rendra l'application de ces règles particulièrement rare, c'est que la forme autorisée de pari est celle qu'on appelle le pari mutuel et dans cette combinaison, les parieurs ne se connaissent pas et nous ne voyons pas trop comment ils pourraient agir.

Or, étant la seule exploitation admise, la convention du pari ne pourra donner lieu à des difficultés d'ordre civil que lorsqu'il revêtira la forme d'un pari particulier. Et encore ! Dans ces derniers temps, la répression semble vouloir atteindre même le pari particulier.

Mais n'en disons pas davantage : nous aurons occasion de nous expliquer à ce sujet à un autre moment.





CHAPITRE II

LA RÉPRESSION ET LES PARIS.

Au point de vue du droit civil nous connaissons la situation du pari : il constitue une convention licite, en principe, sans sanction, sauf les exceptions prévues par l'article 1966 du Code civil et nous avons fait application de cette disposition de faveur aux paris sur les courses de chevaux.

Si nous nous plaçons sur le terrain non plus civil mais pénal, nous nous heurtons au silence de la loi : au point de vue répressif, aucune disposition particulière relative au pari, le Code pénal ne s'en occupe pas.

Dans ses articles 421 et 422, il punissait naguère les paris faits sur la hausse et la baisse des effets publics : ces articles ont été abrogés par l'article 2 de la loi du 28 mars 1885 : il reste donc vrai qu'à l'heure actuelle la législation, en ce qui concerne le pari, est muette sur toute la ligne.

Mais les articles 410, 475, § 5 et 478 du Code pénal

visent et punissent les jeux et ce sont ces textes qui interdisant certains jeux considérés comme dangereux, édictant des pénalités contre ceux qui les exploitent s'appliquent également aux paris qui naissent à l'occasion de ces jeux déclarés illicites.

En effet, entre le jeu et le pari l'affinité est si étroite qu'il est souvent difficile de les distinguer. Dans tout jeu de hasard il y a un pari. « Si je joue 100 francs à la roulette, écrit M. Frèrejouan du Saint, je m'engage par cela même à payer 100 francs si l'événement prévu ne se produit pas, c'est-à-dire si la bille ne s'arrête pas sur la combinaison que j'ai choisie et à l'inverse le banquier s'engage à me verser une ou plusieurs fois ma mise si l'événement prévu arrive, c'est-à-dire si la bille s'arrête sur ce même numéro. Le jeu n'est alors qu'un pari (1). »

Cela étant, on peut bien dire que la loi qui régit l'un est aussi la loi de l'autre et les prescriptions qui frappent les jeux atteignent en même temps les paris qu'ils font naître.

SECTION I. — La loi pénale et le pari en général.

D'après ce qui précède, il reste bien établi qu'en lui-même le pari n'est pas délictueux : il ne peut pas constituer une infraction, puisque la loi pénale l'ignore. Il n'est donc punissable qu'autant qu'il a pour objet un jeu dé-

(1) Frèrejouan du Saint, *Du jeu et du pari*, 1893, p. 205.

fendu par la loi. Il importe conséquemment de connaître quels sont les jeux prohibés, ou plus exactement d'indiquer les conditions qui rendent le jeu illicite ou permis.

A quelle condition le jeu est punissable.

Sous l'empire de la loi romaine, seuls n'étaient pas considérés délictueux les jeux propres au développement des forces physiques : pour tous les autres, la prohibition était absolue et par voie de conséquence étaient également interdits et réprimés les paris formés à leur occasion.

Notre ancien droit, plus large, a admis comme licites non seulement les jeux purement physiques, mais les jeux d'adresse et les jeux dits de commerce. Notre Code pénal, adoptant la même théorie, ne se préoccupe que d'une seule catégorie de jeux : seuls sont prohibés, seuls sont punissables les jeux de hasard, c'est-à-dire les jeux dont le résultat dépend du hasard. Le Code pénal punit dans son article 410 « ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public.. », et dans l'article 475, § 5 « ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ».

Mais qu'entend-on par jeux de hasard ?

Quand est-ce qu'un jeu sera considéré comme jeu de hasard, ce qui le rend susceptible de tomber sous le coup de la loi pénale ?

C'est une question qui a été bien controversée, qui a

reçu des interprétations très variées dans la doctrine et qui a été solutionnée de façons fort divergentes par la jurisprudence. Ces variétés d'opinions chez les auteurs et ces fluctuations d'appréciations par les tribunaux s'expliquent en l'absence de toute définition de la part du législateur. Quels sont le sens et la portée qu'il convient de donner à l'expression « jeux de hasard » ?

Il est certain tout d'abord que la répression ne peut atteindre les jeux physiques, les exercices de force ou d'adresse, où en général le hasard n'a aucune place : bien au contraire, nous savons par l'étude de l'article 1966 du Code civil que ces jeux sont sanctionnés par la loi qui accorde aux joueurs une action en justice.

Cette première catégorie ne permet donc pas de doute, elle est au-dessus de la loi pénale : elle n'a rien à craindre d'elle.

Il existe aussi une autre catégorie de jeux qui ne donne pas une grande difficulté d'appréciation parce que par leur nature même ils se caractérisent nettement : à l'inverse de la première, c'est la catégorie des jeux dans lesquels le résultat est entièrement indépendant de l'habileté des joueurs. Ce sont les jeux de pur hasard qui tombent directement et sans discussion possible sous le coup de la répression quand ils sont exploités dans les conditions prévues par les articles 410 et 475 § 3 du Code pénal.

Au nombre de ces jeux de hasard proprement dits, on peut citer la roulette, le lansquenet, la bassette, le brelan, les dés, etc.

Mais où la difficulté surgit, où il est malaisé de se prononcer, c'est quand on se trouve en face de la catégorie mixte, de celle où les jeux, au lieu d'être ou d'adresse ou de hasard, sont mélangés de hasard et d'habileté. Dans ces jeux l'intelligence des joueurs peut bien influencer sur le résultat, mais elle ne décide pas à elle seule du gain de la partie : le hasard y a sa part. La plupart des jeux de cartes par exemple offrent ce double caractère : à côté du hasard, de la chance, de la « veine » pour employer l'expression consacrée par les joueurs, le calcul, la réflexion, le raisonnement, l'attention, sont des éléments incontestables de succès.

Dans ces conditions, comment déterminer la nature de ces jeux ? Comment les définir et sur quoi se baser pour l'application de la loi pénale ? Du moment que dans ces jeux en question le hasard n'agit pas seul, ne pourrait-on pas les déclarer licites et restreindre l'application des textes répressifs aux jeux de pur hasard, c'est-à-dire aux jeux où seul le hasard guide. Comme certains jurisconsultes l'ont fait remarquer, ce système semble être le plus conforme au principe d'interprétation restrictive qui s'impose en matière pénale et de fait, certains tribunaux l'ont adopté et l'on retrouve en ce sens certaines décisions de jurisprudence. La Cour de cassation cependant n'a admis cette théorie qu'en y apportant un double tempérament : reconnaissant d'une part à l'autorité municipale le droit d'interdire toute espèce de jeux dans les lieux publics soumis à sa surveillance et considérant

d'autre part (et ceci est plus grave) qu'un jeu, quel qu'il fût, pouvait toujours donner lieu à l'application de la loi pénale, lorsqu'il était accompagné de circonstances qui en faisaient un véritable jeu de hasard.

Cette faculté d'appréciation des circonstances du jeu réduit au néant le système restrictif qui limite la répression aux jeux de pur hasard : avec elle, tous les jeux peuvent être répréhensibles, et tomber sous le coup de la loi ; ce n'est plus qu'une question de fait : il faut, dans chaque espèce particulière, rechercher si c'est le hasard ou l'habileté des joueurs qui a la plus grande part dans le succès. La Cour de cassation qui a posé ce principe en 1869 (1) s'est rangée définitivement à ce système depuis 1877 et si l'on consulte les arrêts, on est autorisé à considérer comme jeux de hasard, aux termes des articles 410 et 475 du Code pénal, ceux où la chance prédomine sur les combinaisons de l'intelligence.

Tels sont donc les jeux prohibés et réprimés, mais il faut immédiatement faire observer que la répression n'atteint pas les joueurs eux-mêmes : seuls sont susceptibles d'être punis d'une part ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et d'autre part ceux qui auront établi ou tenu ces sortes de jeux dans un lieu public.

« Tenter la voie du sort, même en public, même dans une maison de jeu n'est une infraction ni pour celui qui perd, ni pour celui qui gagne, mais faire métier du jeu

(1) Cass., crim. rej., 3 juillet 1863 (Chapuis), S. 1863.1.551, D. 1863.5.220.

et fournir aux joueurs l'occasion de se livrer à leur vice, voilà ce qui est dangereux et immoral, voilà qui est et doit être puni » (1).

Voilà ce qui est puni, disons maintenant quelles sont les pénalités.

Le jeu a toujours paru moins dangereux quand il est exercé dans un lieu public que quand il l'est dans une maison de jeu. C'est dans cette appréciation qu'il faut chercher l'explication de la différence de traitement faite aux délinquants de l'article 410 et à ceux de l'article 475, § 5 du Code pénal.

L'article 410 frappe, comme délit, d'une forte peine et d'une amende considérable le fait d'avoir tenu une maison de jeux de hasard. L'article 475 punit comme contravention d'une simple amende le fait d'avoir établi ou tenu dans les rues, chemins, places et lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. Pourquoi des des peines si différentes ?

C'est que dans le premier cas la loi vise un établissement clandestin dans l'intérieur d'une maison et par conséquent échappant plus aisément à la surveillance de la police ; tandis que dans le second elle vise un établissement s'étalant au grand jour et dans les lieux publics soumis à la surveillance constante de l'autorité qui peut faire cesser la concurrence aussitôt qu'elle se produit.

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, édit. 1893, t. V, n° 371.

SECTION II. — La loi pénale et les paris aux courses.

Ayant rappelé les dispositions générales qui peuvent trouver leur application dans notre matière, il nous faut maintenant montrer dans quelle mesure ont été atteintes les différentes combinaisons auxquelles se sont livrés les parieurs à l'occasion des courses de chevaux. Très nombreux en effet sont les paris qui peuvent être pratiqués sur les hippodromes et c'est cette variété même qui a permis à ceux qui exploitaient lucrativement la passion trop naturelle de l'homme pour les entreprises hasardeuses et les coups de fortune d'échapper longtemps aux poursuites répressives.

Jamais peut-être question n'a été plus diversement appréciée que celle des paris sur les courses de chevaux. C'est une de ces questions que l'on cherche à solutionner, dont on s'occupe sans cesse, mais si des solutions ont été appliquées, elles sont tellement disparates et même contradictoires qu'elles ne résolvent pas le problème. Ce dernier reste tout entier debout inquiétant, troublant. Arrivera-t-on jamais à le trancher ?

C'est l'immense point d'interrogation que nous n'avons pas la prétention de faire disparaître ! Nous nous contenterons de reposer la question, de la replacer dans son vrai jour, d'examiner toutes les circonstances qui l'accompagnent, lui font un inévitable cortège et après avoir fait le tour du sujet (et à cause de son ampleur même, nous nous verrons obligés de prendre souvent le

pas de course, mais, étant donnée la matière traitée, nous serons, n'est-ce pas, dans l'allure voulue), nous donnerons notre sentiment sur la situation actuelle.

Et tout d'abord, il nous paraît intéressant de remonter assez loin dans le passé pour suivre toute l'évolution de la question et apprécier en connaissance de cause les attitudes et les décisions.

Historique des paris aux courses.

Comment en résumé retracer l'histoire exacte et complète des courses de chevaux en France et des paris qui se sont faits à leur occasion ? L'union a toujours existé entre les courses et le jeu et dans toute l'étendue de notre exposé historique nous les rencontrerons toujours coexistant, mais, comme très justement on l'a fait remarquer, si leur union est indissoluble, en revanche combien cahotée ! Ce sont toutes ces vicissitudes des paris sur les courses que nous voudrions rappeler : pour prendre la question dès son origine, il faudrait se reporter au jour où il prit à deux cavaliers la fantaisie de se défier, « car le jour où cette idée germa dans leur cervelle il est bien certain qu'un enjeu fut fixé. Il est même probable que la galerie, s'il s'en trouvait une, s'intéressa à la partie ». Les paris sont le corollaire indispensable des courses. La fondation des courses trainait fatalement à sa suite la nécessité du pari. On peut même dire que le pari est né avant la course, il en a été très vraisemblablement l'occasion, la raison génératrice. Pourquoi a-t-on

couru ? Les premières courses de chevaux ont eu sûrement pour objectif le gain d'un pari fait entre deux propriétaires qui prétendaient avoir chacun le meilleur cheval (1).

La première course à Paris, ou plutôt le premier essai de course, dont il soit fait mention, est rapporté dans le *Journal des guerres civiles* de Dubuisson-Aubenay (2). Elle eut lieu le 15 mai 1651 au bois de Boulogne. Il s'agissait d'un match entre un cheval du duc de Joyeuse monté par Plessis du Vernet et un cheval du prince d'Harcourt monté par le propriétaire lui-même et la chronique ajoute qu'il avait coiffé pour la circonstance un bonnet « en tête juste et ses cheveux dedans ». Dans le siècle des perruques ce bonnet étroit dut véritablement stupéfier l'assistance !

Bien entendu il y avait un enjeu (ceci confirme bien ce que nous avançons) : il était de 1000 écus. Le prince d'Harcourt le perdit : il fut battu de cent pas.

Sous la Régence et le règne de Louis XV il n'y eut pas de courses proprement dites, mais les chroniqueurs mentionnent d'intéressants paris. Le marquis de Saillans fit une gageure d'un million contre M. le duc de Bourbon et plusieurs autres seigneurs intéressés de part et d'autre de faire deux fois la course de Paris à Chantilly et d'avoir fini la seconde course à midi avec des chevaux de poste. Ceci se passait le 6 août 1722. Le 9 mai 1726

(1) Voir Noël, *Les paris de courses*, p. 2 et 3.

(2) *Journal des guerres civiles* de Dubuisson-Aubenay publié par Gustave Saige, Paris, H. Champion, 1883, 2 vol. in-8.

le même marquis de Saillans fit un pari de six mille livres contre le marquis de Courtanvaux qu'en trente minutes il viendrait de la grille de Versailles à celles des Invalides sur le même cheval.

Barbier rapporte ensuite, entre divers paris, la célèbre gageure de lord Pascool en 1754 de parcourir en deux heures la distance entre Paris et Fontainebleau. Ce n'était qu'un tour de force dont tout le mérite revenait au cavalier ; mais, ces différents faits que nous venons de rappeler valaient la peine d'être notés, car ils appartiennent à l'histoire du sport et au point de vue plus particulier qui nous occupe, ils montrent bien que c'est dans l'appât d'un gain, dans le désir de sortir victorieux d'une gageure qu'il faut chercher la raison d'être de ces exploits. Nous trouvons bien ici le pari avec ou plutôt avant la course : il l'explique et l'occasionne.

Peu après ces fameuses gageures tendant à faire ressortir avant tout l'habileté de ceux qui les tenaient, Horace Walpole nous parle d'une véritable course au bois de Boulogne dans laquelle montaient lord Forbes et le comte de Lauraguais ; c'est sous le règne de Louis XVI que l'on rencontre les courses de chevaux au sens vrai et exact du mot : alors seulement elles furent pratiquées comme nous les connaissons aujourd'hui. Alors seulement apparut le souci de l'élevage.

Nos mœurs sportives se sont modifiées sous l'influence anglaise. En effet ce sont les Anglais qui ont été nos éducateurs à cet égard : c'est à leur imitation que furent

instituées des courses de chevaux dans le but d'opérer une sélection parmi les chevaux dont les meilleurs devaient servir comme reproducteurs.

Pendant le séjour plus ou moins forcé qu'ils firent en Angleterre après la guerre de 7 ans, plusieurs de nos gentilshommes purent assister à des courses méthodiquement organisées.

A Newmarket ils étudièrent les systèmes d'entraînement, assistèrent aux « meeting », et à leur retour en France ils étaient pleinement édifiés sur les heureux résultats de ces épreuves et ils cherchèrent à les introduire chez nous.

L'idée nouvelle, malgré l'indifférence, pour ne pas dire l'hostilité du Roi, se développa et porta ses fruits surtout grâce au prestige dont jouissait alors le Comte d'Artois, ses salons étaient les plus brillants et les plus fastueux des dernières années de la vieille monarchie. « Autour de lui rayonnait une foule de jeunes hommes, vivant de la même vie et dans ce nombre beaucoup d'Anglais de distinction qui apportaient à Paris leur contingent de luxe, d'équipage et d'argent » (1).

Dans ces conditions, on comprend que les courses, dernière importation anglaise, eurent de la vogue. Elles devinrent l'objet d'un engouement général et Louis XVI lui-même voulut bien se montrer moins froid à leur égard : son mépris pour elles diminua, on avait réussi à le con-

(1) Paul Buffard, *L'élevage et les courses de chevaux en France et à l'étranger*, Paris, 1906, p. 31.

vaincre de leur utilité au point de vue de l'élevage national.

Quant à la reine, « entraînée vers elles comme vers tout ce qui était élégant et nouveau » (1), elle les avait protégées dès leur apparition. Elle avait assisté aux premières courses qui eurent lieu dans la plaine des Sablons et d'après un récit d'une chronique du temps (2), « on avait élevé un belvédère pour la reine qui était belle comme le jour et le jour était charmant ».

Pauvre reine ! ce plaisir qu'elle avait pris aux Sablons, un pamphlet grossier le lui a amèrement reproché. Ce pamphlet auquel nous faisons allusion l'a rendu responsable de ces courses, « de ces nouvelles courses de chevaux qui occasionnaient l'altération des fortunes et faisaient désertir les ouvriers de leurs ateliers » (3).

C'est que ces réunions de courses, si elles eurent un magnifique succès et furent assidûment suivies, il faut le dire bien vite, elles attirèrent plutôt par l'attrait puissant du jeu que par l'intérêt du spectacle. Ainsi donc, dès leur apparition, nous avons à attirer l'attention sur les dangers moraux de l'institution. Les courses pouvaient être un bien et on pouvait en tirer parti pour le bien de l'Etat, mais elles étaient accompagnées du jeu qui est un mal et

(1) Contades (Comte G. de), *Bibliographie sportive. Les courses de chevaux en France* (1651 1890), p. VIII (Les livres et les courses).

(2) *La correspondance secrète*.

(3) *Essai historique sur la vie de Marie-Antoinette, reine de France et de Navarre, née Archiduchesse d'Autriche. Versailles chez la Montausier. Hôtel des courtisanes*, in-8°, 108 p.

un mal gros de malheurs et c'est ce qui a ému l'opinion publique et provoqué la flétrissure de ces fêtes hippiques.

Il y avait déjà de gros parieurs, car nous lisons dans les *Souvenirs de Félicie* de Mme de Genlis : « A la dernière course, M. de L... a perdu 172.000 livres et M. le comte d'Artois en a gagné 150.000 : le roi a bien parié un petit écu ! »

Voici avec quelques détails l'anecdote de ce royal pari qui vaut la peine d'être racontée :

« Le comte d'Artois avait fait acheter King Pépin en Angleterre au prix énorme alors de 1.700 livres (42.000 francs). On avait gardé et entraîné ce cheval avec le plus grand mystère. On l'avait dérobé à tous les yeux ; les amis intimes du prince avaient été seuls admis à le visiter.

On engagea de nombreux paris.

On pariait deux contre un pour King Pépin, c'est-à-dire que gagnant il rapportait un à ses partisans et que perdant il leur coûtait deux. Une foule de curieux venus de Paris et de la province étaient accourus à Fontainebleau pour assister à cette course. Toute la cour y fut présente. Le roi et la reine descendirent dans l'arène pour examiner de près le fameux cheval.

— Sire, dit le comte d'Artois, j'espère que Votre Majesté voudra bien parier pour King Pépin, cela lui portera bonheur.

— Volontiers, répondit Louis XVI, je parie pour lui.
Lord Claremond qui était présent s'avança :

— Si Votre Majesté le permet, dit-il, je sollicite l'honneur de tenir son enjeu.

— J'en suis ravi, Milord, j'espère que notre bien aimé frère va nous faire gagner l'argent de l'Angleterre.

— Combien Votre Majesté veut-elle parier pour King Pépin ?

— Un écu de trois livres.

Tout le monde se mit à rire.

Le comte d'Artois rougit un peu, piqué de ce persiflage.

Alors Marie-Antoinette le prit en pitié et s'approchant de King Pépin elle daigna le caresser de ses augustes mains, puis, comme le prince le maintenait par la bride, elle appuya ses lèvres sur le naseau du noble animal.

— Oh ! Madame, s'écria le comte d'Artois ravi ; vous venez de donner la victoire à mon cheval.

Un instant après, le signal du départ fut donné et la course commença.

King-Pépin fut battu.

Il arriva second dépassé de deux longueurs par Glow-Wory au duc de Chartres.

Louis XVI paya ses trois livres à lord Claremond.

Le comte d'Artois était furieux. » (1)

Et Mme de Genlis qui rappelait le modeste et prudent pari du roi de France appréciait par cette fine réflexion la conduite du monarque : « C'est une leçon bien douce

(1) *Guide du parieur aux courses*, par un vieux sportsman. Paris, 1863, p. 16.

et de bien bon goût sur la folie à la mode, mais personne n'en profite. »

Folie grande en effet, et il paraît même (ceci est particulièrement violent, car il y a dans le fait une immixtion indécente de l'élément officiel) il paraît même que le comte d'Artois et le duc de Chartres « qui étaient les *plongers* du moment » avaient chacun un notaire pour enregistrer leurs paris !... Si ce détail est vrai, il est significatif de la profondeur du mal. Il résulte de tout ceci que dès les premières épreuves, au point de vue qui nous occupe, les inconvénients des courses se sont fait vivement et intensément sentir.

« Je me figurais d'abord, écrit un auteur de cette époque, que ces courses imitées des Anglais ne seraient chez nous que les préludes de travaux militaires ; mais non, les maîtres de ces brillants chevaux qui respirent la guerre ne courent point ou rarement. Ils font courir leurs gens et ils gagnent de l'argent à ce métier. Dix mille spectateurs les imitent : la plaine n'est plus couverte que de joueurs avides ; elle le serait d'hommes généreux si l'on ne se disputait qu'une branche de laurier. Le prix aux jeux olympiques n'était qu'une couronne » (1).

La Révolution marque un temps d'arrêt dans les courses, mais, même avant cette terrible période historique, la lassitude commençait à se faire sentir et l'engouement des premières années était bien passé : tant il est vrai.

(1) Dusaulx, P, I, p. 107. *De la passion du jeu depuis les temps anciens jusqu'à nos jours* (1779, à l'Imprimerie de Monsieur).

que, en France surtout, l'on se fatigue de tout, même et peut-être particulièrement de ce qui a le plus enthousiasmé ?

En 1786, on a pu écrire dans l'*Encyclopédie* au mot « Courses » : « c'est un défi de plusieurs hommes à cheval à qui arrivera le premier en courant de toute la vitesse de son cheval à un but fixé. Les Anglais font fréquemment de ces courses. Il y a quelques années qu'on en faisait à Paris, mais cette mode est déjà passée ».

Et avec du mépris mêlé d'ironie, voici l'appréciation d'un jeune duc de l'époque : « Je ne me sens pas de goût pour les courses, pour cet amusement imité des Anglais et que certaines gens veulent nous faire croire utiles ; comme si les jambes de leurs coureurs exerçaient les jambes des chevaux de nos postes, de nos dragons et de nos hussards » (1).

La République, après avoir proscrit ou exécuté les premiers amateurs de courses, voulut toutefois en conserver la mode et l'introduisit dans les fêtes organisées au Champ de Mars, seulement elles ont changé de caractère : « elle les a accommodées à l'antique, comme on le faisait pour tout à cette époque » (2).

Aussi, passons sans insister sur les fêtes, sur les parades officielles du Champ de Mars qui comprenaient des

(1) Parole que Restif de la Bretonne fait dire à un jeune duc dans le texte explicatif de la gravure de Moreau : « *La course de chevaux* ».

(2) Comte de Contades, *op. cit.*, p. XI.

courses à pied, à cheval et en char : « on tendait beaucoup plus à reconstituer la glorieuse Olympe qu'à imiter la perfide Albion » ; et l'on ne se préoccupait nullement de l'amélioration de la race chevaline. Ce n'est que sous le Directoire que l'on a repris la question de l'utilité que pourrait avoir pour l'élevage national un système de courses basé sur des principes rationnels : Lafont-Pouloti rédigea dans ce sens un long et judicieux rapport où il appella l'attention du gouvernement ; Eschassériaux apporta aux Cinq-Cents un règlement de courses logique et bien conçu, mais le Directoire « qui voulait faire des hommes et non des chevaux » ne les écouta guère et il faut attendre le premier Empire pour trouver les courses devenir une institution d'Etat.

C'est Napoléon qui, à Boulogne, en face de l'Angleterre, leur donna la consécration officielle par son fameux décret du 31 août 1805. L'article 1^{er} était ainsi conçu : « Il sera successivement établi des courses de chevaux dans les départements de l'Empire les plus remarquables par la bonté des chevaux qu'on y élève et des prix seront accordés aux chevaux les plus vites ». Le même décret chargeait le Ministre de l'Intérieur de faire tous les règlements nécessaires.

La Restauration continua l'œuvre de Napoléon en la perfectionnant et l'arrêté ministériel du 25 mars 1825 complété par l'instruction du 26 mars 1826 réglementa à nouveau l'organisation et le fonctionnement des courses. Des règles furent imposées aux concurrents en fixant

leur âge, leur taille et les poids qui devaient leur être attribués. Faisons remarquer qu'à cette époque le gouvernement faisait tout, dirigeait tout. Cet état de choses parut à bien des esprits ne pas être le meilleur : en tournant les yeux vers l'Angleterre on apercevait un système tout fait de liberté, où le gouvernement laissait libre cours à l'initiative des particuliers et les résultats obtenus étaient admirables.

La comparaison devait porter ses fruits ; la question



Les parieurs en 1830.

ainsi mise à l'ordre du jour suscita bien des initiatives qui heureusement furent encouragées ; le roi Louis-Philippe favorable aux courses avait chargé son fils le duc d'Orléans de travailler au développement de l'institution. Le prince royal fut à la hauteur de la situation, il vit les choses largement, il comprit l'importance des concours privés et il fut lui-même membre fondateur de la « Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France » connue sous le nom de Jockey-Club.

La création de cette société en 1833 marque une ère

nouvelle dans l'histoire des courses. A partir de cette date elles prirent un développement magnifique.

L'initiative privée vint joindre ses efforts à ceux de l'organisation administrative et augmenter par son intervention les encouragements officiels. L'impulsion donnée fut telle qu'en 1845 on comptait plus de cinquante sociétés en province et le mouvement n'a fait que continuer et s'accroître. On peut dire que dès ce moment-là les courses sont devenues un véritable sport national ; les réunions se firent plus nombreuses et le public en même temps plus nombreux.

Cette vulgarisation devait avoir des conséquences : les courses reprenant de plus belle, le jeu fatalement avec elles. Et les courses se modifiant, cessant d'être une distraction réservée à un public spécial, privilégié et riche, par conséquent très restreint, pour devenir un plaisir populaire, les paris eux aussi subirent toutes sortes de modifications et apparurent sous des formes nouvelles.

C'est avec ces modes de jeu qu'il nous faut faire connaissance et au fur et à mesure de leur présentation nous dirons quel a été l'accueil qu'ils ont reçu tant de la part de l'administration que de l'autorité judiciaire, et nous pouvons dire dès à présent que cet accueil a été extrêmement variable : chacun des paris que nous allons examiner a connu, comme on l'a spirituellement dit : « les joies du triomphe et les honneurs de la proscription. » C'est cet état chaotique et imprécis qui a rendu en 1891 nécessaire l'intervention du pouvoir législatif et nous

verrons que, pour calmer les esprits, satisfaire les appétits déchaînés et sauver avec le minimum de mal une institution intrinsèquement bonne, le législateur a consenti à remettre le sceptre à un ancien proscrit. Après avoir subi les humiliations de la correctionnelle, le « pari mutuel », mode légalement favorisé, est monté superbement sur le trône (c'est une façon de parler, en réalité il règne dans de méchantes baraques en bois affreusement inconfortables et très facilement inflammables) et jouit de tous les privilèges d'un souverain tout puissant. Sur nos hippodromes il est le roi absolu, lui seul peut agir et ses opérations sont faites sous le contrôle, la surveillance et la protection de la police gouvernementale, qui lui assure en fait, aussi étendu que possible, un monopole qu'il possède en droit.

Mais n'anticipons pas sur nos explications et appréciations et reprenons notre exposé en suivant un ordre chronologique et méthodique.

Diverses espèces de paris.

Les paris aux courses ont été pratiqués sous des formes différentes dont nous allons brièvement indiquer le mécanisme

§ 1. — Poules.

De toutes les combinaisons imaginées à l'occasion des courses, la plus simple et la plus ancienne à la fois est la poule ou pari au chapeau. Très simple en effet, car elle

n'est que l'application aux courses de chevaux du jeu de roulette ou de loto ; avec la poule, pas de calcul, pas de combinaisons de l'intelligence.

Les prévisions des joueurs n'y ont aucune part, le hasard est le seul « dispensateur des gains ou des pertes ». Très ancien, il fut longtemps le seul jeu connu et pratiqué sur les hippodromes.

La démonstration de son fonctionnement n'en est pas malaisé : on place dans un chapeau autant de numéros qu'il y a de chevaux prenant part à la course, chacun des joueurs tire un de ces numéros, après avoir versé l'enjeu convenu, généralement très modique. Après la course, la totalité des mises appartient à celui auquel le sort a attribué le numéro correspondant au cheval gagnant.

Le pari au chapeau ou poule ne fut à l'origine pratiqué qu'entre gens se connaissant et à la première époque, pour ainsi dire seuls, les membres du Jockey-Club, qui venait de se fonder, pariaient entre eux. « On organisait alors sur le Derby une poule à cinquante louis » (1), mais bientôt le succès incessant des courses amenant un public nouveau qui est devenu de plus en plus nombreux, on a vu apparaître sur les hippodromes un organisateur professionnel de paris, connu sous le nom de « pouleur ». Moyennant un certain prélèvement sur les mises, il prenait toutes les dispositions matérielles indispen-

(1) Noël (C.), *Les paris aux courses : historique, fonctionnement, modifications nécessaires*. Paris, 1889, p. 2.

sables au fonctionnement du pari. Puis des agences se créèrent dans le but de centraliser le plus grand nombre de mises possibles et tout en gardant les mêmes principes elles perfectionnèrent leur organisation.

En 1864, M. Oller, qui venait d'inventer un système de roues pour le tirage au sort des obligations à lots, eut l'idée d'appliquer cette roue au tirage des numéros dans le jeu de la poule. Voici comment se faisait l'opération : « Le nombre de chevaux devant courir étant de 6 par exemple, il était vendu aux joueurs 6 séries de tickets numérotés de 1 à 6.

L'employé chargé de faire tourner la roue, que l'on installait au sommet d'un mail-coach, mettait dans la roue 6 billes de couleurs différentes portant chacune le numéro d'un des chevaux partant et tournait la mécanique. La première bille sortie donnait son numéro à la première série de tickets, la seconde à la deuxième et ainsi de suite. Finalement la série gagnante était celle dont le numéro correspondait à celui du cheval arrivé premier au poteau ».

Un semblable jeu mérite difficilement d'être appelé pari : il ne faut y voir qu'une véritable loterie avec tous ses caractères et ses défauts. Et c'est précisément parce qu'elle est une opération de pur hasard que la poule a eu du succès : elle donnait un moyen facile de s'intéresser aux courses à tous ceux qui ne connaissaient rien à la valeur des chevaux engagés. Mais elle devait facilement aussi être arrêtée dans son fonctionnement par la loi

répressive : les tribunaux n'ont pas eu de peine pour condamner le pari à la poule. Son sort fut bientôt réglé : le tribunal correctionnel de la Seine, par jugement du 8 avril 1869, et la Cour d'appel de Paris par arrêt du 4 juin de la même année, déclarèrent que « les poules qui fonctionnaient ainsi par tirage au sort devaient être assimilées aux loteries prohibées par la loi de 1836. »

Depuis, ce genre de pari a cessé d'être exploité et il n'est resté que deux formes de paris aux courses : le pari mutuel et le pari à la cote.

§ 2. — Le pari mutuel.

Les poules ont disparu frappées par la loi pénale, mais même sans les décisions judiciaires, qui leur ont porté le coup mortel, elles devaient par la force même des choses être délaissées : par suite du perfectionnement de l'éducation du public par la fréquentation des courses et le développement de la presse sportive, les assidus du turf ne pouvaient pas ne pas dédaigner de parier sur un cheval au moyen d'un numéro. Il leur fallait des combinaisons de pari où le choix fut enfin possible.

C'est alors que les agences, tenant compte de cet état d'esprit du public, perfectionnèrent leur pari à la poule : l'attribution du cheval ne fut plus faite par la voie du sort, le parieur put faire acte de volonté et de libre décision : le pari mutuel était né. Les entrepreneurs de paris y trouvaient même un gros avantage en ce sens qu'avec

le nouveau système un nombre indéfini d'amateurs pouvaient participer au jeu.

M. Oller, dont nous avons déjà cité le nom à propos des poules, reparait ici encore en scène et en tout premier rang, car c'est lui qui est l'inventeur du pari mutuel, de cette fameuse combinaison qui devait avoir une fortune si variée !

Tolérance, proscription, consécration légale, elle a connu tous les régimes ! Et à travers toutes ses vicissitudes, malgré tous les déboires que le pari mutuel lui a fait essuyer, son créateur M. Oller a toujours conservé à son égard les mêmes sentiments et ces sentiments sont tout faits d'admiration et de tendresse.

« C'est un maniaque et un possédé de la folie des grandeurs de son truc mutuel », a-t-on dit parfois ; c'est un père qui a pour celui qu'il a mis au monde une affection réelle et sans borne et qui avec une indulgence invraisemblable lui pardonne les mauvais tours qu'il lui a joués. Il faut l'entendre lui-même en parler, expliquer ce qu'il est, ce qu'il voulait qu'il fût et ce qu'il est devenu.

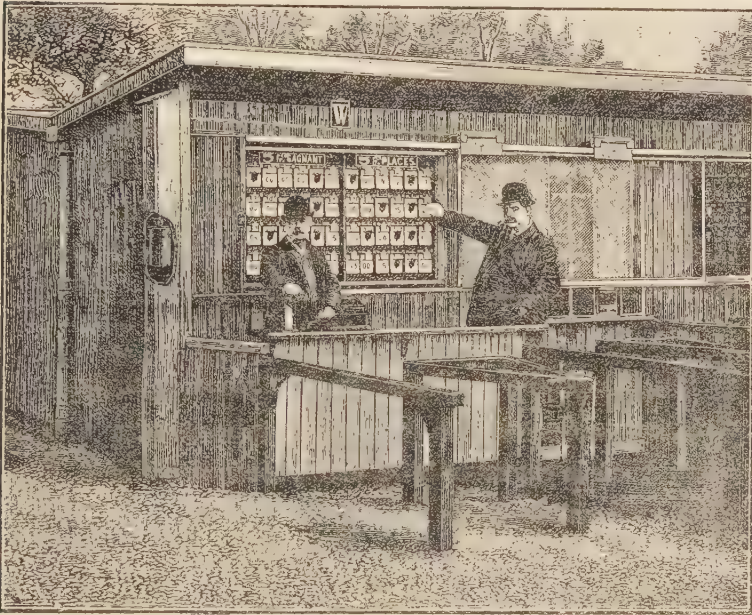
Il faut surtout l'entendre apprécier l'attitude des pouvoirs publics à son égard, et lorsqu'il raconte ses démêlés avec la justice, son récit devient particulièrement passionné. C'est qu'au cours des débats judiciaires, il a eu à supporter la mordante ironie du ministère public. Et voici pourquoi : M. Oller, en père aveugle qui a toutes les ambitions pour un fils bien aimé et qui rêve pour lui

les honneurs les plus grands et les triomphes les plus brillants, s'était imaginé que l'Administration française consentirait à prendre sous sa protection la combinaison de son esprit pour en faire un système officiel et légalement surveillé. Et lorsqu'il dut comparaître en justice, dans son réquisitoire, M. le Procureur rappela, avec la violence et la sévérité de la dignité froissée, cette tentative de reconnaissance administrative devant s'appliquer à un procédé qu'il n'hésitait pas à déclarer immoral.

L'Etat français consentant à couvrir une pareille institution, mieux ou plutôt pire que cela, s'abaissant à accepter une partie des bénéfices de son fonctionnement (car M. Oller, en homme habile, dans sa demande de reconnaissance et d'autorisation proposait un prélèvement sur le chiffre d'affaires au profit de l'Etat ou plus exactement d'œuvres et de services d'Etat), c'était plus qu'il ne fallait pour provoquer l'indignation et choquer profondément la conscience de celui qui représentait la société et parlait en son nom.

Quelques années plus tard, après bien des tracas, des incertitudes dont nous aurons occasion de parler, le parimutuel, cette combinaison que M. le Procureur poursuivait avec acharnement, la déclarant contraire à la morale et dangereuse pour l'ordre public, allait être législativement autorisée, régulièrement exploitée. Ah ! c'est ici qu'il faut entendre et voir M. Oller : avec quelle expression maligne il rappelle les propos tenus à l'occasion de son procès par le ministère public !

On a voulu l'abattre sous le poids de l'ironie parce qu'il avait essayé d'intéresser l'administration dans son affaire, il a été condamné par toutes les juridictions à plusieurs mois de prison parce qu'il a exploité son pari mutuel et aujourd'hui qu'est-ce qu'il constate ? tout ce qu'il a voulu faire s'est fait et son « truc mutuel » est



Installation générale des bureaux sur les champs de courses,

un instrument devenu officiel, aux résultats fiscaux fort avantageux.

Mais en quoi consiste donc cette combinaison du pari mutuel qui germa dans le cerveau inventif de M. Oller pour remplacer les poules délaissées et réprimées ?

En quelques mots en voici le mécanisme et pour le rendre plus facilement compréhensible nous allons prendre un exemple :

Supposons que dans une course il y ait six chevaux partants. Les employés préposés aux guichets du Pari Mutuel délivrent aux amateurs des tickets portant le numéro du cheval demandé et chacun de ces tickets représente une unité fixe de 5, 10 ou 20 francs.

Dès que la course commence, la délivrance des tickets est arrêtée. On additionne le nombre total de tickets, ou ce qui est la même chose, le nombre total de mises ; on en déduit le prélèvement d'usage et la somme qui reste est distribuée aux preneurs du cheval gagnant au prorata de leur mise.

Il a été fait par exemple :

Sur le cheval n° 1, 27 paris ; sur le cheval n° 2, 32 paris ; sur le cheval n° 3, 83 paris ; sur le cheval n° 4, 62 paris ; sur le cheval n° 5, 28 paris ; sur le cheval n° 6, 68 paris. Ce qui donne un total de 300 paris de 10 francs, soit 3.000 francs.

Le prélèvement auquel est soumise la masse des mises est, disons, de 8 0/0 ou 240 francs : il reste 2.760 francs à répartir entre les preneurs du cheval gagnant. En admettant que ce soit le cheval n° 2, sur lequel il y a 32 mises, le partage de 2.760 francs entre 32 donnera pour chaque cheval gagnant 86 fr. 25 pour chaque mise de 10 francs.

Il est évident qu'en pratique l'opération est beaucoup plus compliquée, tant pour le nombre généralement plus

considérable de chevaux engagés que pour le total des mises.

Au pari mutuel on peut gagner avec un cheval qui n'est pas arrivé premier ; en effet tout le monde ne joue pas *gagnant* et il est admis de parier sur des chevaux qu'on prend *placés*, c'est-à-dire devant arriver les deux ou trois premiers. Quand la course comprend 4 à 7 concurrents, un cheval est placé derrière le vainqueur ; deux sont placés avec 8 concurrents et au-dessus. Le cheval vainqueur est considéré comme placé et les parieurs qui l'ont pris placé gagnent leur pari. Quand la course ne comprend pas plus de 3 concurrents, aucun cheval ne peut être placé et les paris placés ne sont pas reçus.

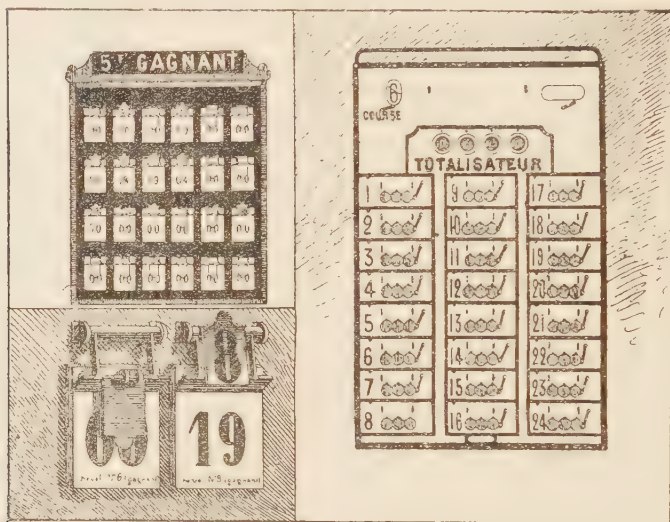
La répartition entre les placés se fait de la même manière que dans le cas du cheval vainqueur pris gagnant avec cette différence que l'on divise par deux ou trois le total net des enjeux placés. Chacun des quotients est attribué à chacun des chevaux placés (quelle que soit sa place à l'arrivée) et divisé à son tour au prorata des unités qui ont été engagées sur lui (1).

A l'origine chaque bureau du pari mutuel était formé par une voiture portant trois tableaux contenant 24 compteurs, analogues, sauf la sonnerie, à ceux des omnibus et portant les numéros de 1 à 24, de sorte que chacun d'eux correspondait à un des chevaux engagés. Par l'effet d'un mécanisme inventé par Oller chaque mise se reprodui-

(1) V. Villa A'Roggio, *Guide bleu des courses*, p. 116.

sait en chiffres au regard de la colonne dans laquelle figurait le nom et le numéro du cheval choisi. A la partie supérieure de ces tableaux se trouvait un totalisateur, de telle sorte que automatiquement le total des mises sur chaque cheval se trouvait fait à chaque instant.

Quand par suite du développement des opérations, ce système bon à l'origine fut reconnu insuffisant et mal



Billets-compteurs et ancien totalisateur.

commode pour la centralisation des mises et le contrôle, Oller fut conduit à créer des billets-compteurs ingénieux qui, au point de vue de la régularité du fonctionnement, de la rapidité et de la facilité de distribution, de la sécurité donnée aux parieurs par l'impossibilité de falsification et d'addition de mises après l'arrêt des opérations, présentent de grands avantages.

Ce pari mutuel que nous venons de décrire est la combinaison simple, mais les agences offraient au public encore deux autres variétés de paris mutuels : 1° le pari mutuel par groupes et chevaux accouplés ; 2° Le pari de combinaison. Voici en quoi ils consistent :

1° *Pari mutuel par groupes*. — Dans ce pari, il s'agit de classer les chevaux destinés à partir. Par exemple, sur soixante chevaux, on classe les vingt premiers, les quarante autres figurent sous le n° 21. Ce groupe n° 21 contient cependant le nom de quarante chevaux parmi lesquels on peut rencontrer un cheval capable de battre les vingt premiers.

Le pari mutuel par chevaux accouplés n'est qu'une variante de ce pari : on groupe quelquefois sous un même numéro tous les chevaux appartenant à un même propriétaire qui, au dernier moment, choisit celui de ses chevaux qui doit définitivement courir. Le parieur, dans ce cas, parie pour un cheval de l'écurie désignée sous le nom de son propriétaire.

2° *Pari de combinaison*. — Au lieu de parier sur un cheval, comme dans le pari mutuel simple, on opère sur trois courses.

On choisit son cheval dans chacune et on parie que, dans chacune, le cheval choisi gagnera le pari. On parie donc pour trois chevaux.

Le nombre de combinaisons possibles, étant donné le chiffre de dix chevaux différents pour chaque course, est égal au nombre de chevaux de la seconde ($10 \times 10 =$

100) et au produit multiplié par le nombre de chevaux de la troisième ($100 \times 10 = 1.000$). Il peut arriver que la combinaison que le résultat des courses a produite n'ait pas été formulée par les parieurs. En vue de cette éventualité, on peut réunir sur un numéro spécial toutes les combinaisons non formulées et ceux qui placent leurs espèces sur ce numéro gagnent les mises déposées par les autres parieurs, si aucune des combinaisons formulées par ces derniers n'est conforme à l'événement (1).

Le succès de ces combinaisons de pari fut effrayant ; l'affluence des parieurs devint telle que s'émurent ceux qui avaient souci de la moralité publique et de la conservation sociale.

Il importait d'atteindre les agences qui exploitaient si largement leur honteuse industrie et on les poursuivit. Etant donnés les textes de notre législation pénale, pouvait-on condamner les entrepreneurs de pari mutuel ?

Nous connaissons les conditions nécessaires pour que la répression puisse s'exercer : seule est punie l'exploitation des jeux de hasard et des loteries. Si en 1869, le parquet, qui avait poursuivi les directeurs des agences de poules, avaient obtenu leur condamnation, le ministère public n'ayant pas eu de peine à démontrer qu'elles présentaient tous les caractères de la loterie prohibée

(1) Cette description du mécanisme des variétés de paris mutuels est empruntée à l'ouvrage de M. H. Lenoble, *Les courses de chevaux et les paris aux courses*, p. 215.

(2) Rapport de M. St-Luc Comborieu.

par la loi, il ne pouvait en être de même en ce qui concernait le pari mutuel.

Aussi les décisions de 1869 qui frappèrent les directeurs de poules relaxèrent ceux qui exploitaient le pari mutuel, considérant qu'ici le parieur, choisissant volontairement et après raisonnement le numéro qui désigne chaque cheval sur le programme, toute similitude de ce pari avec une loterie devait être écartée.

Forts de ces sentences, les exploiters du pari mutuel accrurent encore le chiffre de leurs opérations et l'agence Oller, la plus prospère, arrivait à faire un chiffre de plus de 4 millions d'affaires soit à Paris, dans son vaste local du boulevard des Italiens, où se trouve actuellement le Théâtre des Nouveautés, soit sur les hippodromes parisiens dans les voitures bureaux, et à l'aide des seuls prélèvements exercés sur les paris réalisait plus de cent mille francs de bénéfices nets.

Cette situation ne pouvait vraiment pas durer et, coûte que coûte, il fallait frapper les agences. On recommença des poursuites. Oller fut déféré au tribunal correctionnel le 27 août 1874 et cette fois il n'échappa pas aux rigueurs de la justice.

La jurisprudence mue par le désir de réprimer à tout prix la passion du jeu, qui grandissait d'une façon si inquiétante, n'a pas hésité à attribuer au pari mutuel le caractère de jeu de hasard.

Il nous faut examiner si ceci peut être justifié : au point de vue strictement juridique, cette décision, rendue par souci de morale, est-elle défendable ?

Il est, croyons-nous, nécessaire d'établir des distinctions avant de se prononcer à ce sujet.

Après avoir décrit le mécanisme du pari mutuel simple, nous avons montré différentes autres combinaisons qui se pratiquaient sur les hippodromes (paris par chevaux accouplés, paris de combinaison) et nous reconnaissons avec M. Lenoble, qui a longuement et minutieusement commenté cette jurisprudence (1), que dans ces systèmes de paris, dus à l'esprit fertile en expédients de M. Oller, la chance du sort prédominait sur les combinaisons de l'intelligence et d'une façon suffisamment évidente pour qu'on pût les considérer comme de véritables jeux de hasard.

Mais en ce qui concerne le pari mutuel simple, peut-on donner la même appréciation et le caractériser de même manière ?

La jurisprudence l'a fait, elle l'a lui aussi déclaré illicite.

Comment a-t-elle pu arriver à cette conclusion ?

Elle a tout d'abord fait ressortir que le but principal de ces paris était la réalisation d'un gain hors de proportion avec la somme engagée. « Ce n'est ni l'intention de favoriser l'amélioration des races chevalines, ni une pensée sérieuse, ni un travail d'intelligence, ni quoi que ce soit méritant l'intérêt de la loi ou de la justice qui fait agir les joueurs du pari mutuel ; ils n'obéissent qu'à un seul sentiment, le désir de se procurer un gain » (2).

(1) M. Lenoble, *op. cit.*, p. 231.

(2) Paris, arrêt précité, 31 décembre 1874.

Et, pour prouver que le pari mutuel n'est bien qu'un jeu et un jeu où le hasard prédomine sur les combinaisons de l'intelligence, la Cour de Paris ajoute : « Le pari mutuel présente cette circonstance particulière que la quantité du gain est indéterminée et qu'elle peut même varier dans des proportions considérables et tout à fait imprévues pour les joueurs ; en effet, ce gain dépendant du rapport qui existe entre les mises engagées sur le cheval gagnant et les autres mises engagées sur les autres chevaux de la course, il en résulte que, depuis la première mise jusqu'à la dernière, ce rapport change sans cesse et varie au gré du hasard qui amène un plus ou moins grand nombre de joueurs et distribue diversement leurs mises sur les chevaux inscrits sur la pancarte du jeu. Ce risque aléatoire est d'une grande importance, puisqu'il affecte le gain qui est l'objet principal et même l'objet unique que se propose le joueur. »

Et la Cour poursuit en faisant remarquer en outre que « dans les courses de chevaux le résultat dépend de causes multiples ; si le mérite du cheval est un élément important du succès, il faut tenir compte d'un certain nombre de circonstances fortuites qui ont une influence réelle sur l'issue de la course.

Parmi ces circonstances qu'il est impossible d'énumérer toutes, on peut citer l'état du cheval, l'état du jockey, les conditions du terrain au moment de la course, la place du cheval sur la piste assignée au départ par la voie du sort, enfin telles autres chances également aléa-

toires qui font qu'un cheval est retardé par un faux pas, qu'il est effrayé, qu'il se dérobe ou perd une partie de ses avantages ».

Ces dernières considérations mettent bien en lumière les caractères aléatoires du pari et elles ne s'appliquent pas seulement au genre spécial du pari mutuel, mais bien à tous les paris, quels qu'ils soient, qui ont les courses de chevaux pour occasion.

Que prouvent-elles et qu'en peut-on déduire ? Que dans ces paris le hasard joue un grand rôle et que le résultat des courses est incertain.

Ceci est un point incontestablement acquis, mais il n'est pas suffisant pour permettre de prononcer une condamnation. Sinon, tous les paris, car dans tous le hasard a sa place, deviendraient illicites, même ceux qui sont de par la loi considérés comme des pactes civils ; ce qu'il importait de démontrer ce n'est pas qu'il y a du hasard dans ces combinaisons, mais bien que le hasard domine, l'emporte sur les autres éléments de succès. Et à ce point de vue, on est autorisé à dire que, plus que tous autres, le pari mutuel est aléatoire et imprécis dans son résultat, et c'est avec infiniment de raison que la Cour de Paris a insisté sur l'indétermination du pari.

De plus elle s'est appuyée sur cette considération de fait que « la foule qui joue le pari mutuel sur le champ de course se compose en presque totalité de personnes entièrement étrangères aux connaissances du sport. Si quelques-unes apportent quelque réflexion dans la dé-

signation d'un cheval, c'est moins parce qu'elles se croient supérieures aux autres, que parce qu'en mettant leurs enjeux sur un cheval qui n'est pas recherché, elles courent la chance de faire un gain plus considérable ».

Et, ce fait signalé par les juges de l'ignorance de la foule qui se presse aux guichets du mutuel est digne de retenir notre attention, car il montre bien que les vrais amateurs de sport, ceux qui s'intéressent vraiment à la question chevaline ont dédaigné cette combinaison de pari et qu'ils l'ont considérée, dès son apparition, comme « une sorte de mécanique où s'engloutissent les mises des ignorants et dont le hasard peut faire sortir un gros lot ».

Donc, il a été reconnu par la jurisprudence que les joueurs du pari mutuel étaient des ignorants sous le rapport sportif, qu'ils se préoccupaient fort peu de l'amélioration des races et que peu familiarisés avec les habitudes des courses, ils étaient incapables d'apprécier par eux-mêmes les chances des chevaux sur lesquels ils jouaient et que, par conséquent, pour réaliser un gain, ils s'en remettaient nécessairement au hasard.

Tout cela est parfaitement juste et très volontiers nous l'admettons ; dans les opérations du pari mutuel les combinaisons de l'intelligence font généralement défaut ; mais encore faudrait-il pouvoir le démontrer.

Et comment faire cette démonstration ? La valeur intellectuelle des joueurs, sa conviction sont des facteurs qui échappent à toute appréciation directe.

Un seul fait tombe sous le sens, c'est que le parieur a fait choix d'un cheval et ce choix, fait objectif et certain, a une importance juridique que l'on est obligé de reconnaître.

Quelle a été l'intention du parieur ? Quel a été le mobile qui l'a déterminé dans son choix ? il est impossible de le savoir, mais, au point de vue du droit strict, pour apprécier le caractère licite ou illicite du pari, il nous semble qu'il n'est pas nécessaire d'être renseigné à ce sujet.

Par le fait seul que le joueur n'a pas recouru à la voie du sort et a demandé lui-même et librement le numéro de son choix, on ne peut pas condamner le pari mutuel comme étant une opération de hasard.

Tel est, croyons-nous, la thèse juridique pure, mais si, en droit (surtout au point de vue pénal où l'interprétation étroite est de rigueur), on ne pouvait y voir une combinaison de hasard, à cause de son caractère apparent de choix libre, en fait, il n'en reste pas moins vrai de dire, avec la jurisprudence de 1874, que les opérations du mutuel étaient pratiquées d'une manière trop souvent aveugle et qu'elles revêtaient un tel caractère d'imprécision qu'elles pouvaient, en toute vérité, être considérées comme des spéculations de pure chance.

Et cependant, c'est à cet imparfait système que nos pouvoirs publics devaient quelques années plus tard offrir la place d'honneur sur nos hippodromes, à lui seul réservés !

§ 3. — Le pari à la cote.

Nous avons dit que le pari mutuel avait, dès son apparition, obtenu un gros succès, mais que sa clientèle était faite d'une foule étrangère aux connaissances chevalines, qui se pressaient à ses bureaux dans un but de lucre et de gain irréfléchi.

Cherchons donc où allaient les parieurs sérieux, ceux qui, vraiment intéressés dans la question, ne voulaient pas mettre leur argent dans cette machine automatique et aveugle du mutuel qui délivre des tickets à tout le monde et qui fait varier la cote constamment et à l'insu des joueurs ?

À l'origine, à la première époque, les membres du Jockey-Club organisaient des poules ; or celles-ci étaient le point de départ de transactions importantes, et voici comment : « Par la voie du sort, un cheval était attribué à chaque joueur. Quand c'était possible, suivant la santé du cheval, d'après les renseignements qu'on pouvait obtenir sur son travail, sur ses essais, ses chances probables, on le rendait à une cote inférieure à celle à laquelle on l'avait pris. Et ces échanges de numéros représentant les chevaux se faisaient d'autant plus facilement que les parieurs étaient eux-mêmes propriétaires de chevaux. En effet ceux-ci s'enthousiasmaient naturellement sur le mérite de leurs chevaux et ils se laissaient entraîner à reprendre à 40, 30, 20, 10 contre 1 ceux des leurs qui étaient échus par le sort à un autre membre du cercle.

D'autres pariaient contre tous ceux qui ne leur appartenaient pas, et ils arrivaient par ces procédés à jouer de grosses parties.

Et, quoique les prix fussent à cette époque d'une importance très minime, les bénéfices réalisés en paris sur les principales courses étaient, paraît-il, considérables.

D'après M. C. Noël (1), « lorsque Renonce en 1843 a gagné le prix du Jockey-Club à Chantilly, son propriétaire trouvait, le jour du règlement, la somme provenant du gain de ses paris étalée en billets de banque sur le tapis d'un billard qui en était littéralement couvert ».

Donc déjà, parmi les membres du Jockey, il y avait des parieurs contre et des parieurs pour et nous nous trouvons ainsi en face du pari à la cote, qui peut être défini : une convention établie d'après le calcul des probabilités de succès de tous les chevaux engagés dans une même course. La cote est basée sur les chances respectives de chacun des concurrents.

Quand un parieur se mit à parier contre tous les chevaux partants dans une même épreuve, le pari à la cote apparut dans toute son ampleur et dans toute sa vérité : alors le public qui fréquentait les courses devenant chaque jour plus nombreux, on commença régulièrement à faire des livres, ceux qui pariaient contre, qui donnaient les chevaux, les offraient à ceux qui les voulaient à « tant contre un », c'est-à-dire

(1) Noël (C.), *Les paris de courses, historique, fonctionnement, modifications nécessaires*, 1889, in-8, p. 3.

que, d'après leur appréciation, le cheval donné avait « tant » de chances de perdre contre une seule de gagner. Nous voyons entrer en scène le « bookmaker » (teneur de livre) qui dans l'histoire du turf occupe une place prépondérante : il est le personnage très en vue dont on a beaucoup parlé, auquel on a donné les qualificatifs les plus variés et les plus durs et que les pouvoirs publics ont poursuivi avec sévérité, peut-être sans complète efficacité !

En droit le « bookmaker » a vécu, on ne peut plus sur les hippodromes offrir la cote : l'exploitation du pari sur les champs de courses de chevaux est uniquement concédée par l'Etat aux sociétés de course, qui ne peuvent organiser que le seul pari mutuel, sous condition de prélèvements !

Parlons donc de ces messieurs de la sacoche aujourd'hui détrônés par le pari mutuel.

Etant donné ce qui précède, partant de ce fait que l'on a toujours parié aux courses, que, dès le début, les propriétaires et leurs amis ont parié entre eux et se sont même mis à faire des livres où ils notaient leurs opérations, on peut dire que ce ne sont pas les bookmakers qui ont inventé le pari à la cote, le pari au livre : ce sont bien plutôt les parieurs qui ont fait naître les bookmakers.

Et en effet, les opérations auxquelles se livraient les propriétaires leur prenaient beaucoup de temps : pour parier avec méthode et prudence, ils devaient forcément

faire des calculs différentiels, souvent longs et toujours ennuyeux, aussi c'est sans regret qu'ils ont vu des particuliers faire le travail et donner à chacun le cheval pour lequel il voulait parier à une cote à débattre, suivant la chance supposée à l'animal. « Dès lors, dit M. Baume (1), le propriétaire, au lieu de s'amuser à faire un livre pour donner des paris sur ses concurrents, a trouvé plus simple de s'adresser à un, donneur en quelque sorte public, et de lui dire : « A combien mon cheval ? »

— D'après mon livre je peux vous en donner pour cent louis à quatre contre un.

— C'est bien, je les prends. »

Et voilà comment le donneur de chevaux à tout le monde est bientôt devenu l'intermédiaire entre tous ceux qui veulent parier aux courses.

Le métier de donneur exige, outre une connaissance approfondie des chevaux, nécessaire pour les coter exactement, une certaine aptitude mathématique semblable à celle de l'homme de bourse. Le bookmaker, s'il veut sérieusement faire ses affaires, doit calculer le taux des différentes cotes de manière à rétablir l'équilibre.

« Le bookmaker en définitive n'est autre chose qu'un spéculateur qui opère sur les chevaux comme un boursier opère sur les valeurs financières. »

Son principe essentiel est de gagner toujours, quel que soit le vainqueur de la course. Pour arriver à ce résultat,

(1) L. Baume, *Autour des courses*, p. 70.

il lui faut combiner ses paris de façon que la somme qu'il devra payer au gagnant soit toujours inférieure à celle qu'il aura reçue des perdants ; cela est possible au moyen du « chargement » de la cote :

« Ainsi par exemple dans une course composée de cinq chevaux possédant des chances ou probabilités de succès parfaitement égales, il faudrait, pour que les paris faits sur eux fussent équitables, que la cote respective de chacun d'eux fût de 4 contre 1 de façon que le gagnant reçût dans son intégrité les sommes perdues par les preneurs des autres chevaux. S'il en était ainsi, on comprend que le bénéfice de l'intermédiaire serait nul et son industrie serait impossible. La cote du spéculateur faiseur de livre ne peut donc pas être la fraction qui représente la probabilité exacte de chacun des chevaux ; il la « charge » toujours d'une différence en sa faveur.

Ainsi, dans l'exemple cité plus haut, la cote de chaque cheval au lieu d'être 4 contre 1 (cote exacte) sera 3 contre 1 ou peut-être moins. Il est ainsi toujours assuré, quel que soit le gagnant, de recevoir 4 et de ne payer que 3 ou moins.

En réalité, les calculs sont beaucoup plus compliqués et demandent une certaine habitude ; la cote en effet n'est jamais la même pour tous les chevaux et cette cote varie d'un moment à l'autre. Toute l'habileté du bookmaker consiste à combiner son livre de façon à profiter de la diversité des cotes et de leurs variations.

Le chargement, en somme, représente le bénéfice de

son habileté. C'est une prime que lui payent les joueurs qui s'adressent à lui. Il existe plus ou moins fort dans toutes les cotes. Il est facile de s'en assurer en faisant la somme des probabilités d'une même course. On remarque que toujours cette somme est supérieure à l'unité, unité que normalement elle devrait atteindre, sans jamais la dépasser (1). »

En principe, le bookmaker accepte toutes les mises des parieurs qui trouvent chez lui tous les chevaux ; toutefois, pour ne pas dépasser son maximum, pour ne pas courir de gros risques, il ne peut pas sans limite accepter tous les paris, il lui faut quelquefois aussi fermer son livre, c'est-à-dire refuser les enjeux qu'on lui apporte sur des chevaux trop recherchés des parieurs. S'il s'aperçoit qu'il a trop donné un cheval, il doit chercher à se couvrir par des paris inverses.

Ce sont là des règles de prudence qui devraient être exactement observées par tous les bookmakers soucieux du bon état de leurs affaires ; mais la concurrence est là terriblement forte et, pour conserver leur clientèle, les *parieurs contre* se voient forcés de laisser dans leurs calculs la place à un certain aléa.

« La cote des favoris est un peu plus avantageuse aux preneurs et, comme ceux-ci se portent de préférence sur eux, délaissant les autres chevaux, les donneurs se trouvent à découvert ; la victoire du favori sèche leur saco-

(1) Villa A' Roggio, *Guide bleu des courses*, p. 93 et s.

che, mais en revanche sa défaite leur fait gagner la forte somme.

La cote n'est plus basée alors sur des calculs mathématiques, mais bien sur des renseignements d'écurie plus ou moins certains, sur les rapports des « tous », sur les « tuyaux », sur la tenue du « betting », sur la demande plus ou moins abondante, sur le flair spécial enfin que doit posséder le bookmaker (1). »

Par suite de la mobilité des cotes qui, nous l'avons dit,



Le bon tuyau.

varient à chaque instant, les parieurs ont pu se livrer à des spéculations, qui sont analogues à celles que les fluctuations des rentes permettent à la Bourse des titres. M. Villa A' Roggio dans son *Guide bleu des courses* donne à ce sujet des explications qu'il nous paraît intéressant de reproduire : « Ainsi un *parieur pour place* sur un cheval 1.000 francs coté 5 contre 1, non pas en

(1) Villa A' Roggio, *op. cit.*

prévision de sa victoire, mais dans l'espérance que le cheval deviendra favori et que sa cote baissera.

Si le lendemain ou les jours suivants, selon ses prévisions, on ne donne plus que 3 contre 1, il se trouve dans cette situation : 1.000 francs doivent lui rapporter 5.000 ; mais comme la cote a baissé, il peut intervertir son pari et donner le cheval qu'il a pris, c'est-à-dire jouer contre lui à une proportion plus faible (3 contre 1), par exemple pour 4.000 contre 1.333 francs. Après cette dernière opération, le parieur n'est plus intéressé que sur une différence et la course lui rapportera toujours un bénéfice, quelle que soit son issue.

En effet, si le cheval gagne, il touche 5.000 francs sur le premier pari et paye 4.000 sur le second ; différence en plus ou gain : 1.000 francs. Si le cheval est battu il touche les 1.333 francs du second pari et perd son enjeu de 1.000 francs sur le premier ; différence en plus : 333 francs.

Il pouvait également donner le cheval pour 6.000 francs contre 1.666. Sa victoire dans ce cas ne lui rapportait rien puisqu'il recevait 5.000 francs du premier pari et en payait autant pour le second. L'insuccès du cheval lui donnait au contraire 666 francs de bénéfice, différence entre l'enjeu payé pour le premier pari et celui reçu pour le second. Ou bien encore, il plaçait le cheval pour 3.000 francs contre 1.000 francs, ce qui lui faisait un bénéfice de 2.000 francs si le cheval était victorieux.

S'il était battu, il payait d'une main 1.000 francs et en recevait également 1.000 de l'autre main.

Cette combinaison que l'on nomme « arbitrage » peut se faire le même jour, si le cheval est coté sur deux marchés à des taux différents. Il suffit que l'on puisse le prendre à une certaine cote et le donner à une cote plus faible. Mais il faut nécessairement, ou que cette dernière condition se réalise, ou que la cote vienne à baisser après que le joueur a établi son premier pari. Si au contraire elle montait, la même combinaison n'aurait pour résultat que d'atténuer la perte en cas d'insuccès du cheval, mais alors le bénéfice en cas de succès serait considérablement amoindri, ou nul. »

A cause des calculs mêmes que nécessite le mécanisme raisonnable du pari à la cote, la tenue rigoureuse d'un livre est indispensable : il faut absolument que celui qui donne les chevaux sache à tout moment l'état de ses opérations, les proportions dans lesquelles il se trouve engagé, pour qu'il puisse mettre en balance ses chances de gain et ses chances de perte et il n'y arrivera qu'en enregistrant au fur et à mesure ses paris sur son livre : d'où le nom de bookmaker qui lui a été donné.

Cependant bien que le fonctionnement sérieux des paris à la cote ne puisse se concevoir sans livre, l'expression *pari au livre* est réservée à une modalité spéciale qu'il nous faut indiquer.

Pari au livre. — On désigne ainsi le pari qui est fait également à la cote, mais qui, au lieu d'être pratiqué avec

tout le monde, avec les premiers amateurs venus, n'est engagé qu'avec des personnes connues.

Le donneur n'opère que dans un cercle restreint, dans un public spécial de joueurs sur lesquels il est renseigné. Aussi ce pari se fait à terme et le règlement, au lieu de se faire après chaque course, comme c'est l'usage pour les paris à la cote ordinaires, portant sur l'ensemble des paris faits dans une période déterminée, ne se fait qu'à la fin de cette période et se conclut par différence.

Le bookmaker qui connaît ses clients leur fait crédit, « il leur ouvre un compte sur un registre ou livre *ad hoc*, les portant alternativement créanciers ou débiteurs, suivant le résultat des opérations engagées avec eux (1). »

Done, dans le pari au livre, le contrat se constate par l'inscription sur un carnet du nom du parieur, du nom du cheval pris, du montant du pari engagé, de la somme à payer. Avec ces indications le pari perd son caractère anonyme et par suite, beaucoup plus difficiles sont les fraudes.

Les paris au livre ont été pratiqués à l'origine exclusivement par les membres du Salon des courses. Nous empruntons au rapport de M. le conseiller Saint-Luc Courborieu la description de ce Salon des courses, véritable Bourse des courses : « Il se compose des membres des principaux cercles qui demandent à en faire partie et y sont reçus de droit et d'un certain nombre de parieurs

(1) H. Lenoble, *op. cit.*, p. 221.

admis sur présentation. Les membres du salon organisent les bases du pari. La cote des chevaux s'établit comme celle des valeurs mobilières à la Bourse.

Chaque parieur est muni d'un carnet sur lequel il inscrit les paris. Les carnets des joueurs se contrôlent l'un par l'autre (1). »

Quelle a été l'attitude de l'autorité judiciaire et de l'administration vis-à-vis du pari à la cote et du pari au livre ? Pouvait-on eux aussi les punir en leur attribuant le caractère de jeux de hasard ?

Nous avons suffisamment décrit le fonctionnement de ces paris pour déclarer tout de suite qu'il paraît difficile de découvrir en eux ce caractère indispensable à la répression.

Il est incontestable que, de tous les paris sur les courses, le pari à la cote est celui qui se défend le mieux, qui a laissé le moins d'aléas possibles. Comme l'écrivait M. Thuasne (2), « il se fait lorsque toutes les circonstances dans lesquelles les chevaux se rencontrent sont connues et peuvent être appréciées. C'est le pari dans lequel une somme déterminée est engagée contre une autre somme aussi déterminée. C'est le pari à une cote définitive acceptée par les deux parties et qui ne peut varier à leur insu. »

Avec le pari à la cote, on peut dire que, de par son

(1) Rapport de M. le conseiller Saint-Luc Courborieu, Cass., 18 juin 1875, S. 1875.1.386.

(2) *Jockey* du 10 octobre 1887.

fonctionnement même, le parieur est en quelque sorte nécessairement renseigné et qu'il joue sur des données précises : l'idée même de la cote semble exclure l'idée de hasard (1).

Cependant, il ne trouva pas entièrement grâce devant les tribunaux.

Sans doute le savant rapporteur de l'arrêt du 18 juin 1875 qui condamnait les paris mutuels donnait les motifs pour lesquels le pari à la cote ne tombait pas sous l'application de la loi :

« Les paris à la cote ayant un caractère individuel, comme ceux que pratique le salon des courses, bien que des agences admettent le public, ces opérations n'ont pas pu rentrer dans les prévisions de la loi » (2).

Mais, bien vite après, les paris à la cote étaient frappés et par la Cour de Paris et par la Cour de cassation (3). Disons immédiatement que cette condamnation n'était pas de principe et qu'elle n'attaquait pas le système en général ; il était même reconnu par les deux arrêts que les paris à la cote pouvaient n'être pas, dans certains cas, des jeux de hasard, mais que dans l'espèce ce caractère était suffisamment accusé pour appliquer le texte pénal.

Il s'agissait d'un nommé Chéron (directeur d'une agence) qui, au dire de la Cour suprême, « en provoquant le pu-

(1) Note de M. Ed. Villey sous Cassation, 5 janvier 1877, S. 1877. 1.481.

(2) Rapport sur arrêt, 18 juin 1875, S. 1875.1.386.

(3) Paris, 28 juillet 1876 ; Cassation, 5 janvier 1877.

blic à faire des paris à la cote n'avait pas pour objet d'améliorer la race chevaline, mais uniquement de satisfaire la passion des joueurs en l'exploitant à son profit ; ceux qui répondaient à son appel étaient obligés d'accepter ses conditions sans avoir la capacité ou la possibilité de les contrôler ; pour ce qui était laissé à leur choix, ils ne cherchaient que l'occasion des chances aléatoires pour réaliser un gain ; étrangers aux habitudes des courses, ne connaissant pas les chevaux qui devaient courir, ils n'avaient pas le moyen d'apprécier personnellement l'aptitude de ces animaux » ; dans ces conditions la Cour de cassation décidait que : « dans de pareils paris, la chance prédomine sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence, ce qui est précisément le caractère des jeux de hasard » et elle concluait que : « les paris à la cote, tels qu'ils étaient pratiqués dans l'agence Chéron, constituaient des jeux de hasard, prévus et punis par l'article 410 du Code pénal » (1).

Que penser de cette condamnation ?

Il ressort des considérants du jugement que ce n'est pas en lui-même que le pari à la cote présente le caractère d'un jeu illicite : ce caractère ne peut être trouvé, nous le savons, dans le pari mutuel quand on l'envisage en lui-même, en faisant abstraction des circonstances de fait qui accompagnent trop souvent son fonctionnement, *a fortiori* devait-il faire défaut dans cette combinaison plus rationnelle et plus précise du pari à la cote.

(1) Cass., 5 janvier 1877, S. 1877.1.81.

Et malgré tout, la jurisprudence l'a condamné ; c'est que celle-ci a adopté une manière d'appréciation, comment dire, relative en ce sens que, pour déterminer le caractère délictueux ou licite du pari, « elle a pris en considération non pas la nature même du jeu, mais la personnalité des joueurs » (1).

De cette jurisprudence constante jusqu'en 1891 (2), il se dégage nettement que le pari constituera un jeu de hasard toutes les fois qu'il aura été engagé par un joueur ignorant des habitudes des courses. Ceci est fort grave.

Tout d'abord cette distinction à faire entre le cas où les parieurs sont capables d'appréciations et celui où ils en sont incapables peut donner lieu à plus d'une difficulté. Ainsi que l'a constaté M. le conseiller Larouverade : « Lorsqu'il s'agit d'un jeu déterminé, ayant ses règles propres, comme l'écarté ou la plupart des jeux de cartes, il est facile ou à peu près facile de vérifier dans quelle proportion interviennent la chance pure et le travail de l'intelligence : la règle de chacun de ces jeux suffira le plus souvent pour éclairer le juge. Mais sur quoi se fondera-t-on pour décider qu'en pariant sur tel ou tel cheval de course, le parieur a obéi à un calcul raisonné ou qu'il s'en est simplement remis au hasard ? Sera-ce sur sa qualité d'éleveur ou de propriétaire de chevaux ou de membre d'un grand cercle, situation privilégiée qui donne l'accès

(1) H. Lenoble, *op. cit.*, p. 243.

(2) Voir arrêt de la Cour de cassation du 8 décembre 1888, S. 89. 1.135.

du salon des courses ? Dans ce cas, à moins d'interroger chaque parieur, comment saura-t-on qu'on est en présence d'un connaisseur ou d'un sportsman de fantaisie ? (1) »

Devant ces difficultés d'appréciation que faire, comment se prononcer ?

La jurisprudence a simplifié le problème en décidant que si le « bookmaker » refusait ou se trouvait dans l'impossibilité d'indiquer les personnes avec qui il aurait parié, il devait être considéré comme ayant parié avec tous venants (2).

Donc nous voici arrivés à cette conclusion que le pari est illicite par la seule raison qu'il est à la portée de tous.

Pour échapper à la répression, il fallait en conséquence que ceux qui offraient les paris démontrassent qu'ils avaient parié avec des joueurs au courant des habitudes et capables de se déterminer dans leur choix.

« Doctrine inadmissible qui ne tend à rien moins qu'à annihiler cette règle de droit pénal qui veut que le ministère public fournisse la preuve de l'infraction qu'il poursuit ! (3) »

Et ce système répréhensible en droit, adopté par la ju-

(1) Rapport de M. le conseiller Larouverade. Cass., 10 décembre 1887, S. 1888.1.44.

(2) Cass., 10 décembre 1887.

(3) H. Lenoble, *op. cit.*, p. 245. En ce sens : Laya, *op. cit.*, n° 37 ; Charton de Meur, *Dictionnaire de jurisprudence hippique*, p. 202 et 203.

risprudence, fondé sur la distinction entre les parieurs éclairés et ceux qui étaient présumés ne pas l'être, devait avoir dans la pratique des conséquences dont il nous faut parler.

L'administration s'en servit pour se tracer une ligne de conduite. Puisque seuls étaient prohibés et punis les paris faits avec les ignorants et les profanes du sport hippique, supposant *a priori* que les joueurs du pesage étaient des joueurs éclairés, l'autorité administrative toléra ouvertement l'exercice de l'industrie des bookmakers dans l'enceinte du pesage et ne montra quelque sévérité qu'à l'égard des parieurs du pavillon et de la pelouse. Et encore cette surveillance était-elle très variable dans son intensité. Il y eut des alternatives de silence et de rigueur, suivant les ordres que la préfecture de police recevait de la direction de la sûreté générale.

Mais bientôt cette tolérance dont jouissait le pesage s'étendit du pesage au pavillon et du pavillon à la pelouse et on put voir des intermédiaires de toute nature envahir les champs de courses et y échanger en toute liberté leurs tickets contre les sommes considérables exposées au jeu par une foule sans cesse croissante (1).

Nous sommes en pleine période de brillante prospérité de l'industrie des bookmakers : la concurrence était vive, les donneurs de paris nombreux, mais le public affluait tellement qu'il y avait de la clientèle pour tous.

(1) *Répertoire général alphabétique du droit français*, V^e *Courses de chevaux*, n^o 629 ; H. Lenoble, *op. cit.*, p. 217.

C'était le temps où cent cinquante, deux cents bookmakers, quelquefois plus, aux grandes journées de Longchamp et d'Auteuil criaient la cote à gorge déployée sous l'œil tolérant de la police.

Pour que leurs clients respectifs puissent aisément les retrouver, nos industriels prirent l'habitude de se tenir dans un endroit déterminé. Mais, paraît-il (1), parmi les places adoptées les unes étaient bonnes, les autres mau-



Voyez la cote !

vaies et elles ne tardèrent pas à être chaudement disputées. Comme il était naturel que la meilleure appartint au premier occupant, on vit les bookmakers passer la nuit dans les buissons du bois de Boulogne, afin de se trouver les premiers de grand matin aux portes d'en-

(1) Lire Villa A' Roggio, p. 107 et suiv., auquel nous empruntons les détails ci-dessus rapportés.

trée. Aussitôt après leur ouverture, ils s'élançaient de toute leur vitesse vers l'endroit assigné au « betting » et le premier arrivé occupait de fait sinon de droit le meilleur emplacement.

Une organisation était à créer. Un sieur Régimbaud la créa. Il eut une idée ingénieuse : il planta sur tous les hippodromes des piquets, supportant un grand parasol bleu : au-dessous un banc surélevait le crieur de la cote qui inscrivait cette cote à la craie sur un tableau-pancarte suspendu au piquet. Derrière ce piquet, un employé du bookmaker notait les paris sur un registre, tandis que les clients recevaient en échange de leur argent, un ticket portant le nom du cheval, le montant de la somme engagée et la cote à laquelle elle avait été engagée.

Toujours d'après le même auteur, l'exploitation fut aussi lucrative que l'installation était sommaire. Les places mises aux enchères se louèrent des prix exorbitants. Le revenu total annuel atteignait ou dépassait un million.

A quel titre, peut-on se demander, ce dénommé Régimbaud s'était-il arrogé le droit exclusif de planter des piquets sur la pelouse des hippodromes ? A quel titre ? A aucun, et c'est précisément ce qui rend son affaire surprenante : en vertu du seul principe « possession vaut titre », pendant des années, cet homme ingénieux disposa des emplacements.

Personne n'eut même l'idée de le concurrencer, tant son droit parut solide et certain. Et ce qui est plus fort,

on a dit que les agents de la Société, la police même étaient à ses ordres et eussent marché d'accord pour expulser sans formes l'indélicat personnage (1).

Le monde des bookmakers respectait parfaitement les décisions de M. Régimbaud et subissait sans protester la cherté des places et des parasols bleus. Et malgré les prix énormes de location qu'ils payaient, ils n'en faisaient pas moins d'excellentes affaires. M. Laffon assure qu'un bon piquet à Auteuil ou à Longchamp rapportait à son locataire quinze à dix-huit cent mille francs net, sans compter quatre ou cinq cent mille francs qu'on oubliait de lui payer.

Ces chiffres ont leur éloquence et nous dispensent de tout commentaire ! Ils sont significatifs de la fureur du public pour le jeu.

On commença à s'inquiéter.

Il parut nécessaire de prendre des dispositions pour arrêter ces débordements. Le peuple venait beaucoup, de plus en plus et il était clair que son goût pour le noble sport hippique n'était pas purement platonique, oh ! non, il était stimulé par l'attrait du pari. Une commission fut instituée et chargée d'étudier la question. C'est en son nom que M. de la Rochette, commissaire de la Société d'encouragement et « véritable dictateur du Turf », adressa en 1886 au ministre de l'Agriculture un

(1) Voir dans la *Vie illustrée* (26 octobre 1906) l'article « des paris aux courses » signé Stuart.

rapport dont les conclusions tendaient à la suppression des paris à la cote.

Ce fut un tolle général et il y eut un mouvement de révolte dans « cette plèbe grouillante qui encombrait les pelouses, envahissait les pavillons et poussait l'audace jusqu'à pénétrer dans le sanctuaire du pesage » (1). Les commissaires de la Société d'encouragement, sans se



Le bookmaker malhonnête.

laisser intimider, annoncèrent la réalisation de la motion de M. de la Rochette pour l'année 1887.

Vinrent les premières réunions de 1887 et rien ne fut changé, tout continua : M. Régimbaud put louer comme

(1) Domjean, *La question des paris sur les champs de courses. Les bookmakers et le pari mutuel*, 1887, in-8°, p. 9.

auparavant ses parasols bleus et les bookmakers tout aussi nombreux replantèrent leurs piquets en longues allées parallèles et recommencèrent à crier la cote à gorge de plus en plus déployée.

Le projet de la Rochette semblait donc oublié et de fait, il n'aurait peut-être jamais été repris, si un événement imprévu n'avait remis la question à l'ordre du jour.

Voici ce qui se passa : un certain M. Verséjoux, jaloux des bénéfices que réalisait Régimbaud, résolut de le supplanter et, pour mieux et plus sûrement y arriver, il eut recours à la voie administrative. Sachant que Régimbaud n'avait aucun droit acquis, qu'il n'avait jamais demandé une concession régulière et que sa situation était toute de fait, il en conclut qu'il pourrait le détrôner en obtenant du conseil municipal une autorisation d'occupation en règle.

En conséquence, il adressa au conseil municipal de Paris une proposition tendant à louer le champ de courses de Longchamp, pour y planter des piquets à l'usage des bookmakers et cela moyennant une redevance annuelle de 600.000 francs.

Cette proposition fut renvoyée à l'examen de la commission du budget et elle fut violemment repoussée. M. Sauton, rapporteur de la demande, après s'être indigné qu'une industrie de cette nature put donner lieu à une demande de concession régulière, comme conclusion proposa au conseil municipal de la ville de Paris, « non seulement de repousser la proposition de M. Verséjoux,

mais encore d'interdire le jeu sur toute l'étendue des champs de courses parisiens ».

Résultat : Régimbaud fut dépossédé de ses droits illusoires, mais Verséjoux n'en tira aucun profit..

A la suite de ce vœu formulé par le conseil municipal, qu'allait-il arriver ? Le 7 mars 1887, le préfet de la Seine faisait aux sociétés sommation d'avoir à interdire la pose des piquets sur les champs de courses loués par la ville de Paris.

En prenant cette mesure et en donnant ces ordres, le préfet était en parfaite conformité de vues avec la Société d'encouragement qui lui avait d'ailleurs adressé une lettre très nette dans laquelle elle déclarait hautement l'impossibilité morale « de prêter les mains à l'établissement d'une taxe équivalant en réalité au partage des bénéfices avec une industrie contraire aux lois du pays, funeste à l'œuvre de l'amélioration de la race et destinée (elle l'espérait) à disparaître sous l'action de la justice ».

Cette lettre du préfet interdisant toute installation à l'usage des bookmakers fut suivie d'une sommation par ministère d'huissier déclarant que « faute d'une exécution, le requérant se pourvoira devant le tribunal civil de la Seine, à toutes fins utiles et même à fin de résiliation de la concession s'il y a lieu ».

Comme le dit M. Laffon dans son ouvrage *Le monde des courses*, c'était beaucoup et ce n'était rien ; on parlait de « la pose des piquets », on ne disait rien de la « cote et du pari à la cote ».

Mais la situation devait bien vite se préciser, car le 15 mars 1887 parut la circulaire Goblet, alors ministre de l'intérieur, par laquelle il invitait les préfets à défendre toute espèce de pari sur les courses de chevaux. « En présence des abus regrettables auxquels ont donné lieu les paris engagés à l'occasion des courses, en présence des protestations qu'ils ont provoquées dans ces derniers temps, et auxquelles les représentants les plus autorisés des éleveurs se sont énergiquement associés, il importe que les mesures qui ont été ordonnées par les circulaires ministérielles soient désormais exécutées sans restrictions.

Quels que soient les sophismes à l'aide desquels on a tenté de légitimer l'existence des bookmakers, la suppression de l'industrie des paris sur les champs de courses s'impose en fait et en droit ; le pari tel qu'il est pratiqué est une source de profits illicites pour quelques-uns, une cause de pertes considérables, sinon de ruines, pour le plus grand nombre, un principe de démoralisation pour tous. Par les fraudes qu'il détermine nécessairement, il menace de compromettre la sincérité des épreuves qui ont lieu sur les hippodromes et détourner ainsi l'institution de son but véritable qui est l'amélioration de la race chevaline. Enfin — et cette considération prime toutes les autres — la loi le prohibe, et tant qu'elle subsiste, l'administration a le droit de l'appliquer. »

En conséquence, M. Goblet priait les préfets de transmettre aux agents placés sous leur autorité des instruc-

tions, « en vue d'interdire les paris de toute nature engagés sur les courses, toutes les fois qu'ils seront pratiqués soit sur l'hippodrome, soit en dehors par des agences ou par des individus ayant fait du pari une industrie spéciale ». Et la circulaire ajoutait : « Cette prohibition ne s'étend naturellement pas aux particuliers se connaissant réciproquement et pariant entre eux. »

Les délinquants devaient être poursuivis devant les tribunaux en vertu de l'article 440 du Code pénal qui punit la tenue de maisons de jeux de hasard, s'ils opéraient avec un matériel d'exploitation (voitures, baraques, pancartes ou piquets) et en vertu de l'article 475 § 3 du même Code s'ils agissaient isolément et sans matériel proprement dit.

Les résultats de cette intervention administrative ne devaient pas longtemps se faire attendre et en quatre jours le chiffre des entrées sur les hippodromes de la Seine baissa de plus de 100.000 francs (1).

On vit bien alors que le seul plaisir procuré par les allures élégantes des pur sang et le désir d'encourager l'élevage de ces nobles bêtes n'étaient pas suffisants pour attirer le public sur les champs de courses, celui de la pelouse surtout : cette dernière, après deux réunions sans paris, était absolument déserte. Au train où allaient les choses, les courses devaient disparaître à bref délai.

Alors les représentants des pays d'élevage intervinrent

(1) Buffard, p. 57.

auprès du Ministre ; les sociétés de courses sérieuses furent les premières à déclarer elles-mêmes que la suppression du jeu équivalait à la ruine des courses, toujours en vertu du même raisonnement d'une implacable logique : pas de pari, pas de public ; pas de public, pas d'argent ; pas d'argent, pas de prix ; pas de prix, pas de courses.

Il fallut se rendre à l'évidence et pour sauver l'institution, le Ministre de l'Intérieur, d'accord avec les Ministres de l'Agriculture et de la Guerre, accueillit favorablement la demande formulée par les sociétés de courses « d'établir sur leurs hippodromes une sorte de jeu pratiqué en Allemagne et en Autriche qui supprime le bookmaker joueur de profession ».

Le 28 avril 1887 était rendu un arrêté autorisant la Société d'encouragement à faire fonctionner sur ses hippodromes le pari mutuel, moyennant un prélèvement de 2 0/0 en faveur de l'Assistance publique. Les autres sociétés bénéficièrent peu après de la permission accordée à la Société d'encouragement.

Sans nous y arrêter longuement, il est intéressant d'apprécier la légalité de ces arrêtés, ce qui nous permettra de mieux définir le caractère du pari mutuel au point de vue juridique.

Comment l'administration pouvait-elle autoriser le pari mutuel ? De quelle conception partait-elle ?

Il est incontestable qu'elle ne pouvait pas, en agissant ainsi à son égard, adopter l'appréciation de l'autorité ju-

diciaire qui voyait dans la combinaison du pari mutuel une opération de hasard pouvant motiver l'application des articles 410 et 475 § 5 du Code pénal. Aussi les arrêtés ministériels, pour légitimer le pari mutuel, se sont basés sur une conception tout autre, attribuant au procédé du mutuel un caractère tout différent ; le pari mutuel a été considéré comme une loterie et s'appuyant sur l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, l'administration a cru pouvoir régulièrement l'autoriser.

D'après cet article 5 en effet, la loterie, en principe prohibée par la loi, peut être autorisée sous certaines conditions. Voici d'ailleurs le texte de cet article : « Sont exceptées des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par les règlements d'administration publique. »

Que penser de cette assimilation du pari mutuel à une loterie, ce qui le rend susceptible d'être autorisé par arrêté ministériel ?

Dans l'étude que nous avons faite de la jurisprudence de la Cour de cassation, nous avons dû reconnaître que, malgré bien des circonstances réelles qui rendaient la solution qu'elle adoptait exacte en fait et justifiée en morale, cette façon de voir n'était pas soutenable en droit : le pari mutuel fonctionnant par le libre choix des chevaux n'est pas un vrai jeu de hasard ; nous allons

maintenant montrer qu'il ne présente pas davantage les caractères d'une loterie.

Qu'est-ce qu'une loterie ?

La loi du 21 mai 1836 dans son article 2 nous en donne la définition suivante :

« Sont réputées loteries et interdites comme telles : les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort. »

Le trait caractéristique de la loterie est que le gain est acquis par la voie du sort. Et ceci ne peut pas se trouver dans le pari mutuel. Même la jurisprudence qui y voyait un jeu de hasard « parce que dans la désignation du cheval le hasard prend la place d'un choix raisonné », n'a jamais voulu admettre qu'il fût traité comme une loterie. C'est que le sort n'intervient ni dans la désignation du numéro attribué à chaque parieur, ni dans la désignation du cheval gagnant.

La désignation du numéro est laissée à la libre appréciation du parieur : son choix pourra être stupide, aveugle, nullement raisonné, mais c'est un choix, c'est le joueur lui-même qui prend le cheval qu'il veut, ce n'est pas le sort qui le lui attribue.

Quant à la désignation du cheval gagnant, il faut bien reconnaître qu'elle résulte d'un concours : n'y voir qu'un

effet du hasard, ce serait ne pas constater les mérites différentiels des chevaux concurrents et des jockeys qui les montent et nier cela, c'est nier l'évidence.

Donc, il nous paraît impossible de donner au pari mutuel les caractères d'une loterie.

Mais, au point de vue spécial qui immédiatement nous occupe, en admettant même que cette assimilation soit fondée, nous ne voyons pas encore la question de la légalité de l'arrêté ministériel nettement établie, car, pour que la loterie en principe interdite puisse être autorisée par l'administration, il faut qu'elle soit « destinée à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts » ; or, soutenir que les paris aux courses sont destinés à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, cela nous paraît assez difficile : nous avons peine à envisager le pari aux courses sous cet aspect, disons-le, fantaisiste, et certainement les parieurs qui profitaient de l'exception administrative ne se doutaient pas qu'en jouant aux courses, ils étaient considérés comme accomplissant un acte de bienfaisance ou comme donnant aux arts un encouragement. Façon d'apprécier imprévue due à l'ingéniosité de nos administrateurs !

Quoi qu'il en soit et malgré l'irrégularité de la mesure, les décisions ministérielles furent exécutées.

Voilà donc le pari mutuel installé en France ; sa légalité est douteuse, mais il fonctionne néanmoins sous la surveillance de l'autorité administrative et même sous son contrôle. Les temps sont proches où son existence

va s'affermir, se consolider, s'imposer avec l'estampille du gouvernement qui l'aura législativement consacré et lui aura élevé une tribune !

A peine réapparu sur nos champs de courses, le pari mutuel obtient un énorme succès.

Avec lui la pelouse un instant déserte se regarnit: elle retrouve le public, son public ; elle se repeuple du peuple, de cette foule que la suppression de l'appât du gain avait provisoirement éloignée et qui reparait avec lui, population étrange, classe bigarée dont la physionomie est assez bien rendue par cette citation d'Avigdor : « Gens sans aveu, sans feu, ni lieu, vrais bohémiens du métier, chevaliers d'industrie et maraudeurs qui flairent la proie pour la dévorer, masse indéfinissable qui s'abat sur le champ de courses, qui s'intéresse à tous les combats et qu'on désigne en anglais par l'expression pittoresque de « jambes de profession, » bien préparés qu'ils sont à jouer des jambes, à s'évanouir et à disparaître au premier revers. » C'est ce groupe de parieurs que le pari mutuel attire, fascine bien plus fortement que toutes les autres combinaisons, et ne serait-ce que pour cela il doit mal impressionner tous ceux qui ont un certain souci de la conservation sociale et de la préservation morale.

Et ce n'est pas seulement sur les hippodromes que le pari mutuel se développe, mais malheureusement au dehors, par l'intermédiaire de ces commissionnaires qui s'engageaient, moyennant un prélèvement de 2 0/0, à

porter aux guichets les sommes d'argent remises à domicile. « En pratique, fait observer M. Buffard (1), les commissaires se gardaient bien de jouer au Mutuel les sommes confiées ; ils les conservaient à leurs risques et périls, se contentant de faire quelques petites couvertures et bien décidés à ne pas payer en cas de déficit trop considérable. »

Les bookmakers étaient ainsi ressuscités sous la dénomination de commissionnaires ; Paris se transformait en un vaste tripot ; pas un marchand de vin, pas une échoppe où quelque comptoir ne soit installé pour y recevoir les sommes, si minimes fussent-elles, que bourgeois et ouvriers, concierges et collégiens versaient quotidiennement guidés par le mirage d'une fortune rapide. Au nombre de quarante six en 1890 (2), les agences de commissions avaient d'innombrables succursales dans tous les coins de Paris et même en province.

Il fallait mettre un terme à une situation qui menaçait de décupler en quelques années le nombre des vols, abus de confiance, suicides et actes de désespoir sous leurs formes les plus variées.

Un arrêté du Ministre de l'Intérieur en date du 2 juin 1890 : « interdit de participer au pari par l'entremise de mandataires au moyen de commission en dehors du champ de courses ».

(1) Buffard, *op. cit.*, p. 58.

(2) *Journal des Débats* du 28 mars 1890.

En conséquence, toute agence servant d'intermédiaire entre le public et les sociétés de courses devait cesser ses opérations, sous peine d'être poursuivie pour infraction au dit arrêté et à la loi du 21 mai 1836.

On essaya d'appliquer cette mesure et plusieurs parquets s'avisèrent de poursuivre les individus qui avaient ouvert dans toutes les villes importantes des agences de pari mutuel. Mais les tribunaux rendirent des décisions absolument contradictoires.

Tandis que la Cour de cassation (1) reconnaissait implicitement la validité des opérations des commissionnaires au pari mutuel, des tribunaux et des Cours d'appel jugeaient que ces opérations étaient illicites et allaient même jusqu'à décider que le pari mutuel organisé par les sociétés sur les champs de courses avec l'autorisation du Ministre de l'Intérieur basée sur la loi de 1836 était illégal (2).

Cet état de choses était donc plutôt incertain, imprécis, chaotique et M. Laffon dans son livre : *Le monde des courses* (3), n'exagère rien en disant que « les choses allèrent ainsi cahin-caha jusqu'en 1891, temps où la crise recommença de plus belle ».

Nous savons, n'est-ce pas, que les arrêtés ministériels n'autorisaient les sociétés de courses à organiser le pari

(1) Cass. crim., 3 mars 1889, S. 90.1.233 (Damien et Montagnon).

(2) Laya, *Commentaire de la loi sur les courses de chevaux* [Lois nouvelles, 1891], § 38.

(3) Laffon, *Le monde des courses*, p. 164.

mutuel sur leurs hippodromes que moyennant un prélèvement de 2 0/0 au profit de l'Assistance publique. Or le pari mutuel fonctionnant sans être autorisé par aucune loi, ce prélèvement restait à la disposition du Ministre de l'Intérieur, M. Constans.

En 1891, les prélèvements opérés sur les recettes du pari mutuel s'élevaient à la somme de quinze millions cent onze mille francs qui avaient été déposés dans les caisses du Crédit foncier. Pour tout dire, l'opinion publique était méfiante sur la répartition de cet argent et les adversaires de M. Constans commençaient à parler de détournement en vue d'augmenter son fonds secret. L'accusation était grave et pour convaincre tout le monde de sa loyauté et même de sa délicatesse, M. Constans déposa un projet de loi concernant « la centralisation et le mode de répartition des fonds provenant des prélèvements sur le pari mutuel ».

En agissant ainsi, le Ministre de l'Intérieur faisait bien et bruyamment connaître que les fonds étaient parfaitement intacts et ceux qui lui reprochaient de les avoir si longtemps conservés pouvaient donc voir dans son procédé une excuse, plus même, un souci de stricte probité et exquise condescendance, puisque les fonds n'avaient pas été employés, parce qu'il n'y avait pas de loi autorisant le ministre à en disposer.

C'est cette loi que M. Constans sollicitait du Parlement. Comme on l'a spirituellement dit, il venait demander à

nos députés ce qu'il fallait faire de cet argent : il ne savait à quel *pauvre le vouer* !

Au cours de la discussion, la Chambre se montra fort hostile à l'institution même du pari aux courses ; le projet fut vivement attaqué par MM. de Lamarzelle, Roche et Michon (1).

La Chambre a été une Chambre pudibonde. Ce qui a permis à un publiciste d'écrire : « Elle pousse des cris effarouchés. De quoi lui parlait-on ? Du jeu ! Fi ! quelle horreur ! Il y avait donc des gens assez corrompus pour parier aux courses.

« Cachez-moi cet objet que je ne saurais voir. »

A la presque unanimité, le projet fut écarté, malgré les explications et les insistances de M. Develle, Ministre de l'Agriculture et de M. de Kerjégu, rapporteur de la commission, qui affirmaient que les courses étaient indispensables pour la richesse agricole et militaire du pays et qu'elles ne pouvaient exister sans la tolérance du pari. Cela ne faisait rien : c'était immoral et dès lors une Chambre aussi respectable ne voulait même pas en examiner l'hypothèse, elle ne pouvait pas envisager la question comme plausible.

Nous ne pouvons pas ne pas attirer l'attention du lecteur sur cette attitude de nos représentants. Attitude digne, attitude désintéressée !

(1) Débats parlementaires, *J. off.*, 1891, Chambre des députés, p. 455 à 463.

Et ce sont ces mêmes hommes si parfaitement purs, si vertueusement courroucés à la seule idée d'un partage quelconque fait avec un bien mal acquis, qui, quelques mois, quelques jours plus tard donneront une reconnaissance officielle à l'espèce spéciale de pari, « pari mutuel », à la condition que les bénéfices aillent à l'Etat.

Ce sont ces mêmes hommes qui, après avoir flétri d'une violente façon l'industrie du pari aux courses, soumettent l'Etat à remplir les fonctions mal vues, mais lucratives du tenancier de jeux : laissez aller à lui tous ceux qui veulent jouer ; il est le grand, le seul, l'unique croupier.

L'Etat bookmaker, l'Etat croupier, voilà ce que devaient décider nos parlementaires dans leur deuxième intervention.

Mais il nous faut dire comment et pourquoi le législateur fut dans la même année une seconde fois appelé à régler cette question si difficile des paris aux courses.

Devant la répugnance de la Chambre pour régler le jeu et afin de condescendre à ses désirs, le Ministre de l'Intérieur déclara que sur les champs de courses il n'y aurait plus de bookmakers, plus de pari mutuel et en conséquence, il fit immédiatement supprimer sur tous les hippodromes le jeu sous toutes ses formes.

Ceci se faisait en mars.

Une réforme aussi radicale devait susciter de vives réclamations, de violentes protestations. De vastes pétitionnements s'organisèrent, les assemblées départementales firent connaître leur avis : devant ce tolle géné-

ral, il fallut s'incliner et voilà pourquoi un nouveau projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre, ayant cette fois pour but, non plus la répartition des fonds provenant du pari mutuel, mais la répression du pari sur les courses de chevaux d'une façon générale et la réglementation d'une forme particulière, du pari mutuel.

Ce projet est devenu la loi du 2 juin 1891 : il nous faut l'étudier avec quelques détails.





DEUXIÈME PARTIE

LES PARIS AUX COURSES DEPUIS 1891

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE GÉNÉRALE DE LA LOI DU 2 JUIN 1891.

Cette loi réglemente l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux et des paris qui se pratiquent à leur occasion.

La voici d'ailleurs dans son texte intégral ; il nous paraît bon que le lecteur en connaisse la teneur exacte et complète :

ARTICLE 1^{er}.

Aucun champ de courses ne peut être ouvert sans l'autorisation préalable du Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 2.

Sont seules autorisées les courses de chevaux ayant pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline et organisées par des sociétés dont les statuts sociaux auront été approuvés par le Ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur des haras.

ARTICLE 3.

Le budget annuel et les comptes de toute société de courses sont soumis à l'approbation et au contrôle des Ministres de l'Agriculture et des Finances.

ARTICLE 4.

Quiconque aura en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit exploité le pari sur les courses de chevaux, en offrant à tous venants des paris ou en pariant avec tous venants, soit directement, soit par intermédiaire sera passible des peines portées à l'article 410 du Code pénal

Seront réputés complices du délit ci-dessus déterminé et punis comme tels :

1° Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris dont il s'agit ou reçu le dépôt préalable des enjeux ;

2° Quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés, ou qui par des avis, circulaires, prospectus, cartes-annonces ou par tout autre moyen de publication aura fait connaître l'existence soit en France, soit à l'é-

tranger d'établissements, d'agences ou de personnes vendant ces renseignements (1) ;

3° Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront, dans tous les cas, applicables aux délits prévus par la présente loi.

ARTICLE 5.

Toutefois, les sociétés remplissant les conditions prescrites par l'article 2, pourront en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et d'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement, mais sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'article 4. »

Ainsi donc, après avoir affirmé l'intervention de l'Etat dans les questions chevalines en édictant la nécessité d'autorisation ministérielle pour l'ouverture d'un champ de courses, l'interdiction de courses qui n'auraient pas pour but exclusif l'amélioration de la race ou qui ne seraient pas organisées par des sociétés approuvées, et encore l'obligation pour les sociétés approuvées de soumettre annuellement leur budget au contrôle gouvernemental, le législateur déclarait hautement et nettement

(1) Cette dernière partie du paragraphe a été ajoutée par la loi du 1^{er} avril 1900.

la suppression du pari public exploité sur les champs de courses ou en dehors.

D'une façon générale, l'exploitation du pari aux courses est interdite : le fait d'en exercer l'industrie en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit est délictueux et par un texte maintenant précis lui seront appliquées les dispositions de l'article 410 du Code pénal. Ce qui faisait dire au rapporteur de la loi, M. Riotteau : « Le parquet et la jurisprudence n'hésiteront plus alors ; la justice saura où et qui frapper ; et si lucrative que soit la profession il est probable que la perspective des pénalités de l'article 410 dégoûtera la plupart de ceux qui s'y livrent et dont l'intérêt direct est d'exciter le public à parier. »

Mais, ce principe général une fois posé, comme nos représentants n'ont pas voulu la ruine de l'institution des courses qui, d'après d'énergiques déclarations, ne peut prospérer qu'avec le pari, qui est l'un des principaux éléments de recettes, il a été décidé que serait toléré un mode, un seul mode de pari public, le pari mutuel organisé exclusivement sur les hippodromes, en vertu d'une autorisation toujours révocable.

Et, pour employer les expressions mêmes du rapporteur, comme il est juste que le pari ainsi toléré paye, à l'instar de tout plaisir public, son tribut à la charité, et en outre, puisque les intérêts de l'élevage sont la cause déterminante de cette tolérance, qu'ils y trouvent, eux aussi, un bénéfice direct, le pari mutuel a été soumis à des prélèvements en faveur de l'Assistance publique et

de l'élevage, sans compter les prélèvements nécessaires pour couvrir les frais de son organisation et de son fonctionnement.

Nous nous proposons dans un chapitre spécial de passer en revue les conditions de l'exploitation du pari mutuel ; nous voulons pour l'instant déterminer le caractère délictueux du pari aux courses qui ne revêt pas les formes et n'obéit pas aux conditions de l'exception tolérée, et disons mieux, protégée.

* *

Nul, en dehors des sociétés de courses autorisées et organisant le pari mutuel, ne peut « exploiter » le pari sur les courses de chevaux *en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, en pariant avec tous venants*.

En effet, peu importe le lieu et la forme, le pari quel qu'il soit, qu'il ait été fait directement ou par intermédiaire, est délictueux pourvu qu'il ait été exploité et publiquement exploité.

Ces deux conditions sont suffisantes, mais elles sont nécessaires.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 2 juin 1890 le délit n'existe :

- a) qu'autant qu'il y a eu exploitation ;
- b) qu'autant que le parieur professionnel a parié avec tous venants ou tout au moins a offert à tous venants.

1° *Exploitation du pari*. — M. le Ministre de l'Agriculture à cet égard a tenu un langage fort précis ; il a

nettement déclaré au Sénat que ce que la loi se proposait d'atteindre, c'était l'exploitation du pari : « Nous avons voulu frapper tous ceux qui, dans un but de lucre personnel, exercent leur action corruptrice, tous les agents provocateurs qui sont répandus sur nos hippodromes et ceux qui ouvrent dans les carrefours, dans la banlieue, sur les boulevards ces maisons suspectes où va s'engloutir l'épargne des petites gens » (1).

Donc, pour qu'un parieur tombe sous le coup de la loi il est indispensable qu'il exploite habituellement l'industrie du pari sur les courses de chevaux (2).

La loi n'a jamais défendu de s'intéresser à des exercices de vitesse ou de force. Ce n'est que l'abus qu'elle entend poursuivre.

Ce qui est blâmable, c'est surtout l'occasion offerte, la sollicitation active, la provocation en un mot. Et qui dit provocation dit intermédiaire, c'est-à-dire un tiers qui, par des moyens souvent frauduleux, détermine la remise des enjeux. Voilà le jeu aux courses devenant immoral, mais non pas l'intérêt d'argent pris simplement dans un exercice salubre et utile (3).

Et M. Bérenger lui-même, que l'on ne saurait qualifier de complaisant en ce qui touche le jeu, a déclaré au Sénat : « Il y a une chose qui est permise, *qui doit toujours*

(1) Débats parlementaires, Sénat, *J. off.*, 1891, p. 347.

(2) V. Cass., 9 juillet 1896, S. 97.1.155.

(3) Rapport de M. Camescasse au Sénat, 25 mars 1891, n° 94 session 1891).

l'être, car on ne pourrait la frapper qu'à la condition de porter atteinte à la liberté de l'homme, cette chose, c'est que *chacun peut parier comme il l'entend et suivant le mode qui lui convient*. Il ne s'agit pas de mettre entrave à cela et à cet égard les sociétés de courses ont pleine satisfaction : le pari continuera à s'exercer sur les hippodromes ; ce qu'on veut atteindre, c'est seulement une industrie malsaine, souvent malhonnête qui a pour but non pas de pratiquer le jeu pour elle-même, mais d'y provoquer les autres et d'en tirer un bénéfice sans s'exposer à ses chances (1).

2^o *Engagement de pari avec tous venants ou offre de parier à tous venants*. — Celui qui exploite le pari, c'est-à-dire qui fait du pari aux courses sa profession habituelle, ne pourra tomber sous le coup de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 que s'il a engagé des paris avec tous venants ou tout au moins offert de parier à tous venants.

Car en effet, pour pouvoir être poursuivi il n'est même pas nécessaire de parier, il suffit d'offrir le pari. Par conséquent le bookmaker qui offre la cote à tous venants est passible des peines prononcées par l'article 4, alors même qu'aucun preneur n'aurait encore répondu à son appel. Avant la loi du 2 juin 1891, on décidait que la simple annonce ou le cri de la cote sur un champ de course n'était pas par lui-même un fait illicite (2).

En outre, certains auteurs exigent que le pari ait été

(1) *J. off.*, 1891. Sénat, Débats parlementaires, p. 348.

(2) Cass., 8 décembre 1889, S. 89.1.136 ; Audriveau.

offert publiquement (1). C'est là une condition qui n'est en aucune façon exigée par la loi et qui est même manifestement contraire à l'intention du législateur. Pour M. Laya, offrir le pari à tous venants est synonyme d'offrir le pari publiquement. Rien n'est moins exact. C'est précisément le pari offert à tous venants, hors des lieux publics, dans ces officines où le bookmaker opérait loin des regards et des investigations de la police, que la loi a voulu atteindre et qu'elle a atteint en effet par cette formule, exempte de toute ambiguïté ; « Quiconque aura en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit exploité... » (2).

Que conclure en ce qui concerne les paris aux courses pratiqués dans les cercles ?

Ils ne peuvent évidemment être atteints par la loi pénale s'ils sont pratiqués entre membres du cercle, par conséquent entre gens se connaissant et en dehors de toute pensée de spéculation.

Mais si, toujours dans l'intérieur du cercle, ils sont pratiqués dans un but de lucre personnel par des individus étrangers au cercle, peuvent-ils être réprimés ?

Nous répondons que non, et non pas, parce que le cercle est un lieu privé, mais parce que, offert aux seuls

(1) Voir en ce sens, *Lois nouvelles, Revue de législation*, 1891, 1^{re} partie « Commentaire de la loi du 2 juin 1891 », p. 441, n° 42 et s. ; Garraud, t. V, n° 389.

(2) *Répertoire alphabétique du droit français*, n° 64, p. 59, t. XXV.

membres du cercle, on ne peut pas dire que le pari soit offert à tous venants.

Aussi, si le pari était ainsi offert dans le local même du cercle, non seulement aux membres du cercle, mais à toute personne indistinctement, la loi serait violée et nous n'hésiterions pas à déclarer le fait délictueux. Également au cas où le recrutement des membres du cercle aurait lieu sans contrôle et où il suffirait pour y être admis de verser une cotisation minime, il faudrait affirmer la répression. Le délit a été reconnu par la Cour de Paris qui a estimé qu'il y avait tenue de maison de jeu de hasard au Syndicat professionnel du Sport hippique, fondé rue Pierre Lescot, où certains bookmakers avaient été autorisés à exposer les cotes qu'ils faisaient sur les courses dans le local réservé aux membres du syndicat.

La Cour a condamné, estimant que la précaution d'une inscription préalable, seule condition d'admission au syndicat et par le fait même au jeu, ne réussissait pas à masquer l'exploitation du pari à tous venants (1).

Il résulte de tout ceci que par exploitation publique du pari il faut entendre l'exploitation du pari offert à tous venants, sans considération de lieu, mais le sens lui-même des mots à *tous venants* offre de réelles difficultés d'interprétation et la jurisprudence n'est pas encore fixée. Il n'y a pas de formule théorique : chaque fois que la question a été examinée en justice, nos tribunaux n'ont

(1) Paris, 20 novembre 1892, S. 93.2.205.

pas déterminé le sens de ces mots essentiels et ils ont cru pouvoir juger en se basant sur des faits.

Mais, nous pouvons répéter avec M. Cellier (1) : « Nous serions bien surpris, si même en prenant pour base les faits constatés ainsi souverainement par les tribunaux, un juriste pouvait trouver dans ces divers faits les conditions du délit que prévoit et punit l'article 4 de la loi du 2 juin 1891. »

Au nombre de ces faits constatés par la jurisprudence, nous voulons rappeler ceux en vertu desquels le bookmaker Tible a subi une condamnation qui a eu un immense retentissement dans le monde des courses. Cette affaire a causé une telle émotion dans les milieux hippiques que M. Laffon dans son ouvrage lui a consacré un chapitre spécial qu'il a intitulé : « Un jugement raide ».

Vers la fin de 1895, le bookmaker Tible était arrêté pour « avoir annoncé à haute voix la cote des chevaux ».

L'agent n'avait constaté, ainsi que l'a exposé l'avocat du prévenu, M^e Rodolphe Rousseau, dans ses conclusions, aucun échange d'argent, aucune remise de tickets ou de papier quelconque.

Le 31 octobre 1895 le tribunal correctionnel de la Seine rendait le jugement suivant :

« Le tribunal :

« Attendu qu'il est constant en fait et qu'il résulte des

(1) J. Cellier, *op. cit.*, p. 148.

documents de la cause et des débats et notamment de la déposition de Lefort, inspecteur au service des jeux, que le 19 septembre 1895 dans l'enceinte du pesage du champ de courses de St-Ouen (Seine), Tible, bookmaker criait à haute voix à la cantonade la cote des chevaux engagés ; qu'il faisait ainsi à tous venants l'offre de parier ; qu'il a donc encouru l'application de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 qui interdit et réprime le pari sur les courses de chevaux en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, ce qui constitue le délit prévu et puni par les articles 4 de la loi du 2 juin 1891 et 410 du Code pénal ;

« Vu l'article 463 du Code pénal ;

« Condamne Tible, etc... (1). »

Sur appel du condamné, l'affaire revenait le 15 mars 1896 devant la Cour des appels correctionnels que présidait M. Feuilleley. M^e Rousseau reprit devant la Cour les conclusions déjà formulées en première instance, faisant remarquer que Tible pariait, au pesage, non avec des inconnus, mais avec des personnes habituées des courses, propriétaires de chevaux, parieurs consommés, membres des plus grands cercles de Paris qu'il connaissait personnellement ; que l'importance même des paris était la plus éclatante démonstration qu'il n'offrait la cote qu'à des partenaires de son choix ; qu'il serait insensé de parier 100 ou 200 louis avec tous venants ; que Tible ne

(1) Trib. civ. Seine, 31 octobre 1895, S. 98.1.154.

réglait jamais un pari sur le champ de courses, que le règlement des paris s'effectuait au salon des courses, 20, boulevard des Capucines, au siège de cette réunion, tous les huit jours, c'est-à-dire à terme, dans des conditions qui excluent toute idée d'opération avec le premier venu.

Et M^e Rousseau faisait fort justement remarquer à la Cour que la question posée était une question de principe : « Est-il permis dans l'enceinte du pesage de parier au livre ? » Si on décide qu'il est permis de parier au livre, il faut reconnaître que ces opérations ne peuvent se faire à voix basse au milieu du bruit inhérent à ces réunions ; que le délit existera seulement à la charge de celui qui, n'étant membre d'aucun cercle, offrira réellement au premier venu de parier surtout de petites sommes, lui remettra sous forme quelconque (tickets, billets, etc.), réglera ses différences sur l'heure et en public, etc. ; que la situation de Tible, ses relations avec les hommes les plus connus et les plus estimés du monde des courses, son mode d'opérer sont exclusifs de tout délit

La Cour de Paris cependant confirma le jugement de condamnation, adoptant les motifs des premiers juges :

« Considérant en outre que la loi du 2 juin 1891, dans son article 4 prohibe d'une manière générale dans quelque forme et dans quelque lieu que ce soit toutes espèces de paris aux courses et punit des peines de l'article 440 du Code pénal ceux qui les provoquent ;

« Considérant que dans son article 5 elle apporte sous certaines conditions une seule exception à cette

règle en faveur du pari mutuel organisé par les sociétés de courses elles-mêmes sur leurs hippodromes ;

« Considérant que le prévenu ne se trouvant pas dans le cas prévu par l'article 5, c'est à bon droit qu'il a été fait application de l'article 4 ; que vainement Tible prétend échapper à la répression pénale par ce fait qu'il pratiquait le pari au livre : qu'en effet, la loi de 1891 n'admet pas d'exception en faveur de ce genre de pari, lorsqu'il constitue, comme dans l'espèce, une exploitation en public de l'industrie du jeu dans un but de bénéfice personnel (1)... »

Tible se pourvut en cassation, mais la Cour rejeta son pourvoi, jugeant, elle aussi, que « la disposition de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 interdisant l'exploitation du pari sur les courses est générale et absolue ; elle ne comporte pas d'autre exception que celle prévue par l'article 5 de ladite loi en faveur du pari mutuel régulièrement autorisé sur les champs de courses ; elle réprime aussi bien les paris dits au livre que le pari dit à la cote, le pari offert dans l'enceinte du pesage que le pari sur la pelouse ; il importe peu que les différences soient réglées immédiatement sur l'hippodrome ou à terme et à domicile ; la seule condition essentielle pour l'existence du délit est que le pari soit offert à tous venants, c'est une circonstance de fait soumise à l'appréciation souveraine des tribunaux » (2).

(1) Paris, 15 mars 1896, journal *La Loi* du 18 avril 1896.

(2) Cass.crim., 9 juillet 1896 (Tible), journal *La Loi* du 19/20 août 1896 et S. 97.1.153 avec une note de M. Villey.

Nous avons exposé avec quelques détails l'affaire *Tible* à travers les différents degrés de juridiction, car elle est fort significative : elle est en effet une affaire-type qui a orienté la jurisprudence dans le sens de la prohibition de toute exploitation de paris, même du pari au livre, pour n'admettre que l'exception légale du pari mutuel (1).

Mais, dans tout cet exposé jurisprudentiel, nous ne voyons pas pourquoi le pari pouvait être considéré comme fait à tous venants.

Tible soutenait qu'il n'avait pas offert de pari à tous venants, et qu'il se bornait à parier avec des individus personnellement connus de lui.

Le rapporteur à la Cour de cassation, M. le conseiller Roulier, n'a voulu voir là qu'une circonstance de fait : « cet argument pris de la situation personnelle et respective des parieurs ne peut résulter que d'une circonstance de fait et à ce titre, il échappe à l'appréciation de la Cour » (2). Et celle-ci, se rangeant à cet avis, a basé son arrêt de rejet sur ce qu'il résultait des constatations souveraines de l'arrêt que *Tible* exploitait habituellement l'industrie du pari.

Or, dans l'espèce, en quoi consistait la constatation souveraine de fait ? En ce que *Tible* criait à haute voix à la cantonade la cote des chevaux engagés. Mais préci-

(1) Trib. corr. Le Havre, 11 mars 1902, *Gaz. Trib.*, 23 août 1902 ; Trib. corr. Seine, 9 juillet 1902, *Gaz. Trib.*, 22 août 1902.

(2) Rapport sur arrêt cassation, 9 juillet 1896, S. 97.1.135.

sément, suivant la très judicieuse observation de M. Cellier : « la question est de savoir si l'on peut juridiquement conclure de ce fait, ainsi que l'a jugé la Cour de Paris, que le prévenu faisait ainsi à tout venant l'offre de parier » (1).

Quelle est donc l'étendue de l'autorité souveraine des Cours et tribunaux en ce qui touche les éléments des crimes et délits, qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas définis par la loi pénale ?

Il importe de ne pas oublier qu'elle s'arrête à leur constatation matérielle ; dès qu'elle s'applique à la relation de ces faits avec la loi pénale, à leur caractère légal, en un mot à leur qualification, cette autorité cesse d'être souveraine (2).

Car, ce n'est que dans le rapport des faits incriminés avec la loi, qui formule cette incrimination, que peut être trouvée la qualification de ces faits.

Or, établir ce rapport est une question de droit qui peut être examinée par la Cour suprême. Elle ne l'a pas fait et elle a eu tort : elle aurait pu et dû déterminer les cas dans lesquels un pari sur les courses de chevaux peut être considéré comme fait à tous venants.

Dans l'espèce que nous examinons, ne pouvait-elle pas casser les décisions des tribunaux inférieurs comme n'ayant pas de base légale, car en effet elles se contentaient d'affirmer que le fait de crier à la cantonade la

(1) Cellier, *op. cit.*, p. 146.

(2) Faustin-Hélie, *Inst. crim.*, n° 2267.

cote des chevaux engagés constituait l'offre de parier à tous venants? A la Cour de cassation de dire, en contrôlant l'appréciation des juges du fond, si les faits constatés par eux avaient ou non les caractères élémentaires, constitutifs du délit.

Mais nous savons qu'elle n'a pas examiné si les faits reconnus constants par les juges correctionnels avaient été légalement qualifiés et qu'elle s'est contentée de confirmer l'arrêt entrepris, se basant sur ce que des constatations souveraines, il résultait que Tible exploitait habituellement l'industrie du pari sur les courses de chevaux et qu'il avait été surpris sur l'hippodrome de Saint-Ouen, à deux courses successives, offrant dans l'enceinte du pesage des paris au public, à tous venants.

Ainsi donc, nous ne nous trouvons guère avancés pour ce qui est de la définition des mots *à tous venants*.

De la question de savoir si le pari a été ou non offert à tous venants, on a fait une pure question de fait, de la solution de laquelle dépend l'application de l'article 4. Or les tribunaux correctionnels ont cru pouvoir condamner en appréciant des faits tels que l'annonce à haute voix (1), l'expédition d'une lettre-circulaire (2), ou la simple offre du pari dans un but de bénéfice personnel (3); mais, comme de ces faits ne se peuvent vraiment pas dégager les conditions essentielles du délit, il en résulte que ces condi-

(1) Seine, 10^e chambre, 1893, S. 97.1. 134.

(2) Paris, 3 juillet 1893, S. 97.2 75.

(3) Trib. corr. Seine, 10 juillet 1891, S. 97.1.134, note.

tions essentielles, les caractères élémentaires du délit que prévoit et punit l'article 4 sont fort difficiles à déterminer dans la réalité : la conséquence pratique en est l'incertitude quand il faut appliquer la loi.

L'incertitude est d'autant plus grande que les circonstances de fait se présentent plus variées.

Que faut-il permettre, que faut-il tolérer, que faut-il réprimer ? l'administration a eu et a bien des hésitations, et depuis 1891, à côté du pari mutuel, nous avons eu différents régimes.

Tout d'abord, le pari au livre a cru pouvoir fonctionner sans être tracassé : par sa nature même, tel qu'il se pratiquait dans l'enceinte du pesage, il paraissait devoir échapper aux rigueurs de la loi. Celle-ci, qui ne punit que l'exploitation du pari engagé avec tous venants, ou offert à tous venants, comment pouvait-elle atteindre les donneurs au livre, notant sur un registre le nom et l'adresse des parieurs qui s'adressent à eux et leur ouvrent un compte, dont le règlement ne se fait même pas après chaque course, mais seulement à la fin de la journée ou à la fin de la semaine ? Et cependant, nous savons que les tribunaux répressifs l'ont atteint : nous avons fait le récit de l'affaire Tible et nous avons dit qu'elle avait été le point de départ d'une jurisprudence en ce sens.

Le pari au livre est condamné en principe, comme tous les autres genres de pari, sauf le pari mutuel, spécialement sous conditions autorisées ; cependant, d'après la doctrine de la Cour de cassation, son exercice ne sera sanctionné

par l'application des dispositions répressives de l'article 4 que si, au préalable, a été solutionnée cette question de fait de l'exploitation avec tous venants, et nous avons déjà critiqué la manière de voir de la Cour suprême, qui laisse aux tribunaux inférieurs l'appréciation souveraine des circonstances de fait, car, ici, ces circonstances ont leur influence sur les qualifications du fait incriminé ; c'est par elles que le fait doit prendre, s'il y a lieu, le caractère défini par la loi qui prévoit la répression et dès lors, il y a une question dont la souveraine connaissance ne doit pas appartenir aux tribunaux inférieurs et il nous semble que la Cour de cassation, quand elle a eu à examiner les jugements et arrêts condamnant parce que les faits avaient paru permettre de conclure à l'exploitation du pari avec tous venants, aurait dû vérifier si les faits incriminés avaient été bien qualifiés.

Cette indétermination jurisprudentielle, cette absence de formule, qui délimiterait les cas susceptibles de répression, rend l'application de la loi extrêmement délicate, et en pratique, tout ceci se traduit par une grande et fâcheuse fantaisie.

La police a pris toutes les attitudes. Pendant longtemps elle n'a pas inquiété les parieurs au livre, qui avec une liberté absolue, dans l'enceinte du pesage, ont exercé leur industrie.

Puis, quelques exécutions ont été opérées au milieu d'une émotion mêlée de surprise : pourquoi ce retrait inopiné d'une autorisation tacite, ou tout au moins

d'une tolérance qui avait toutes les apparences d'une reconnaissance, pourquoi cette prohibition instantanée, de ce qui était permis hier et de ce qui le sera sans doute encore demain ?

En tous cas, « cette intervention est injuste parce qu'elle est toujours isolée ; tel donneur opère en liberté, alors que tel autre est inquiété par la police ; c'est le régime de l'arbitraire substitué à celui de la loi (1) »

Depuis quelque temps, l'autorité policière se montre particulièrement sévère, sévérité qui s'explique par les instructions venues du Ministère de l'Agriculture, qui a rappelé que la loi de 1891 n'a autorisé que le seul Pari mutuel.

Nous comprenons très bien les raisons pour lesquelles les pouvoirs publics ne veulent que l'unique Pari mutuel, mais, de par la loi même il ressort nettement qu'on n'a pas entendu proscrire le pari individuel, le pari particulier, par lequel il faut entendre les séries d'opérations auxquelles un joueur peut se livrer avec des personnes qui sont de ses relations.

Il ne faut pas oublier que le législateur de 1891 n'a interdit que les exploitations du pari avec tous venants et ces derniers mots, malgré tout, ont une signification : on n'a pas pu ou on n'a pas voulu les définir, la jurisprudence à cet égard n'est d'aucun secours, néanmoins ils expriment une idée qui n'échappe à personne.

(1) H. Lenoble, *op. cit.*, p. 279.

Et c'est avec raison que M. Bulot dans sa circulaire, qu'il communiquait au Procureur de la République, relative à la répression des paris illicites, se livrant à des commentaires qui éclairent le texte de la loi, disait : « Il est certain qu'elle (la loi) n'a pas interdit les paris entre gens qui se connaissent... »

Ceci étant, il faut reconnaître la légitimité du pari particulier : celui-ci ne peut être atteint et les contestations ne sont pas possibles sur ce point.

Mais si, en principe, à cause de son caractère même de pari individuel qui est exclusif de l'idée d'exploitation publique, il est autorisé, bien des difficultés surgissent dès qu'on examine les conditions dans lesquelles il peut fonctionner.

Comme nous le lisions tout récemment dans une feuille publique : « Où commence le pari particulier ? Où finit-il ? Comment peut-il avoir lieu licitement ? Quelle extension peut-il avoir ? Où peut-il s'exercer ? Entre quelles qualités d'individus est-il permis ? Autant de questions sur lesquelles nul n'est renseigné... et la police moins que personne ».

C'est ce qui explique certaines arrestations.

Pourquoi il y a quelques jours, a-t-on cru pouvoir mettre la main au collet de M. de M... ? « M. de M... n'est nullement un bookmaker, ni un commissionnaire, comme la police a cherché à l'insinuer. M. de M... est un sportsman et un joueur, connaissant tous les habitués des courses et apprécié d'eux pour sa droiture, sa cour-

toisie et la correction de ses procédés. M. de M... qui aime à jouer aux courses est trop intelligent pour *apprécier le jeu absolument antisportif* qu'est le pari mutuel et il joue avec des personnes qu'il connaît, prenant ou donnant des chevaux, suivant sa conviction sur leurs chances » (1).

Il semble, n'est-ce pas, que M. de M... n'a rien fait là que de très licite et cependant il a été arrêté. On l'a arrêté parce qu'on trouvait qu'il jouait trop. Il lui a été dit qu'on l'observait depuis quelque temps et qu'on s'était aperçu qu'il pariait avec tout le monde. Il est incontestable qu'il pariait beaucoup et avec beaucoup de monde, mais les personnes avec lesquelles il pariait étaient des personnes connues de lui : ceci prouve seulement qu'il avait de très nombreuses relations.

Dès lors, comment justifier son arrestation ?

La situation s'embrouille ; il ne faut plus y voir qu'une question de plus ou de moins. Telle personne peut jouer impunément, parce qu'elle reste dans des limites que la police juge tolérables, telle autre au contraire sera arrêtée dans ses opérations, parce qu'on aura apprécié qu'elle en fait trop.

Il résulte de cette indécision, de cette imprécision dans la répression, une incertitude fâcheuse pour les sportsmen du pesage.

Seul le pari mutuel se présente à eux avec la solidité

(1) *Figaro*, septembre 1906. Ajax, « Les paris sur les courses de chevaux ».

d'une institution officielle, mais ils n'en veulent pas, et s'ils parient entre eux, s'ils donnent ou prennent des chevaux dans des conditions raisonnées, et dans un rapport précis (ce qu'ils recherchent et qu'ils ne trouvent pas dans le *truc mutuel*), ils ne sont jamais sûrs de ne pas subir le vilain sort d'une mise aux arrêts.





CHAPITRE II

CONDITIONS D'EXPLOITATION DU PARI MUTUEL.

De l'étude des dispositions de la loi du 2 juin 1891, il résulte que l'exploitation habituelle du pari sur les courses de chevaux fait ou offert à tous venants, sous toutes les formes et en quelque lieu que ce soit, est un délit passible des peines portées à l'article 410 du Code pénal. Voilà le principe : il est très sévère.

Mais cette prohibition de tout pari reçoit dans l'article suivant (art. 5) de la même loi une importante exception : grâce à une autorisation du Ministre de l'Agriculture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, les sociétés remplissant les conditions prescrites pourront exclusivement organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses.

Par conséquent, l'exploitation habituelle du pari, même avec tous venants, pourvu qu'il soit pratiqué d'une certaine façon, est possible, est permise, est sanctionnée par la loi.

C'est cette situation d'exception, de faveur, qui a provoqué au cours des débats parlementaires bien des protestations, bien des indignations.

M. de Lamarzelle la caractérisait fortement en employant l'expression de « délit légal ». « Les particuliers ne pourront pas commettre le délit de jeu, mais l'Etat pourra commettre ce délit. »

Et l'éloquent député était dans la parfaite vérité en proclamant à la tribune que ce serait l'Etat le vrai croupier.

Dans le régime consacré par le législateur de 1891, après avoir supprimé tous les paris, en introduisant une exception pour le pari mutuel, le gouvernement de la République a créé un jeu public par dérogation à la loi de 1836.

Ce jeu public, sans doute il ne l'exploite pas lui-même, mais, moyennant certaines conditions, il le concède aux sociétés de courses ; et en ce faisant, M. Tony Révillon disait avec raison, que l'Etat français agissait comme le prince de Monaco, qui afferme la roulette et le trente-et-un à la société de Monte-Carlo.

Ainsi donc, depuis 1891, les sociétés de courses sont transformées en de véritables, de colossales maisons de jeu, faisant librement leurs opérations, plus et mieux que cela, fonctionnant sous le couvert de la loi.

Nous allons montrer comment le pari mutuel est légalement reconnu, dans quelles conditions se fait aux sociétés de courses la concession de son exploitation.

Pour qu'une société de courses puisse intaller sur ses hippodromes le pari mutuel, il faut que cette société soit reconnue par l'autorité administrative, c'est-à-dire il faut que ses statuts aient été régulièrement approuvés, conformément à l'article 2 de la loi du 2 juin 1891.

Il faut de plus que cette société, déjà autorisée à organiser des courses de chevaux, soit pourvue d'une autorisation spéciale pour faire fonctionner le pari mutuel,

Ce pari mutuel, elle ne peut l'établir que sur ses champs de courses, exclusivement.

Et sur les paris engagés, elle doit opérer un prélèvement affecté à des œuvres d'assistance et à l'élevage.

Le fonctionnement légal du pari mutuel est subordonné à l'exécution de ces conditions rigoureuses : si toutes ces conditions ne sont pas remplies, le pari mutuel n'est plus le pari déclaré licite par la loi et son exploitation devient délictueuse, soumise à la sévère répression que nous connaissons.

Etudions séparément chacune de ces conditions.



§ 1. — La société de courses qui peut organiser le pari mutuel doit être une société autorisée.

Avant la loi du 2 juin 1891, aucune réglementation ne s'appliquait aux sociétés de courses : elles pouvaient se former librement, s'organiser sans formalités prescrites, sans autorisation préalable et l'administration n'exerçait sur elles aucun contrôle.

Les décrets ou arrêtés ministériels rendus à l'occasion des courses avaient presque exclusivement pour objet l'organisation technique (fonctionnement des épreuves, allocation des prix de courses), et dans aucun d'eux, l'on ne trouve de dispositions qui soumettaient à une surveillance quelconque les sociétés exploitant les hippodromes où les courses avaient lieu.

Cette situation, toute faite de liberté, n'était pas sans danger et elle donna lieu à bien des inconvénients qui furent très nettement signalés par le Ministre de l'Agriculture à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1891 :

« De nombreux champs de courses qui ne reçoivent pas de prix du gouvernement ont pu s'ouvrir et s'exploiter, sans approbation, ni contrôle de l'Administration supérieure. La plupart des sociétés qui exploitent ces hippodromes sont loin de consacrer exclusivement leurs ressources à l'œuvre d'intérêt général qui a servi de prétexte à leur création et les courses qu'elles organisent n'ont

aucune utilité réelle pour le perfectionnement de nos races de chevaux de trait et de guerre. »

Et le rapporteur de la loi, M. Riotteau, déclarait aussi : « A côté des sociétés fondées soit à Paris, soit en province, soit même dans la banlieue, dans le but exclusif d'améliorer la race chevaline et qui consacrent à cette œuvre l'intégralité de leurs ressources, sans profit personnel pour aucun de leurs membres, se sont constituées sous le nom de sociétés de courses de véritables entreprises industrielles. Quelques-unes de ces entreprises n'ont vu surtout dans les courses de chevaux qu'un genre de spectacle, d'autant plus fructueux à exploiter qu'à l'intérêt de la course s'ajoute l'attrait puissant du jeu.

« Nous ne nions pas qu'elles aient fait la part de l'élevage dans leurs bénéfices ; mais, si par ce côté elles sont utiles à la race chevaline, on peut contester les services que sont susceptibles de lui rendre les épreuves organisées sur leurs hippodromes.

« Il est trop évident que sur certains de ces hippodromes la course n'est souvent que le prétexte. Le nombre des réunions a pris des proportions considérables. »

C'est pour remédier à cet état de choses que, dans son exposé des motifs, M. le Ministre de l'Agriculture proposait : 1° de soumettre l'ouverture des champs de courses au régime de l'autorisation préalable ; 2° d'interdire aux sociétés fondées en vue de la création et de l'exploitation d'un champ de courses tout partage entre associés ou

toute attribution à des tiers de bénéfices ou de gains, sous quelque forme que ce soit.

En conformité de ces vœux, aux termes des deux premiers articles de la loi : « Aucun champ de courses ne peut être ouvert sans l'autorisation préalable du Ministre de l'Agriculture.

« Sont seules autorisées les courses de chevaux ayant pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline et organisées par des sociétés dont les statuts sociaux ont été approuvés par le Ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur des Haras. »

Il résulte de ces dispositions que les sociétés de courses ne peuvent fonctionner que sur autorisation ministérielle et après approbation de leurs statuts.

Elles s'interdisent en outre dans leurs statuts tout partage de bénéfices entre leurs membres, leurs ressources financières devant être affectées exclusivement à l'élevage ; par suite, en cas de dissolution ou à l'expiration de la société, l'actif disponible est attribué à l'élevage et versé à cet effet à une autre société de courses autorisée.

Afin que l'Administration puisse s'assurer que les sociétés ne s'écarteront pas du but prescrit par la loi et affectent à l'élevage la totalité de leurs ressources, afin d'établir sur leurs opérations financières un contrôle constant, l'article 3 de la loi de 1891 stipule que « le budget annuel et les comptes de toute société de courses sont soumis à l'approbation et au contrôle des Ministres de l'Agriculture et des Finances ».

Tel est le régime administratif de surveillance et de contrôle nettement déterminé auquel la loi du 2 juin 1891 a soumis le fonctionnement des sociétés de courses.

La loi n'a pas indiqué de sanction pour faire respecter les prescriptions qu'elle impose aux sociétés, mais il est de toute évidence que l'autorisation qui peut être refusée avant tout fonctionnement de la société de courses est essentiellement révocable et pourrait être rapportée, si la société ne se conformait point strictement aux conditions qui lui ont été imposée par l'Administration (1).

Le droit d'autorisation étant à la discrétion du ministre, la décision qui intervient sur la demande formée par une société de courses constitue un acte d'administration pure. Et par conséquent il ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Conseil d'Etat. Aucun droit n'est lésé : la simple faculté de demander l'autorisation conférée aux sociétés ne saurait constituer le droit de l'obtenir ; l'Administration n'a pas à justifier de son refus, n'étant tenue de respecter aucun droit résultant d'une obligation légale, réglementaire ou contractuelle, il lui suffit de répondre : *jure feci*.

Mais le ministre qui, malgré la prescription de l'article 2 de la loi, statuerait sur une demande en autorisation d'ouverture d'un champ de courses, sans avoir pris l'avis du Conseil supérieur des Haras, commettrait un excès de pouvoir, et dès lors, sa décision pourrait être attaquée par voie contentieuse.

(1) H. Lenoble, *op. cit.*, p. 146.

§ 2. — La société de courses déjà autorisée doit être pourvue d'une autorisation spéciale pour faire fonctionner le pari mutuel.

Les sociétés de courses autorisées, conformément aux prescriptions que nous venons d'étudier, qui voudront installer le pari mutuel, devront adresser à cet effet au Ministre de l'Agriculture une demande spéciale d'autorisation. Ces demandes devront être annuellement renouvelées.

Conformément aux dispositions des décrets du 7 juillet 1891, du 24 novembre 1896 et du 18 août 1903, rendus en exécution de la loi de 1891, les sociétés de courses doivent à leur demande spéciale d'autorisation joindre :

1° Un état des comptes en recettes et dépenses de l'exercice précédent ;

2° Leurs budgets pour l'exercice courant (budget sur ressources propres et budget du Pari mutuel) ;

3° Un relevé des dates de journées de courses prévues.

Après examen et approbation des pièces justificatives, le Ministre de l'Agriculture délivre des autorisations annuelles.

Au cours des débats parlementaires, on a beaucoup critiqué cette procédure et on a même soutenu que ce pouvoir donné au Ministre de l'Agriculture d'autoriser le fonctionnement du pari mutuel, c'est-à-dire de permettre une exploitation qui, en principe, est défendue et rigoureusement punie, devait être considéré comme un

bouleversement dans les principes du droit public. On a, à la tribune, énergiquement attaqué le fait que le gouvernement, ou plus exactement, un membre du gouvernement, un « simple ministre », pour employer l'expression de M. Béranger, puisse, par un acte signé par lui seul, conférer le droit de légal accomplissement d'une opération que la loi même d'une façon générale déclare délictueuse !

La seule atténuation qui ait été donnée à ce fait grave, étrangement exceptionnel de la reconnaissance légale des paris exploités publiquement, c'est la possibilité de révocation des autorisations accordées. Les autorisations annuelles peuvent être retirées en cours d'exercice, « soit pour cause d'inexécution des prescriptions de la loi du 2 juin 1891 ou des décrets et arrêtés pris en exécution de ladite loi, soit pour des raisons d'ordre public ».

Les autorisations délivrées par le ministre étant révocables, et en tout temps, l'Administration est armée pour faire immédiatement disparaître les abus qui pourraient se produire. Et les abus, elle est susceptible de les apercevoir et de les saisir d'une manière d'autant plus facile et nette que le contrôle de l'Etat devient de plus en plus serré.

Au point de vue financier, les sociétés de courses sont étroitement surveillées. Avant d'être adressés au Ministre de l'Agriculture, en vue de leur approbation, leurs comptes et budgets sont soumis au visa des agents du

ministère des finances (inspecteurs des finances ; trésorier-payeur général ou receveur des finances) qui se font présenter tous documents et pièces comptables (carnet à souche, registres, journal, pièces justificatives de recette et de dépense, montant de l'encaisse et valeurs de portefeuille) qui leur sont nécessaires pour exercer comme il convient un effectif contrôle.

Les agents du ministère des finances vérifient, en outre, sur les champs de courses les opérations du Pari mutuel.

Ces diverses vérifications font l'objet d'un rapport que les comptables adressent chaque année au ministère des finances. Tous ces rapports sont ensuite communiqués au ministère de l'agriculture.

Dans leur situation financière les sociétés de courses doivent très nettement distinguer : 1° leurs ressources propres ; 2° les produits résultant du fonctionnement du Pari mutuel. Il faut que la comptabilité qu'elle présente chaque année au Ministre de l'Agriculture et qui accompagne leur demande d'autorisation soit tenue d'après les bases fixées par le décret du 24 novembre 1896. La caractéristique de ce décret a été la division en deux comptabilités distinctes des opérations des sociétés de courses, selon qu'elles concernent la société proprement dite (cotisations des sociétaires, recettes aux entrées, intérêts de fonds disponibles, locations et fermages) ou le Pari mutuel.

Cette division n'a peut-être pas au fond une très

grande importance, puisque, aux termes de la loi toutes les ressources des sociétés, qu'elles s'appliquent au compte « Société » ou au compte « Pari mutuel », doivent avoir une destination unique : l'élevage.

Mais il est bien certain qu'au point de vue de la clarté des opérations budgétaires, on peut plus facilement suivre le mouvement des fonds en tenant compte de l'origine des subsides, plutôt qu'avec un compte et une caisse uniques : aussi le décret du 18 août 1905 a maintenu le principe des deux comptabilités prescrites en 1896 et il a même, toujours dans un but de clarté en même temps que de sincérité budgétaire, réduit chacune de ces deux comptabilités en deux grandes divisions comprenant le compte d'exploitation en recettes et en dépenses et le compte d'établissement en recettes et en dépenses également.

Les comptes de chaque exercice doivent être adressés par les sociétés de courses au Ministre de l'Agriculture dans le mois qui suit la clôture de l'exercice auquel se rapportent les comptes à soumettre à l'approbation des Ministres de l'Agriculture et des Finances.

Une commission spéciale siégeant au ministère de l'agriculture et composée de fonctionnaires de ce dernier ministère et de fonctionnaires désignés par le Ministre des Finances, a pour mission d'examiner sans retard les budgets des sociétés et de formuler en temps utile leurs observations et leurs avis de manière à ce que les deux ministres intéressés puissent, s'il y a lieu, approuver les

budgets avant la délivrance des autorisations réglementaires de fonctionnement. Le Ministre de l'Agriculture est autorisé à faire redresser d'office sur les livres des sociétés les comptes qui ont donné lieu à des observations justifiées non suivies d'effet.

Disons enfin, pour bien marquer l'accentuation dans la voie du contrôle de l'Etat, qu'il a été fixé un maximum aux réserves que les sociétés de courses peuvent se constituer et que, suivant une décision ministérielle appliquée depuis janvier 1903, le Ministre de l'Agriculture doit être avisé de la nomination des commissaires et qu'il peut désigner pour assister aux séances des sociétés un représentant de l'administration des Haras.



§ 3. — Le pari mutuel doit être établi sur les champs de courses exclusivement.

Les sociétés de courses ne pourront organiser le pari mutuel que sur leurs hippodromes.

Cette disposition a été édictée par le législateur dans le but de mettre fin aux abus graves, scandaleux qui se produisaient avant 1891.

Le pari étant seulement permis, autorisé sur le champ, de courses, la passion du jeu n'allait-elle pas trouver un obstacle dans le fait du déplacement obligatoire ?

Pour jouer, il faudrait aller aux courses ; et, espérait-on, cette nécessité de se transporter sur les lieux mêmes pouvait arrêter bien des personnes.

Voulant atteindre les trop nombreuses agences qui s'étaient fondées dans l'intérieur de Paris, et surtout voulant empêcher la réouverture de ces agences de commission qui recevaient les mises des parieurs et exerçaient fort malhonnêtement l'industrie d'intermédiaires, la loi du 2 juin 1891 est tout à fait formelle : après avoir, dans son article 4, visé, pour les frapper, les intermédiaires pour les paris et les dépositaires des enjeux, elle affirme encore, dans l'article suivant, son intention de ne tolérer le pari public que sur les hippodromes, en n'autorisant l'exploitation du pari mutuel que dans l'enceinte même, exclusivement.

Cette obligation pour le parieur de venir jouer en personne sur l'hippodrome a de plus, au point de vue finan-

cier, une avantageuse conséquence, celle d'augmenter le nombre des entrées, ce qui accroît les ressources des sociétés. Et plus celles-ci sont riches et plus elles peuvent distribuer en prix de courses et en allocations des sommes importantes pour le plus grand encouragement à l'élevage.

Enfin, cette prescription légale du seul établissement du pari mutuel sur le champ de courses permet un contrôle bien plus facile et bien plus efficace. Nous avons déjà dit que des inspecteurs délégués contrôlaient les opérations effectuées sur les hippodromes des sociétés et adressaient à l'Administration un rapport journalier, dans un rapport annuel résumant leurs observations : grâce à cette exploitation exclusive dans des endroits déterminés, la surveillance est effective.



§ 4. — Le pari mutuel est soumis à des prélèvements.

L'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ne prévoit le légitime fonctionnement du pari mutuel par la société de courses que moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage.

Un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture devait en déterminer la quotité. Ce décret a été en effet rendu le 7 juillet 1891, et d'après son article 3, sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout autre prélèvement il doit être prélevé 2 0/0 en faveur des œuvres locales de bienfaisance et 1 0/0 en faveur de l'élevage.

De plus, la loi de finances du 1^{er} avril 1903 dans son article 102, décide qu'il sera fait un prélèvement supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1 0/0 dont le produit sera affecté à subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau potable. Toutefois sur ce produit il sera prélevé une somme de cent mille francs au maximum, destinée à la caisse des recherches scientifiques organisée par la loi du 14 juillet 1901 pour être employée à l'étude des procédés pratiques d'épuration des eaux d'égout et des eaux résiduaires.

Voilà pour les prélèvements faits au profit de l'Etat. Les fonds recueillis en faveur des œuvres d'assistance sont centralisés à la Caisse des dépôts et consignations et inscrites à un chapitre intitulé : Produits du prélève-

ment effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance.

Quant aux sommes provenant du prélèvement fait au profit de l'élevage, elles sont centralisées et mentionnées dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé : Produits du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage, pour être rattachés au budget du ministère de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

Enfin, en ce qui concerne le prélèvement supplémentaire à fin de subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau, sa quotité exacte doit chaque année être fixée par le Ministre de l'Agriculture à qui il appartient, après avis conforme de la commission du pari mutuel, d'en déterminer par un arrêté le mode de répartition, en tenant compte des charges des communes, conformément à la loi du 20 juin 1885 sur les constructions scolaires.

Et la loi de finances du 1^{er} avril 1903, qui établit ce prélèvement, ajoute que les villes dont le centime additionnel représente une valeur supérieure à 1.000 francs ne pourront recevoir aucune subvention.

Les sommes provenant du prélèvement de 2 0/0 en faveur des œuvres de bienfaisance sont administrées et réparties par les soins d'une commission spéciale, nommée par arrêté du Ministre de l'Agriculture et ainsi composée :

Le Ministre de l'Agriculture, président ;

Le Ministre de l'Intérieur, président ;

Le vice-président du Conseil supérieur de l'Assistance publique, vice-président ;

Trois sénateurs ;

Trois députés ;

Le Directeur général de la comptabilité publique au ministère des finances ;

Le Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'Intérieur ;

Le Directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur ;

Le Directeur du contrôle des administrations financières, de l'inspection générale et de l'ordonnancement ;

Le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le Directeur des Haras ;

Un inspecteur des finances ;

Un avocat du barreau de Paris ;

Deux fonctionnaires du ministère de l'agriculture ;

Deux représentants de l'Assistance publique de Paris ;

Le chef de la division du secrétariat et de la comptabilité au ministère de l'agriculture, secrétaire général ;

Et deux secrétaires désignés, l'un par le Ministre de l'Agriculture et l'autre par le Ministre de l'Intérieur.

Dans son article 40, la loi de finances du 16 avril 1895 a décidé que « les fonds du pari mutuel consacrés aux œuvres d'assistance seront affectés jusqu'à concurrence du tiers à l'agrandissement et à la construction des hôpitaux nécessités par l'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite ».

Le paiement des fonds au profit des œuvres locales de bienfaisance est effectué, d'après les états de répartition produits à la Caisse des dépôts et consignations, par le président de la commission ou à son défaut par le vice-président.

L'arrêté d'autorisation de fonctionnement du pari mutuel que chaque année délivre le Ministre de l'Agriculture aux sociétés de courses, fixe la quotité des prélèvements que celles-ci peuvent faire sur les recettes brutes du pari mutuel pour frais d'administration.

Depuis 1891, tous les ans, les sociétés de courses de Paris ont été autorisées à prélever 4 0/0 du montant brut des paris ; ce taux a été fixé à 7 0/0 pour les sociétés de province, à l'exception de celle de Deauville, assimilée aux sociétés parisiennes.

Les sociétés de courses ne sont autorisées à faire ces prélèvements que pour s'indemniser des frais d'administration du pari mutuel. Qu'est-ce à dire ? D'après le rapport présenté au Président de la République par le Ministre de l'Agriculture, M. Méline, à propos du décret du 24 novembre 1896, il reste entendu que « les frais d'administration ne se composent pas seulement de dépenses annuelles du personnel et du matériel spéciales au pari mutuel, mais encore d'une partie de certains frais généraux dont l'accroissement est lié dans une certaine mesure à l'importance même du pari mutuel. C'est ainsi qu'il a paru légitime d'imputer à ce compte une part « des dépen-

ses qu'entraîne l'organisation des réunions de courses, tels que frais de loyers et de police ».

Si, après déduction des frais réels d'organisation et de surveillance, il reste des excédents, que doivent en faire les sociétés ? Elles doivent affecter ces reliquats exclusivement en encouragements à l'élevage.

Jusqu'en 1905, les sociétés **faisaient emploi** des ressources dont elles disposaient **sans** intervention de l'administration et il **faut reconnaître** que la seule préoccupation de notre **élevage** national leur dictait la manière d'utiliser les **excédents** provenant des dépenses d'administration du pari mutuel. Le décret du 18 août 1905 arrête que le gouvernement ne doit plus se borner à constater et à apprécier des faits acquis, il lui donne un contrôle en quelque sorte préventif, puisque le Ministre de l'Agriculture doit préalablement approuver la répartition des reliquats que le pari mutuel laisse aux sociétés.





CHAPITRE III

ÉTUDE CRITIQUE DE CETTE SITUATION :

LES CONSÉQUENCES DE LA LOI.

QUE PENSER D'UN ÉTAT BOOKMAKER ?

Le moment est venu de porter un jugement et d'apprécier la situation dans toute sa vérité ; elle est complexe : il y a des utilités qu'il ne faut pas nier, mais il y a aussi des responsabilités qu'on ne peut pas oublier !

Pourquoi a été votée la loi du 2 juin 1891 ? Parce qu'on voulait conserver, disait le rapporteur, « une institution éminemment utile à la richesse économique du pays et à la sécurité de sa défense ». Et des déclarations énergiques ont été apportées à la tribune tendant à démontrer, en se basant sur les résultats d'une expérience à deux reprises essayée, que les courses de chevaux ne peuvent pas vivre sans paris.

Cette donnée étant acquise, ce qu'il reste encore à prouver, c'est l'utilité des courses au point de vue de l'agriculture et de la défense nationale.

Cette utilité, a-t-on dit, est indiscutable et sa démon-

tration est faite par l'expérience, par le consentement universel, par les chiffres éloquentes de la statistique. « La prospérité de l'élevage est intimement liée à celle des courses. Ce sont les courses seules qui permettent d'apprécier les qualités de vitesse, d'énergie, de résistance qui font les bons reproducteurs. Ce sont les courses qui ont permis d'améliorer la race chevaline. »

C'est en ces termes que s'exprimait au Sénat M. Develle, Ministre de l'Agriculture, défendant son projet de loi.

Cette question de l'utilité des courses vis-à-vis de l'agriculture et de l'armée est une question d'ordre technique dont l'examen réclame des connaissances spéciales et une compétence agricole et militaire que nous n'avons pas la prétention de posséder.

Néanmoins, elle est d'une importance telle, pour la discussion du sujet que nous traitons, que nous ne pouvons vraiment pas la passer sous silence.

Puisque, de l'avis même des défenseurs de la loi du 2 juin 1891, le pari est apparu comme un mal certain mais nécessaire, parce qu'il est la vie même des courses, lesquelles constituent à leur tour la vie de l'élevage, le bien fondé de cette dernière proposition est indispensable à montrer pour la validité du raisonnement, dont on s'est servi pour innocenter ce qui était essentiellement mauvais et pour reconnaître légal ce qui doit être considéré comme illicite et délictueux.

Pour apprécier les courses au point de vue de leur uti-

lité et des services qu'elles ont rendus et peuvent rendre à la cause chevaline, nous rappellerons les façons de voir et de juger de ceux qui pouvaient parler avec quelque autorité.

Nous n'insisterons pas sur certaines critiques peu fondées auxquelles la réponse est par trop facile.

C'est ainsi que certains adversaires des courses les accusent de ne servir pour le pur sang qu'à amincir la race.

Comme le dit M. Edmond Henry, il n'est pas malaisé de faire justice de ce reproche de maigreur adressé aux chevaux entraînés en prouvant aux détracteurs du pur sang que « les proportions essentielles des animaux de race pure, bien conformés, sont plus développées souvent que celles des chevaux de demi-sang » (1).

Et M. Henry ajoutait : « Quelques semaines après qu'un cheval est retiré de l'entraînement, je me chargerais de le mettre à côté d'un cheval de demi-sang et, au point de vue du volume, de faire prendre l'un pour l'autre à bien des adversaires de l'institution des courses. »

Pas très fondée non plus l'assertion que ce n'est pas en faisant courir des chevaux sur des hippodromes qu'on peut les améliorer.

Pour exprimer une semblable idée il faut être absolument ignorant du principe des courses. On ne fait pas courir les chevaux pour les améliorer, mais bien

(1) M. Edmond Henry, *Les courses. Leur utilité au point de vue de l'agriculture et de l'armée*. Caen, 1884, p. 13.

pour connaître leurs qualités et pour opérer une sélection, lorsque les meilleurs, après avoir résisté à un entraînement sérieux, se sont révélés par une série de succès. « Ce sont ceux-là, étalons ou juments, qui deviennent des reproducteurs d'autant plus précieux que les qualités de vitesse et de résistance se transmettent comme les qualités de forme. Les courses ne sont pas autre chose qu'une constatation (1). »

Pour en finir avec les arguments pas très sérieux et à allure quelque peu fantaisiste, signalons cette théorie pittoresquement exprimée à la tribune du Sénat, lors des débats parlementaires : « Soutenir que le pur sang d'hippodrome est seul capable de faire des chevaux de guerre, c'est à peu près comme si l'on affirmait que dans notre espèce les danseurs de profession et les acrobates sont les seuls à même d'engendrer des soldats. Et encore le danseur ne pousse jamais l'exercice de sa profession jusqu'à un excès qui altère sa santé et fasse de lui un vieillard avant l'âge, tandis que le cheval de turf, souvent après une seule course, mais généralement avant d'arriver à l'âge adulte est taré, usé au point de n'être plus qu'une ruine (2). »

Et à ce propos, un auteur, dont le langage violent ne peut être comparé à l'aimable ironie du sénateur précité, se demande « quel produit peut-on attendre d'un étalon qui lorsqu'il était à peine formé (à 18 mois) était à l'en-

(1) Ed. Henry, *op. cit.*, p. 13.

(2) M. Darbot. Sénat. Séance du 29 mai 1891.

trainement, n'ayant d'autre allure que le galop et à deux ans se trouvant dans l'obligation de gagner son avoine sur les hippodromes. De là ces chevaux au poitrail étique, efflanqué, vous faisant 3 kilomètres en 4 minutes, mais c'est tout, et il ne faudrait pas leur demander 500 mètres de plus, ils tomberaient exténués » (1).

Allant plus loin et partant de ce principe, reconnu, dit-il, par les hippologistes les plus distingués et par toutes les personnalités s'occupant de la question chevaline, qu'un cheval n'est fait et n'a acquis toutes ses forces qu'à l'âge de cinq ans, notre même auteur conclut que « il y a donc mauvais traitement en entraînant un cheval à 18 mois pour le faire tuer à deux ans sur nos hippodromes et que par le fait même les courses de chevaux tombent sous l'application de la loi du 2 juillet 1850 (loi Grammont) » (2).

Et il en arrive à donner des courses cette définition originale : « une duperie où le malheureux public est le pigeon et le cheval le martyr ».

L'exagération même de ces propos nous dispense de commentaire.

Et recherchons plutôt des témoignages solides et apportons des appréciations qui vailent la peine d'être prises au sérieux.

(1) Toulouse (C.), *Les courses de chevaux. Commentaire pour l'utilité de leur suppression pour l'amélioration de la race chevaline*. Troyes, 1893.

(2) Toulouse (C.), *op. cit.*

Au Sénat, M. le général Deffis affirmait : « les chevaux de pur sang ont fait la preuve d'une résistance qu'aucune autre race n'a jamais faite » et il ajoutait que l'amélioration chevaline ne pouvait être obtenue que par infusion de sang pur. Tous les hommes de cheval sont unanimes à reconnaître les services rendus par les étalons de race pure. « Seuls les croisements répétés avec le pur sang pourront donner aux chevaux de remonte le fonds qui leur est indispensable. En ce qui concerne la cavalerie on cherche à avoir des chevaux de première force, très résistants, et pouvant supporter les plus grandes fatigues : c'est du pur sang seul que viennent de pareils animaux. » Le gouvernement le sait si bien que, chaque année, il en fait acheter un certain nombre pour ses haras, mais il laisse aux particuliers le soin de les produire.

Or, comme l'a écrit le duc de Beaufort, « l'élevage du pur sang est un luxe très dispendieux et, pour inciter les éleveurs à produire ces animaux nécessaires, il faut leur donner des encouragements substantiels et aussi provoquer leur émulation » (1).

Et le baron de Vaux, rappelant que la production du pur sang entraîne beaucoup de risque et de grands frais, a dit : « elle ne peut se soutenir, même dans les mains les plus habiles, qu'à certaines conditions. Il faut que le propriétaire soit de bonne heure fixé sur la qualité de ses élèves, qu'il puisse les classer et les préparer selon leur

(1) Duc de Beaufort. Préface à l'ouvrage de M. de Touchstone : *Les courses en France et à l'étranger*.

valeur et leurs chances, éliminer d'un entraînement dispendieux un cheval sans avenir, concentrer, au contraire, tous ses soins, toute sa sollicitude sur le sujet qui doit le dédommager plus tard de tous ses sacrifices (1). »

Et les courses sont le moyen de compenser, en partie au moins, les frais énormes que les propriétaires ont à supporter en même temps qu'elles permettent d'opérer la sélection indispensable.

L'institution des courses, d'après le baron de Vaux, « appliquée au cheval pur sang, mesure impartialement sa valeur ; elle est la pierre de touche qui en marque le titre ; sans elle on ignore ce que le cheval vaut... Lorsqu'elle est bien entendue, scientifiquement réglée, l'institution est inattaquable : on l'a de tout temps et en tout pays, admise comme une nécessité de tout premier ordre ».

Et cet auteur, dont la compétence en matière chevaline est indiscutée, après avoir eu soin de limiter son jugement aux seules épreuves sérieuses et sous réserve de l'exclusion de l'hippodrome de tout individu qui n'a pas les qualités que l'on doit toujours exiger d'un reproducteur, exprimait et résumait son sentiment, en affirmant que l'existence de notre race supérieure de chevaux dépendait de la conservation du plaisir des courses ; « c'est là que les qualités qu'on suppose au cheval de pur sang brillent, se confirment ou s'épanouissent.

Il faut les doter de prix importants afin de permettre à

(1) Baron de Vaux. *L'Élevage du pur sang en France*. V. n° 16 novembre 1906. « *La vie sportive et Mondaine* ».

l'éleveur de rentrer dans ses débours, ce qui l'incitera toujours à faire de nouveaux sacrifices, à tenter de nouveaux essais et à accroître le chiffre de ses poulinières pour augmenter les chances qu'il peut avoir de posséder un bon cheval et, partant le plus souvent, un bon reproducteur. »

Ainsi donc, il résulte des appréciations de tous les hommes de cheval qui s'intéressent à la race chevaline et à son amélioration, que les courses sont en principe une institution salubre et qu'il la faut conserver.

Devant ces affirmations, nous voulons bien nous incliner et cette reconnaissance d'utilité est le meilleur garant de notre impartialité dans la question : si avec quelques auteurs nous avons combattu l'efficacité des courses de chevaux au point de vue de l'élevage, notre tâche aurait été bien simplifiée.

Allégés du souci de l'intérêt général, nous aurions pu librement aller jusqu'au bout de nos idées et, au nom des grands principes de la morale, flétrir avec une sévérité sans limite les honteuses spéculations et les paris insensés qui se pratiquent sur les champs de courses et qui se pratiqueront tant que des chevaux courront sur nos hippodromes.

Encore une fois nous le répétons, ce sont toujours les mêmes affirmations implacablement logiques, auxquelles nous nous heurtons : pas de courses sans paris, parce que sans paris pas de public ; or pas de public pas d'argent et sans argent que faire ? Comment encourager l'élevage dispendieux du cheval pur sang ?

Et cet encouragement est absolument indispensable. M. de Touchstone a même dit qu'il était de toute justice : après avoir rappelé les mises de fonds considérables que nécessite cet élevage, il écrivait : « Quand un propriétaire consent à supporter des dépenses de cette importance, quand il consacre son intelligence, son temps, sa fortune à une œuvre aussi utile dont il ne peut attendre aucun bénéfice réel, il est équitable qu'il trouve dans les courses un moyen de compenser les sacrifices qu'il s'est imposés dans un but d'intérêt général » (1). Si les courses ne lui donnaient pas le moyen de couvrir au moins en partie les frais énormes à sa charge, il faudrait que l'Etat serve des subventions et de fortes subventions qui remplaceraient les prix et les encouragements que les sociétés de courses peuvent distribuer grâce à la faveur du public pour ce genre de sport ou plus exactement pour les plaisirs d'essence variée, mais pas toujours très pure, qui l'accompagnent. Mais notre situation budgétaire ne permet certainement pas cette solution ; ce n'est pas dans l'état actuel de nos finances qu'il faut songer introduire ce nouveau chapitre de dépenses : l'addition à payer serait vraiment trop élevée.

Il faut donc en arriver à vouloir conserver les courses ; c'est dans ce but qu'a été votée la loi du 2 juin 1891, il fallait sauver l'institution dont l'existence était très me-

(1) Touchstone, *Les courses en France et à l'étranger*, t. I, 1894, p. XXI.

née par les mesures rigoureuses prises par M. Constans.

Est-ce à dire pour cela que notre législateur a fait œuvre utile et bonne ?

Ceci est une autre question : il a reconnu que les courses rendaient des services certains au point de vue de l'élevage ; c'est bien ; il est parti de ce principe, malheureusement trop vrai, que les courses ne pouvaient vivre sans paris, et il le devait pour agir sans hypocrisie ; mais, lorsqu'il a accordé une reconnaissance légale au pari mutuel, lorsqu'après avoir banni des hippodromes tous les paris, quels qu'ils soient, sauf lui, il a consenti à le protéger, à en garantir l'exploitation, lorsqu'enfin il a fait de l'Etat le bénéficiaire de cette honteuse industrie, il a accompli une besogne que nous n'hésitons pas à qualifier de malpropre et pour laquelle la critique peut être énergiquement violente.

Comment ! après avoir très nettement exposé, en les déplorant, les ravages moraux des spéculations et des jeux occasionnés par les courses, après avoir déclaré qu'il fallait de toute nécessité pour le bon ordre public faire cesser ces malhonnêtes opérations qui se pratiquaient trop impunément sur les hippodromes et surtout au dehors, par intermédiaires louches et agences malsaines, nos parlementaires se sont décidés à admettre la légitimité, la légalité d'un genre déterminé de pari, et ils ont réservé l'indulgence à la combinaison la plus aveugle, la plus antisportive au dire de tous les gens compé-

tents, au pari mutuel qui est, suivant l'expression très spirituelle d'un député, « un repris de justice », un condamné de la correctionnelle parce qu'il a été jugé assimilable à un jeu de hasard, à une véritable loterie !

Cette solution est tellement monstrueuse, tellement contraire à tout ce qu'on pouvait attendre, étant donnée surtout la pudibonde attitude prise par la Chambre bien peu avant le vote de cette déplorable loi, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire, qu'il nous faut reproduire rapidement, mais fidèlement les débats du Parlement en la circonstance.

Pourquoi a-t-il adopté ce système profondément vilain au point de vue de la morale et de l'économie sociale et souverainement antipathique à tous ceux qui s'occupent avec un peu de sérieux de la question hippique.

En proposant à nos représentants d'admettre la régularité des opérations du Mutuel, dans son exposé des motifs, le rapporteur semble s'excuser de cette reconnaissance, de cette tolérance légale qu'il réclame en sa faveur. On doit le subir ce désagréable pari parce que sans lui plus de courses et cela il ne le faut pas.

Que penser d'un mal que l'on subit en en profitant copieusement !

Et pourquoi lui, pourquoi ce procédé plutôt que les autres ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer ce régime d'exception en si parfaite opposition avec la sévérité draconienne en principe à laquelle sont soumises toutes les autres formes de pari ?

C'est que, a-t-on dit, le pari mutuel est de tous le moins dangereux, parce que, dans son fonctionnement même, il exclut l'ingérence de tout intermédiaire personnellement intéressé.

Le Ministre de l'Agriculture définissait le pari mutuel « celui qui est organisé par les sociétés de courses, d'une façon absolument désintéressée, par des sociétés qui n'ont pas intérêt à provoquer, à solliciter le pari, qui se bornent à servir d'une façon en quelque sorte passive et mécanique, recevant les enjeux et distribuant aux gagnants l'ensemble des mises ».

Cette définition, bien faite pour innocenter le pari mutuel, est digne de quelques commentaires.

Peut-on être sincère en affirmant que tout se passe sans provocation, sans sollicitation.

Quiconque est allé aux courses ne peut en revenir qu'avec des appréciations diamétralement autres. Précisément, ce qui choque d'une façon particulière dans l'organisation actuelle du jeu sur les hippodromes, c'est l'appareil extérieur, c'est le caractère cyniquement visible du mécanisme qui peut faire et fait tant de victimes. Sans provocation, disait le Ministre de l'Agriculture, mais les enseignes s'évalent attirantes, fascinantes.

Et qu'aperçoit-on dans ces enseignes, qu'est-ce qui se balance au-dessus de ces véritables boutiques de foire organisées sur les champs de courses ? Le drapeau national lui-même et c'est ce qui faisait dire avec quelque violence, mais pleine de vérité, à un publiciste d'une plume

acerbe : « d'une honteuse industrie on a fait une institution publique ! jamais gouvernement poussa-t-il l'infamie jusqu'à pervertir lui-même les masses ? »

Sans sollicitation, osait dire M. le Ministre de l'Agriculture, mais on ne peut pas faire un pas dans l'enceinte sans rencontrer des centaines de baraques qui forcent malgré soi l'attention, attirent inévitablement les jeunes



Les guichets du pari mutuel (phot. Géniaux).

gens « prédisposés par la faiblesse et les entraînements de l'âge à apporter leur obole ». La sollicitation est effrénée et nous dirons même qu'elle est d'autant plus dangereuse qu'elle revêt un caractère officiel.

Toutes ces boutiques avec le drapeau national, la certitude que les opérations sont contrôlées par les pouvoirs publics et qu'elles sont faites sous la surveillance de l'autorité administrative, tout cela est bien fait pour dé-

cider les hésitants. Ce qui est légal apparaît légitime : « je ne dois pas commettre une mauvaise action en jouant, peut se dire le parieur à l'âme simple, puisque je joue avec l'autorisation de la loi à l'aide d'un procédé officiellement approuvé. En tout cas je ne serai pas victime d'escroquerie : la force publique me protège, j'ai la garantie du gouvernement ! » Et rassuré le joueur perplexe ose risquer ses cinq francs.... et puis probablement bien d'autres encore après.

On voulait à tout prix supprimer le parieur professionnel, le bookmaker, cet agent corrupteur, provocateur : on l'a en effet, au moins en droit, fait disparaître des hippodromes, mais qu'a-t-on organisé à sa place sur ces mêmes champs de courses ? Un scandaleux étalage du jeu avec une publicité énorme !

M. de Lamarzelle le déclarait à la tribune dans sa sévère critique du projet de loi : « en légalisant le pari mutuel, l'Etat organise la provocation publique au jeu, c'est-à-dire au vice, de la façon la plus prodigieuse. » La peste (car c'en est une) avec sa lamentable force de contamination a obtenu du gouvernement un permis de circulation !

Les bookmakers, on a voulu les écraser, mais on a, en même temps par la même loi, transformé les sociétés de courses en de véritables sociétés de jeu.

Notre législation punit l'exploitation du jeu, le fait de tenir une maison de jeu est délictueux, mais par une disposition d'une faveur inouïe les sociétés de courses

peuvent faire fonctionner le pari mutuel sous le contrôle des pouvoirs officiels.

Elles le font fonctionner, mais, a-t-il été dit, cette exploitation est tout à fait désintéressée.

Les sociétés de courses reçoivent l'argent pour le distribuer : leur rôle est passif et mécanique. Cette affirmation vaut la peine d'être examinée de près.

On a soutenu que le pari mutuel était pratiqué sans but intéressé, sans bénéfices, en un mot sans exploitation lucrative ? Mais alors quelle signification convient-il de donner aux prélèvements qui sont effectués sur le chiffre d'affaires ?

M. le Ministre de l'Agriculture disait que le Mutuel recevait les enjeux et répartissait entre les gagnants l'ensemble des mises. Sans doute, mais pas dans leur intégralité.

Elles sont soumises à des prélèvements qui ne sont pas négligeables puisqu'ils sont de 8 0/0 sur les hippodromes parisiens. Nous savons à quoi ils sont destinés, nous avons dit qui les touchait.

D'abord les sociétés de courses sont autorisées à percevoir 4 0/0 sur le montant des paris pour s'indemniser des frais d'exploitation : si ce 4 0/0 donne un reliquat, c'est-à-dire s'il fournit des sommes supérieures à celles nécessaires pour le personnel et le matériel, ce reliquat doit obligatoirement et exclusivement être affecté en encouragement à l'élevage. Par conséquent, jusque dans une certaine mesure, on peut dire que de la part des so-

ciétés il y a exploitation sans profit direct. Mais le caractère des prélèvements change quand on envisage la part qui revient à l'Etat. L'Etat touche 4 0/0, lui qui ne gère pas.

Nous tenons à insister sur cette idée, parce que les partisans de cette organisation aimaient à dire que la part serait gérée mais non exploitée. Cette affirmation est fausse du moment que, en dehors des parieurs gagnants, il y a d'autres personnes qui profitent du pari mutuel. S'il n'y avait que le tant pour cent prélevé par les sociétés on pourrait n'y voir qu'une indemnité de gestion, sans être autorisé à parler de lucre. Mais on ne peut plus en dire autant pour ce qui concerne le tant pour cent au profit de l'Etat.

Celui-ci n'a aucun frais, ne débourse rien et touche tout de même. Il ne consent aux sociétés de courses l'exploitation du pari mutuel qu'à cette condition ; il est donc très intéressé au bon rendement de l'entreprise, puisque plus on aura parié et plus sera grande la part qui lui revient.

Si l'on est sincère, on sera bien obligé de reconnaître avec nous que l'Etat spécule sur cette affreuse passion du jeu, il en profite comme en profitaient avant lui les bookmakers.

On a beaucoup flétri ces industriels ; au point de vue mondain et social, ils sont considérés avec un certain mépris : on trouve, et avec quelque raison, qu'ils gagnent de l'argent en profitant des mauvais penchants

humains, en exploitant cet effrayant besoin de surprise et hasard que chacun de nous éprouve d'une façon plus ou moins intense, plus ou moins irrésistible suivant les tempéraments et les caractères, en un mot, en favorisant le vice, en donnant aliment à la hideuse folie du jeu. Voilà ce que l'on reprochait surtout aux bookmakers, voilà pourquoi on réclamait dans les milieux moraux et soucieux du bien-être public, compromis trop facilement par des exploitations éhontées, la suppression de ces louches spéculateurs et voilà pourquoi les pouvoirs publics, par voie législative, les ont nettement atteints et sévèrement menacés, s'il leur prenait fantaisie de reparaitre et de reprendre leurs opérations.

Mais ces mêmes pouvoirs publics qui ne voulaient plus que le pari fût exploité, qu'on spéculât et qu'on gagnât de l'argent au préjudice du public entraîné à jouer, admettaient par la même voie législative que les sociétés de courses pourraient organiser le pari, dont les bénéfices iraient à l'Etat.

Les bookmakers étaient des êtres méprisables en empochant l'argent des joueurs, il n'y en aura plus et l'Etat, qui leur donne le coup de la mort, dans un but de moralité, consent à prendre leur succession et à accepter de gagner ce qu'ils gagnaient c'est-à-dire consent à tirer des bénéfices de la passion du jeu.

Voilà en quel sens on peut traiter l'Etat de bookmaker.

Sans doute le terme n'est pas juridiquement exact :

l'Etat dans l'état actuel des choses n'est pas donneur, ne fait pas de livre, mais, comme le bookmaker il spéculé sur le vice des hommes, comme lui, il accepte les enjeux des malheureux parieurs et il est même pire qu'un bookmaker, car il gagne toujours : quoi qu'il arrive, quel que soit le cheval qui arrive le premier au poteau, il est sûr de son affaire, il fait à jet continu et malgré tous événements, le vide dans la poche du parieur.

Le bookmaker risque, il est partie dans le pari. L'Etat accepte par l'intermédiaire des sociétés de courses tout ce qu'on veut lui donner et il commence par prendre ce qui lui revient.

Son attitude en l'espèce est donc, si possible, plus basse au point de vue moral que celle des bookmakers. Ceux-ci rendaient parfois leurs gains à leurs clients, parce qu'ils perdaient quelquefois ; ils avaient leurs mauvais jours. Le pari mutuel ne rend rien des millions qu'il prend.

C'est en raison de cette attitude honteuse du gouvernement d'un grand pays comme la France qui accepte de tirer des ressources du vice et du mal qu'il exploite à son profit comme un vulgaire bookmaker que nous avons cru pouvoir, avec une grande vérité morale sous une expression peut-être un peu fausse au point de vue juridique, parler de l'Etat-bookmaker.

Donnons quelques chiffres qui édifieront sur l'intensité du mal et sur sa force productive au point de vue fiscal. Pour l'année 1904, le montant des sommes enga-

gées au pari mutuel s'élève à 249.298.980 francs qui laisse nettement à l'Etat (prélèvement de 4 0/0) 9.971.959 francs de bénéfices. En 1905, le chiffre d'affaires du mutuel a été de 261.639.500 francs, sur lesquels ont été prélevés, au profit de l'Etat, 10.465.580 francs ! Et dire que les sociétés de courses opèrent un prélèvement égal (et même plus fort puisque, s'il est de 4 0/0 pour les sociétés parisiennes, en province il atteint 7 0/0) : ainsi donc, pour la seule année dernière le prélèvement sur le mutuel a été de plus de vingt millions ! On est autorisé à déclarer qu'il constitue pour les parieurs une cagnotte ruineuse ! Et à ce propos, M. Louis Baume, dans son intéressant livre *Autour des Courses* a fort bien écrit :

« On se demande où passe l'argent aux courses quand on entend les plaintes unanimes des joueurs : tous perdent. Qui donc a profité de ces millions disparus ? C'est la cagnotte.

« Il y a des parties de baccarat qui finissent faute de combattants. Autour du tapis vert éclairé de la façon la plus blafarde par les dernières lampes qui luttent avec le jour naissant, s'infiltrant dans les interstices des rideaux et des tentures, trois ou quatre pontes verdâtres poussent machinalement leurs derniers écus vers un banquier qui répète d'une voix morne : « faites vos jeux ». Les petites banques succèdent aux petites banques et le numéraire, lorsqu'on ne se sert pas de jetons, va toujours en diminuant parce qu'à chaque partie la cagnotte fait son prélèvement.

« A la fin les joueurs ne peuvent même plus se prêter entre eux l'argent nécessaire pour faire aller le jeu et quelqu'un s'écrie ; « Ah ça ! mais il n'est pas possible que tout le monde perde ! Moi je perds tant, vous tant.,, vous tant, moi, c'est bien simple, j'avais tant tout à l'heure !... » Et une voix raisonnable et lassée l'interrompt : « Vous oubliez la cagnotte. »

En effet c'est la cagnotte qui a tout pris par petits prélèvements, toutes les cinq minutes.

Ce qui se passe à la partie des décavés dans un petit cercle de province est l'image exacte de ce qui arrive sur la pelouse des champs de courses avec le pari mutuel.

Il est aisé de comprendre qu'étant donnée une somme fixe dans la poche d'un joueur, elle doit fatalement passer dans la caisse des prélèvements du mutuel.

Une mise disparaît en deux réunions à raison de 80/0 par course et de six courses par réunion ; elle est même plus qu'engloutie, cela fait 8×12 , soit 106 0/0 de mise prélevée en deux jours. Quel capital peut résister à un taux pareil ! Un système qui aboutit à de semblables résultats ne peut qu'être sévèrement apprécié.

Ces constatations mettent à nu les vices d'organisation du procédé : puissent-elles dessiller les yeux du public et lui faire toucher du doigt le côté ruineux pour lui du mécanisme du mutuel, garanti par le gouvernement et officiellement recommandé !

Mais, peut-on nous dire, ce n'est pas pour lui que l'État touche ces millions ; il les extrait du public des

joueurs pour les consacrer à l'élevage, à l'hygiène et surtout à des œuvres de bienfaisance. C'est peut-être le moment de dire, avec l'auteur de *La fin du monde*, que l'on abrite toujours derrière le pauvre les combinaisons inavouables, les loteries de charité, les bals ultra-décolletés, les ventes où les grandes dames se compromettent, les fêtes où les commissaires *font la fête* et laissent des déficits.

Le pauvre, déjà chargé de tant de fautes, a encore été rendu responsable du pari aux courses : c'est le pauvre qu'on a mis en avant pour autoriser cette loterie nouvelle, cette cagnotte officielle. Le Ministre de l'Intérieur s'était servi de lui pour permettre l'exploitation du pari mutuel en 1887 et en 1891 le législateur l'a également invoqué, et c'est en s'appuyant sur des considérations de charité et d'élevage que nos moralistes officiels ont cru avoir trouvé la grande excuse à leur œuvre d'une bien plus grande immoralité.

Soutenir que l'exploitation du pari mutuel est désintéressée de la part de l'Etat, parce qu'il ne profite qu'à des œuvres de bienfaisance et à l'élevage est peut-être bien hardi. Car enfin qu'est-ce que l'assistance publique, sinon un service d'Etat !

Est-ce que de toute première nécessité l'Etat ne doit pas encourager l'élevage ? Par conséquent doter l'élevage d'une partie du produit du mutuel, c'est faire encore tourner l'institution au bénéfice de l'Etat. Le rapporteur d'ailleurs lui-même le déclarait très nettement :

« Si vous abolissiez le jeu, il faudrait voter 6 millions de plus au budget pour l'élevage. Nous ne voulons pas les voter, c'est pourquoi nous les demandons au jeu. »

On ne peut pas plus franchement affirmer le côté lucratif de l'entreprise !

Dans ces conditions il reste bien entendu, n'est-il pas vrai, que, en dernière analyse, c'est le budget de l'Etat qui profite ainsi du pari mutuel. Aussi ce dernier, avec assez de justesse, a été appelé le jeu d'Etat ! Et cette appellation est pleine d'exactitude, non seulement parce que le profit de ce jeu revient à l'Etat, mais encore parce que, tant pour l'établissement que dans le fonctionnement du système et à l'occasion de la répartition des fonds, on se trouve en face tout le temps et partout de l'ingérence des pouvoirs publics.

Ce jeu d'Etat est tout d'abord sanctionné par une loi ; puis sa comptabilité est soumise au contrôle des agents du fisc, des inspecteurs des finances ; et chaque année, à époque fixe, il faut faire la distribution et pour ce, réunion de commission. Et c'est à ce propos que M. de Lamarzelle disait avec une ironie mordante : « La Chambre se réunit gravement pour nommer un membre chargé de la représenter dans la commission du pari mutuel. Le Sénat fait comme elle et le Conseil d'Etat aussi. Tous les grands corps d'Etat y passent, tous les grands corps de l'Etat mettent périodiquement la main à cette besogne » !

Si l'on veut bien accepter la thèse qui consiste à re-

connaître que le pari sur les courses est un mal incurable et que c'est pour le purifier que l'Etat l'a pris sous sa protection, il est bien permis de constater aussi qu'en agissant ainsi, il n'a vraiment pas eu de chance.

Du reste, il a été souvent remarqué que les moralisateurs officiels n'avaient généralement pas de chance. Si l'on veut s'amuser à passer en revue les différentes circonstances dans lesquelles les pouvoirs publics ont cru devoir intervenir dans un but de moralité, d'hygiène, de conservation sociale, on finira par admettre et par répéter le langage de M. Louis Baume, qui est celui-ci : « Pour combattre l'ivrognerie on n'a rien trouvé de mieux que de surélever les droits sur l'alcool et on est arrivé à l'empoisonnement des classes pauvres. L'impôt monte et en raison inverse la qualité des boissons descend. L'Etat a remplacé le cabaret classique par l'Assommoir.

Pour endiguer la prostitution, l'Etat lui donne son estampille et couvre de sa haute protection les lupanars. Les agents des mœurs sont souvent recrutés parmi les pires souteneurs.

Enfin pour combattre la passion du jeu on autorise une multitude de cercles et de casinos où les scandales se succèdent, sans autre sanction que de fortes redevances.

Quant au jeu sur les courses, en lui donnant la réglementation officielle, on a aggravé les ravages qu'il faisait ».

Ici, en effet, en particulier, l'attitude des moralisateurs

officiels est inexplicable, si l'on admet que la réglementation par eux proposée avait pour but l'atténuation d'un mal nécessaire.

C'est un singulier moyen de purifier un mal que d'en partager les bénéfices ! Que conclure ? Nous laissons au lecteur le soin d'apprécier.

Il y a un fait certain, trop certain malheureusement, c'est que la loi de 1891 a eu pour conséquence non pas d'amoindrir la passion du jeu, mais au contraire de lui donner une ardeur plus violente. Les joueurs ne se sont guère assagis et ils sont devenus beaucoup plus nombreux. Et cet accroissement du nombre s'explique par les conditions nouvelles dans lesquelles est exploité le pari aux courses. Le pari mutuel plaît à la foule précisément à cause de son imperfection, de ses plus grands défauts.

Voici pourquoi. Tandis que les vrais joueurs, les forts parieurs, les sportsmen véritables qui ont sur les chevaux concurrents des données sérieuses dédaignent le pari mutuel et le considèrent avec mépris comme un truc, une loterie, un jeu de hasard à cause de l'incertitude où il laisse le joueur sur le résultat qu'il peut donner, les parieurs modestes, les ouvriers et les employés surtout, ceux qui recherchent le gain rapide et gros que le travail donne avec tant de parcimonie et de lenteur, sont très tentés, très attirés, très fascinés par l'aléa qui accompagne toujours le pari mutuel.

Quand on donne sa mise au guichet, non seulement on

ne sait pas si on aura la chance de gagner, mais même on ne peut pas savoir ce que sera le gain, si l'on gagne.

En réalité, on joue deux fois : on joue pour gagner et pour beaucoup gagner ; on a double émotion : on espère que le cheval pris arrivera le premier au poteau et lorsque on a eu cette chance, lorsque, après la course, qui a été suivie avec anxiété, peut-être avec de l'angoisse, on a eu la satisfaction, le plaisir, le bonheur de voir arriver *son* cheval, on est encore dans l'agitation : on a gagné, c'est bien, mais combien ? Et on attend avec une fiévreuse impatience l'affichage des résultats de la répartition.

La cote était peu parlante aux petits parieurs ; elle les laissait assez froids. Avec la cote on sait bien qu'avec 5 francs à 6/1 on ne gagnera jamais que 30 francs. Tandis qu'au mutuel on peut avoir des rapports tout autres. Ces rapports sont chaque jour relatés dans les feuilles publiques. Certaines fois, elles sont rares mais elles se sont effectivement présentées, le mutuel a rapporté jusqu'à 2.500 francs pour cent sous, parce qu'il n'y avait qu'une mise ou deux sur le vainqueur.

Quand le malheureux ouvrier, le modeste petit employé lit dans son journal un pareil rendement, il en est obsédé, il y pense avec envie, il voit toujours ces chiffres en songe, il veut, lui aussi, obtenir une pareille fortune et il s'en va aux courses. Ah ! les chroniqueurs sportifs qui portent à la connaissance du public les résultats du pari mutuel ont une bien grave responsabilité.

Que de têtes ils ont tourné ! Que de malheurs ils ont

peut-être préparés par le réveil d'une passion néfaste ! Il est vrai que si l'on veut établir les responsabilités, ce n'est pas à eux qu'il faut s'arrêter, car enfin ce qu'ils écrivent ils le constatent, c'est leur métier, ils sont chargés des informations. Ce qui est regrettable, c'est qu'ils puissent faire de semblables constatations, qu'ils puissent donner de tels détails sur une pareille institution !



« Pelousards » consultant les pronostics de la presse.

(Phot. Géniaux.)

Oui, le pari mutuel par son mécanisme même est bien fait pour attirer le peuple, le monde des travailleurs et des petits épargnistes imprévoyants. Tous ceux qui ont quelque argent en voudraient davantage, et surtout lorsque l'on espère qu'avec un chiffre donné on peut en obtenir un bien plus considérable, on risque l'affaire. Pourquoi spéculer-t-on en Bourse ? Parce que l'on désire

faire fructifier ses capitaux, parce qu'on désire augmenter sa fortune.

Les petits, les humbles, les modestes, ceux qui vivent au jour le jour et ne peuvent pas par conséquent essayer des opérations, peut-être avantageuses mais inaccessibles, se rejettent sur le pari mutuel, c'est à lui qu'ils vont demander le bien-être pour ne récolter le plus souvent que misère et détresse, mauvaises conseillères qui mènent au vol, au crime, à l'assassinat ! « Ainsi est drainé le contenu des poches du pauvre. Là où la Bourse est impuissante parce qu'il n'y a pas assez de prise pour ses tentacules visqueuses, le pari mutuel sait établir ses suçoirs (1)... »

Partant de cette idée, certains auteurs ont vu dans le pari mutuel une sangsue sociale qui pompe l'argent avec cet avantage qu'il l'empêche de s'agglomérer. Il entrave l'accumulation trop facile de capitaux qui n'ont que trop de tendance à faire la boule de neige et il remplit dans la société le même rôle que remplissent dans la nature certains oiseaux nuisibles, mangeant les crapauds qui eux-mêmes servent à avaler les microbes.

Cette observation a une part de vérité en ce qui concerne certains joueurs : il est incontestable que les fils de famille, les viveurs qui laissent leur patrimoine sur les champs de courses ne sont pas intéressants et ne mé-

(1) Louis Baume, *Autour des Courses*, p. 79.

ritent pas notre sollicitude. Nous dirons même que, étant données leur dissipation, la facilité avec laquelle ils dépensent stérilement et frivolement leur argent, il vaut mieux jusqu'à un certain point que leur passion soit canalisée et qu'elle produise un résultat utile. Puisque cet argent doit être mangé, il est préférable qu'il serve à l'amélioration de la race chevaline plutôt que de tomber entre les mains des usuriers, des filles ou des cercles.

Pour cette catégorie de parieurs, le raisonnement auquel nous faisons allusion a une certaine justesse sociale ; mais où il est profondément inadmissible, c'est lorsque l'on considère les classes populaires et c'est trop souvent celles-ci qui sont atteintes et accablées.

Au lieu de les protéger contre des entraînements funestes, tout dans l'état actuel des choses les excite et les incite à mal faire. Aussi voyons-nous nos hippodromes envahis par une foule de petites gens, d'indigents presque, qui sollicités par l'organisation cyniquement publique et réclameuse du jeu viennent risquer leurs dernières ressources et même parfois celles qu'ils n'ont plus et qu'ils cherchent imprudemment à ravoir.

Depuis 1891 on va beaucoup aux courses, c'est incontestable ; l'augmentation du chiffre des entrées est énorme et par suite énormément se sont accrues les ressources des sociétés, ce qui leur permet de distribuer en prix de courses et en allocations de toute nature des sommes importantes qui sont un réel encouragement pour l'amé-

lioration des races chevalines, qui est en définitive le but cherché.

Certains hommes de cheval purement utilitaires, sans souci de morale, ont pu écrire : « Quand on voit les races normandes régénérées par l'infusion du sang pur, nos chevaux de remonte acquérir chaque jour plus de taille, plus de longueur de rayons, plus de substance, de résistance, de netteté de membres, quand on pense enfin aux progrès qui nous restent encore à obtenir, on doit hausser les épaules devant des récriminations absurdes et poursuivre son chemin sans discuter. » A cette phrase égoïste, à but limité, sans ampleur de vue sociale, nous ne pouvons pas nous empêcher de répliquer par celle-ci : Quand on voit les classes populaires, les pauvres eux-mêmes dévorés par la passion du jeu, possédés par la pensée qu'ils pourront gagner sans travailler, nos ouvriers, nos petits employés désertent leurs ateliers ou leurs bureaux pour aller aux courses, quand on les voit risquer leurs maigres ressources et parfois même se procurer par indécatesse, par vol, le louis, les louis qui doivent leur donner la fortune entrevue, rêvée, quand on songe que cette passion affreuse et exigeante tarit les énergies les plus vives, amollit les caractères les plus laborieux et atrophie les sentiments honnêtes des plus consciencieux travailleurs, quand on pense en un mot à tous ces ravages moraux et sociaux qui résultent de la situation présente, de l'organisation officielle, qui ne

peuvent que se développer, sinistrement s'épanouissant que le foyer de contamination et de contagion s'étalera au grand jour, sous l'œil bienveillant et encourageant des pouvoirs dirigeants, on a le droit d'être inquiet et de se demander si l'on n'a pas plus pris en considération l'amélioration de la race chevaline que la diminution morale de nos concitoyens. Donner du sang pur à nos chevaux, c'est très bien, mais contribuer à la démoralisation de toutes les classes sociales, surtout des plus faibles et des plus pauvres, c'est un mal, c'est un crime !

Il y a quelques jours à peine, au lendemain de cette pénible émeute de Longchamp où l'état d'âme, inquiet, fiévreux, exaspéré des joueurs s'est manifesté de façon si violente, Edouard Drumont écrivait dans son journal (1) : « Regardez en face le chiffre fantastique du pari mutuel et imaginez tout ce qu'il représente de désordres jetés dans les intérieurs tranquilles, de modestes budgets à jamais dérangés, de prostitutions clandestines, de petits larcins auxquels succéderont les vols. Imaginez-vous l'état d'esprit de tous ces malheureux qui ne vivent plus que dans l'aléa, la chimère, qui sont absorbés dans des combinaisons imbéciles à propos de chevaux qu'ils n'ont jamais vus.

« A ce chiffre il faudrait ajouter les paris qui, en dépit

(1) *Libre Parole* du 16 octobre 1906.

de toutes les surveillances intéressées du gouvernement se font partout chez les marchands de vins, dans les boutiques, dans les ateliers ».

C'est qu'en effet, même à ce point de vue là, la loi du 2 juin 1891 n'a pas atteint son but : elle voulait localiser ce qu'on appelait à la tribune « le mal nécessaire » sur les seuls champs de courses et elle a édicté la nécessité de venir jouer en personne sur l'hippodrome.

Mais la loi à cet égard est fortement et fréquemment violée ; comment en pourrait-il être autrement ? Le résultat de l'organisation du pari public a été un déchaînement affreux et effrayant de la passion du jeu ; contre un tel débordement d'immoralité, il est difficile de lutter. La frénésie du jeu est telle que, malgré les textes, les joueurs veulent pouvoir en tous lieux satisfaire leur passion.

Et des agences se sont organisées, des commissionnaires reçoivent les paris et ils sont vraiment très peu et bien rarement inquiétés.

On pourrait même souhaiter que la police se montre un peu plus sévère et ne ménage pas trop les tenanciers de cafés et les marchands de vin, clientèle électorale si appréciable ! Il semble toutefois que ces derniers temps, les pouvoirs publics se soient émus de l'extension inquiétante prise par les paris illicites. La commission extraparlamentaire chargée d'étudier toutes les questions se rattachant au fonctionnement du pari mutuel s'en est

préoccupée et dans son rapport au Président de la République, en date du 17 août 1905, M. Ruau rappelait que cette commission avait à l'unanimité émis le vœu que dans le but de faire disparaître les agences clandestines qui opèrent tant sur les champs de courses qu'en dehors des hippodromes, le gouvernement instituât un système de primes destinées à récompenser les agents qui auront dressé des contraventions et saisi des enjeux.

Des mesures ont été prises en conformité de l'avis de la commission, mais malgré tout, on joue encore beaucoup clandestinement d'une façon illicite.

Une passion déchaînée ne se laisse pas endiguer ! La faute en est au gouvernement : pourquoi a-t-il inoculé lui-même cette passion du jeu ?

Elle est tellement exaspérée cette néfaste passion qu'elle déborde les limites des champs de courses ; et dans l'enceinte même des hippodromes elle est parfois surexcitée au paroxysme et elle peut alors être cause de scandales et de violences les plus redoutables. C'est par elle que se doivent expliquer les lamentables désordres du 14 octobre dernier sur le champ de courses de Longchamp.

Il est inutile d'insister sur les faits. Ils sont connus de tous, mais ils méritent d'être appréciés comme il convient pour établir les responsabilités.

Dans un effroyable mouvement de folie furieuse, le public qui se pressait sur la pelouse du Bois de Boulo-

gne a détruit tout ce qu'il a pu anéantir, brisant, sacquant et incendiant toutes les installations du magnifique hippodrome. Ce furent d'épouvantables, de honteuses scènes de vandalisme.

« Pourquoi cette fureur, pourquoi cette émeute, cette révolte, qu'est-ce que cette révolution ?

Tout simplement à cause d'un « mauvais départ » dans une course d'importance assez relative. Un starter qui a mal donné le signal et qui a fait ainsi gagner M. Perichon à la place de Pois-Rouge qui, paraît-il, jouissait des faveurs du public, voilà le motif de l'agitation de l'assistance, agitation qui, même au pesage fort intense, s'est vite transformée à la pelouse et au pavillon en excitation inquiétante.

« Les baraques du pari mutuel étaient renversées, des bidons de pétrole saisis on ne sait où versés sur les baraques et le feu éclatait partout. Le spectacle était saisissant dans son horreur. Après les baraques, les incendiaires s'attaquaient au pavillon central et enfin au petit bois qui devenaient la proie des flammes. La police était impuissante, les commissaires des courses n'y pouvaient rien non plus. Un sauve-qui-peut se dessinait chez les caissiers voulant sauver la caisse.

« Quelques-uns ont été arrêtés par la foule et naturellement dévalisés... Petit à petit les enceintes ont été désertées, les venues de renfort ont prouvé l'inutilité de la continuation du désordre (1). »

(1) *Gil Blas* du 15 octobre 1906.

Voilà en quelques mots la description de la bagarre. Quels en sont les responsables ?

Il y a eu, avons-nous dit, mauvais départ ; le starter aurait pu l'annuler, mais il ne l'a pas fait.

Or d'après le Code des courses le starter est seul juge, juge souverain de la validité du départ, par conséquent, quoique mauvais, le signal était *bon*, c'est-à-dire valablement donné : on ne pouvait plus que regretter un départ malheureux, mais sous le rapport de la validité de l'épreuve il n'y avait rien à faire, on ne devait rien dire, la course était régulière. Les commissaires de la société d'encouragement en agissant comme ils ont agi, se sont inspirés d'un article du règlement, ils s'en sont tenus à la stricte légalité, par suite ils sont couverts et ils ne peuvent être blâmés.

On a dit qu'ils auraient dû immédiatement faire la part du feu... en faisant afficher tout de suite « Réclamation », les esprits se seraient peut-être calmés. On a même soutenu qu'il fallait aller jusqu'au remboursement, à cause de la maladresse du starter. Et à ce propos on raconte que dans un groupe M. Henri Rochefort aurait dit : « L'Etat tient un tripot : le pari mutuel. Or dans un tripot quand il y a un coup douteux, la maison paie. Le pari mutuel devait payer. Ça lui aurait coûté 150 à 200.000 francs. Ça va peut-être coûter 20 millions à l'Etat, car le pari mutuel est fini ! »

Il est incontestable qu'il ne faudrait pas beaucoup d'é-

chauffourées comme celle du 14 octobre pour frapper à mort l'institution du mutuel, car le pari mutuel a été considéré comme le vrai coupable. Nous lisons dans le *Figaro* que ces pénibles événements provoquèrent parmi les sportsmen un cri général : « Il était fatal que ça arriverait ! »

On a fait contracter à la cause des courses une mauvaise alliance en la mariant avec le pari mutuel.

Ce jeu installé en permanence, ne chômant jamais, attirant et sollicitant sans trêve sa clientèle finit par exaspérer le public et l'amène à un état de surexcitation où un rien lui fait perdre l'esprit. C'est une si belle consolation pour un perdant que de se dire : « Je ne perds pas, on me vole ! », que le parieur en arrive à voir le vol partout.

Les règlements et les Codes qui régissent les courses établissent des lois inéluctables, mais parfois d'un conventionnel un peu spécial, sans lesquelles les courses ne seraient pas possibles, et on veut faire cadrer un jeu public avec ces lois que les initiés mêmes ne connaissent pas toujours. C'est absurde. Et Ajax du *Figaro* concluait : « Le jeu aux courses devrait être réservé aux seuls sportsmen, à ceux qui connaissent les règles, qui régissent les courses. Je sais que cela n'est pas possible, mais je crois qu'on en est arrivé au point où il convient de refréner la passion du jeu au lieu de chercher à la développer. »

La vie même des courses y est intéressée : elle ne résisterait pas longtemps à de semblables scènes.

Sans l'installation sur les hippodromes du pari mutuel on n'aurait pas à enregistrer ces désordres violents.

Ce qui fait que l'on peut assister à un soulèvement de quinze, vingt mille personnes et peut-être davantage, c'est que, le pari mutuel, constituant à lui seul la contre-partie du public des joueurs, en cas de discussion, les réunit forcément tous contre lui, puisqu'ils sont ou se croient tous également lésés au même moment et de la même manière. S'il n'y avait pas cette monopolisation du pari, les choses se passeraient tout autrement.

Avec le pari à la cote et au livre, chaque bookmaker, chaque *parieur contre* a sa clientèle. Survient une difficulté, un point douteux, dans le genre de celui qui a occasionné la terrible manifestation d'octobre à Longchamp, les contestations se divisent. Chacun des bookmakers s'entend ou tâche de s'entendre avec ses clients : c'est affaire entre lui et eux et la foule, la masse des autres joueurs n'a pas à s'y intéresser. De sorte qu'il peut y avoir avec ce système sur le champ de courses une foule de petites discussions privées, jamais une ruée d'intérêts identiques et communs comme celle si récente que l'on déplore et dont on craint le renouvellement.

On la déplore, disons-nous ; puissent les réflexions

qu'elle provoque amener des améliorations très désirables. Puissent-elles arrêter cette habitude de spéculer sur une des plus terribles passions humaines, habitude qui malheureusement ne fait que s'accroître.

Depuis 1891, nous avons notre gouvernement croupier sur les hippodromes.

Dans ces dernières années nous avons vu quantité de loteries autorisées, encouragées même par les pouvoirs publics. Tout prétexte est bon pour l'organisation d'une tombola dont le but peut être fort louable, mais qui a ce terrible résultat d'exciter les pauvres gens à risquer quelques francs ou quelques sous dans l'espoir d'un gain hypothétique. Il y a là une tendance dangereuse qui inquiète vivement tous ceux qui se préoccupent de l'état des mœurs. La consécration monstrueuse de cette funeste tendance serait l'adoption du système proposé par un sénateur, l'honorable M. Gaudin de Villaine, qui ne rêve rien moins que l'institution en France d'une roulette nationale régie, surveillée, exploitée par l'Etat ! Nous aimons à croire que les sains esprits trouveront dans les trop pénibles troubles du Bois de Boulogne une morale bien faite pour réduire à néant les utopies de certains rêveurs.

Une roulette officielle ! espérons pour la dignité de l'Etat français que nous n'en sommes encore pas là !

C'est déjà bien trop que nous ayons la honte d'apercevoir notre gouvernement tenir sur les champs de cour-

ses le râteau de croupier : tous ceux qui sont sincères et désintéressés reconnaîtront avec nous que l'attitude n'est pas flatteuse et qu'elle froisse violemment l'honneur et l'amour-propre national.

Vu :

Le Président de la Thèse,
H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.





TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Du jeu envisagé comme passion. — Dangers moraux et sociaux des courses de chevaux	1

PREMIÈRE PARTIE

LES PARIS AUX COURSES ET LEUR SITUATION AVANT 1891

CHAPITRE PREMIER. — Les paris et le droit civil.	9
ARTICLE 1965. — Le pari est un contrat dépourvu d'action.	12
ARTICLE 1967. — Le pari peut faire l'objet d'un paiement valable.	16
ARTICLE 1966. — Cas où l'action est accordée pour réclamer le montant du pari.	18
CHAPITRE II. — La répression et les paris	29
SECTION I. — La loi pénale et le pari en général	30
SECTION II. — La loi pénale et les paris aux courses	36
Historique des paris aux courses	37
Diverses espèces de paris	49
§ 1. — <i>Poule</i>	49
§ 2. — <i>Pari mutuel</i>	52
§ 3. — <i>Pari à la cote</i>	67
Pari au livre	75

DEUXIEME PARTIE

LES PARIS AUX COURSES DEPUIS LA LOI
DU 2 JUIN 1891.

CHAPITRE PREMIER. — Etude générale de la loi du 2 juin 1891.	103
Conditions d'existence du délit.	107
1. — Exploitation du pari.	107
2. — Engagement du pari avec tous venants ou offre de pari à tous venants.	109
CHAPITRE II. — Condition d'exploitation licite du pari mutuel.	123
§ 1. — La société de courses qui peut organiser le pari mu- tuel doit être une société autorisée	128
§ 2. — La société de courses déjà autorisée doit être pourvue d'une autorisation spéciale pour faire fonctionner le pari mutuel	132
§ 3. — Le pari mutuel doit être établi sur les champs de courses exclusivement	137
§ 4. — Le pari mutuel est soumis à des prélèvements	139
CHAPITRE III. — Etude critique de cette situation : les conséquences de la loi. — Que pen- ser d'un Etat bookmaker ?	144



Imp. J. Thevenot, Saint Dizier (Haute-Marne)
